

EN NOVEMBRE

La hausse des prix n'a été que de 0,5%

LIRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 D.M. Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,30 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 0/75; Congo-Brazzaville, 150 F CFA; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 rials; Italie, 400 L.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 150 F CFA; Suède, 2,20 kr.; Suisse, 1,10 fr. S.A.; Tchécoslovaquie, 13 esc.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS 75002 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4287-23 Paris

Télex Paris n° 456572

Tél. : 246-72-23

LA MORT DU PRÉSIDENT BOUMEDIÈNE

Un héritage important

Le vide laissé par la disparition de Houari Boumediène met en relief, l'œuvre de l'homme d'Etat qui, pendant treize ans, a forgé l'Algérie moderne et occupé une place majeure sur la scène internationale en s'affirmant comme le chef de file intransigeant mais pragmatique du tiers-monde. S'il avait la passion de son pays, dont il se faisait « une certaine idée », il avait également une vision stratégique du monde. En ce sens, il aura été le véritable héritier spirituel de Gamal Abdel Nasser.

« Jacobin », nationaliste arabe et socialiste, il a été un des premiers à comprendre que le principal conflit du dernier quart du vingtième siècle ne serait plus celui opposant l'Est à l'Ouest mais le Nord au Sud, les peuples riches aux peuples pauvres, les Etats industrialisés aux pays sous-développés. Partant du principe que la politique extérieure doit refléter la politique intérieure et que les jeunes nations doivent d'abord compter sur elles-mêmes, il s'est attaché avec détermination à l'édification de l'Algérie. Il commença par nationaliser ses richesses naturelles, dont les hydrocarbures, n'hésitant pas à prendre le risque de provoquer une grave crise avec la France. « Le développement est une politique, et la politique, c'est le développement », disait-il à dire. Extrapolant l'expérience algérienne à l'échelle du tiers-monde, il a, le 1er janvier 1974, souligné devant l'Assemblée générale de l'ONU la nécessité d'instaurer un nouvel ordre international non seulement économique, mais aussi juridique, politique et culturel.

Chef de file, de 1973 à 1978, du Mouvement des non-alignés, à qui il a donné son second souffle, Houari Boumediène a lutté pour que le tiers-monde pratique sa propre politique d'indépendance nationale et échappe à l'emprise des Super-Grands et des anciennes puissances coloniales. Il n'hésitait pas cependant qu'il s'agissait d'un combat difficile, à l'issue incertaine. Aussi jugeait-il indispensable d'assurer, autant que faire se peut, la cohésion des non-alignés et de favoriser la coopération entre les ensembles régionaux. Conscient de l'importance du facteur géopolitique, il a œuvré à l'établissement d'un triple dialogue : arabo-africain, euro-arabe et euro-arabo-africain, pour permettre à cette région du monde de résister aux entreprises hégémoniques de Washington et de Moscou.

S'il a accordé un soutien inconditionnel aux Palestiniens et aux Sahraouis, c'est à la fois pour des questions de principe mais aussi parce qu'il estimait qu'ils sont le « ferment révolutionnaire » du Maghreb et du Sahara occidental et les affrontements qu'elle a provoqués avec les régimes modérés voisins qui l'ont conduit à substituer le projet d'un « Maghreb des peuples » à celui d'un « Maghreb des Etats ». Ce même conflit a affecté les relations entre Paris et Alger, mais, ayant souvent répété en raison de leurs liens historiques les deux pays étaient « condamnés à coopérer », il avait, avant sa mort, amorcé un rapprochement susceptible de frayer la voie à une solution.

Foudroyé par la maladie, Houari Boumediène n'aura pas eu le temps d'achever les grands desseins intérieurs et extérieurs qu'il a conçus opiniâtrément depuis trois lustres, mais il laisse à ses successeurs un héritage qui, en dépit d'échecs et de lacunes, demeure considérable. Reste à savoir si, face aux problèmes posés par une société en pleine mutation — démographie galopante, agriculture, habitat — l'équipe en place saura maintenir sa cohésion.

M. Rabah Bitat assure l'intérim à la tête de l'Etat

Le président Houari Boumediène est mort ce mercredi 27 décembre, à 3 h. 55, à l'hôpital Mustapha d'Alger. C'est par un bref flash à la radio, à 8 heures, après le bulletin d'information, que les Algériens ont appris la mort du chef de l'Etat. Atteint d'une maladie du sang, dite maladie de Waldenström, il avait été hospitalisé le 18 novembre. Il était dans le coma depuis trente-sept jours. La radio (en arabe et en français) et la télévision diffusent des versets psalmodiques du Coran, entrecoupés de brefs bulletins d'information.

A 11 h. 30, l'Assemblée populaire nationale s'est réunie pour déclarer officiellement la vacance du pouvoir, conformément à la Constitution. La réunion se tient en présence des membres du Conseil de la révolution et du conseil des ministres, d'une délégation des officiers supérieurs de l'armée, des représentants du F.L.N., le parti unique, et des membres du corps diplomatique. Eût été proclamé la vacance du pouvoir, M. Rabah Bitat, un des chefs historiques de la révolution algérienne et président de l'A.P.N., devait assurer l'intérim de la présidence de la République

pour, en principe, une durée de quarante-cinq jours au cours de laquelle il lui reviendra de préparer l'élection du nouveau chef de l'Etat au suffrage universel.

La capitale algérienne a appris la mort de son président dans le calme. Selon notre correspondant, l'événement fait l'objet de toutes les conversations dans les entreprises, les ministères et sur les trottoirs. Tout est objet de supputations : la durée du deuil national qui ne saurait, estime-t-on, être inférieure à sept jours ; le lieu où se déroulera la cérémonie religieuse, et, bien sûr, les modalités de la succession. On laissait entendre ces derniers jours dans divers milieux que le délai de quarante-cinq jours prévu par la Constitution pourrait être prolongé pour pouvoir organiser le grand congrès du F.L.N. prévu pour le début de 1979.

Les autorités ont annoncé d'autre part le report du congrès de l'Union nationale de la jeunesse algérienne qui devait s'ouvrir au Palais des congrès, au Club des Pins. La radio a demandé aux délégués d'attendre de nouvelles instructions. Mardi, le

Conseil de la révolution avait tenu une réunion en présence de M. Rabah Bitat pour faire le point sur la préparation de ces assises.

Les obsèques du président pourraient avoir lieu vendredi, jour saint des musulmans, estime-t-on à Alger. Des préparatifs discrets ont eu lieu ces dernières semaines, tant au Palais du peuple qu'au Carré des martyrs — du cimetière d'El Alia, où le chef de l'Etat sera inhumé à proximité des tombes de l'Emir Abd el Kader et de deux chefs historiques de la révolution algérienne, Larbi Ben Mhidi et Didouche Mourad.

De nombreuses réactions ont été enregistrées dans le monde : la Ligue arabe a décidé un deuil de sept jours et les drapeaux de vingt-deux pays membres ont été mis en berne à son siège, au Caire. Le président Giscard d'Estaing a adressé un message de condoléances à M. Rabah Bitat, de même que le chancelier Helmut Schmidt, et d'autres dirigeants. L'Agence palestinienne Wafa estime que la mort du chef de l'Etat « est une perte énorme pour le mouvement progressiste arabe ».

Une succession difficile

De notre correspondant

Alger. — Brutalement frappé à quarante-six ans (1) dans la force de l'âge, le président Boumediène n'a pas eu le temps de préparer une succession que lui ne pouvait imaginer si proche. Sa mort survient alors que l'édifice institutionnel qu'il s'était attaché à construire est incomplet. Il s'en sera fallu de peu. La préparation des assises du F.L.N. qui devaient, au début de 1979, parachèvement l'œuvre entreprise, était largement entamée. Quatre des cinq organisations de masse qui prolongent l'action du parti et servent de vivier pour le recrutement des militants, avaient, ces derniers mois, tenu leurs congrès et renouvelé leur direction : les travailleurs en mars, les paysans en avril, les anciens combattants en mai et les femmes en octobre ; seuls, les jeunes ne se sont pas encore réunis.

An terme de ce processus, le président Boumediène espérait voir naître un véritable « parti

d'avant-garde », regroupant, ainsi que l'indique la charte nationale adoptée le 27 juin 1975, « tous les éléments consentants dont l'objectif ultime est le triomphe du socialisme ». Ce parti, note la charte, doit « reposer sur une base idéologique et politique précise et se débarrasser de tous ceux qui transgressent les principes de la révolution ou en compromettent les idéaux ».

Le chef de l'Etat voulait donc élargir définitivement la notion de « Front » qui avait prévalu pendant la lutte de libération et doter le parti d'une direction capable d'orienter et de contrôler la vie politique du pays. Cet objectif n'a pas été atteint. Le F.L.N. n'a pas tenu de congrès depuis 1964 et les responsables qui se sont succédés à sa tête, de M. Cherif Belkacem à M. Mohammed Salah Yahiaoui en passant par MM. Kaid Ahmed et Messadia, ont tous été surpris par le chef de l'Etat. Est-il surprenant, dans ces conditions, que le Front soit resté un appareil bureaucratique incapable d'initiatives, et même du travail d'explication et de sensibilisation ?

(1) Selon la biographie officielle, le président Boumediène est né le 22 février 1923. Certains observateurs font néanmoins remonter sa naissance à 1925.

Le congrès de 1979 devait aboutir à la mise en place du bureau politique. Cet organe s'était réuni en 1965 après le « redressement révolutionnaire » du 19 juin, et non sans avoir délégué auparavant ses pouvoirs au Conseil de la révolution institué par le colonel Boumediène et ses amis pour diriger le pays. Composés initialement de vingt-six membres, ce Conseil comprenait en grande majorité des militaires, commandants de régions, membres de l'état-major, responsables du ministère de la défense. Il avait pour noyau le célèbre « groupe d'Oujda » regroupant, autour de Boumediène, MM. Bouteflika, Cherif Belkacem, Kaid Ahmed, et Medaghri. En treize années, les rangs du Conseil de la révolution se sont élargis au fil des décès, des retraitements volontaires ou des exclusions, telles celles prononcées à l'encontre du colonel Ghrib après sa tentative de coup d'Etat en 1967 et celle de M. Kaid Ahmed, passé à l'opposition en 1975. Les partisans n'ont pas été remplacés.

DANIEL JUNQUA.

(Lire la suite page 3.)

La crise iranienne et ses conséquences

L'arrêt des exportations de pétrole pourrait entraîner une tension sur les prix

Toute exportation de pétrole brut a cessé le 26 décembre en Iran, a indiqué le porte-parole du département d'Etat américain M. Hodding Carter. Le terminal pétrolier de Kharg-Island, le plus grand du monde, est fermé. Selon le département d'Etat la situation demeure « tendue » dans le domaine pétrolier en raison des grèves des Iraniens comme des étrangers. La production est largement retombée et l'Iran ne dispose que de 240 000 barils par jour pour sa consommation intérieure.

Aux Etats-Unis l'on estime que l'interruption des exportations iraniennes de pétrole confirmerait la position de « crise » que le pétrole trouve actuellement l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Mais on ajoute qu'il n'est nullement certain que l'arrêt des opérations de chargement au terminal de l'île de Kharg se prolonge. Dans l'immediat, c'est sur les prix qu'une tension est à craindre.

Unis (quarante-cinq jours minimum). Mais surtout parce que la production iranienne a été très irrégulière. Au mois de novembre, par exemple, elle a atteint en moyenne 3,2 millions de barils par jour, dont 2,6 pour l'exportation (soit 50 % des ventes habituelles à l'étranger). Sur le marché international, ce « trou » a été comblé principalement par l'Arabie Saoudite, qui a accru dans le même temps sa production de 8,6 à 10,4 millions de barils par jour. Deux compagnies pétrolières, Shell et B.P., ont cependant dû réduire les livraisons à leurs clients de plus de 10 %. Les envois de gaz vers l'U.R.S.S. — en moyenne 30 millions de mètres cubes par jour en temps normal — ont également connu de fortes variations.

Commencé par un avertissement de l'ayatollah Khomeini, selon lequel : « La grève dans le secteur pétrolier, qui empêche le pillage des richesses de la nation, est un acte d'obédience à Dieu », le mois de décembre a été plus difficile encore. B. D.

(Lire la suite page 7.)

LIRE PAGES 3 à 6 :

- Les articles de Jean Lacouture, Claudine Rulleau, Paul Balta
- Le portrait de M. Rabah Bitat
- Les réactions à l'étranger

UN BILAN DE L'ANNÉE POLITIQUE

1978 : la fracture

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Tous les dix ans ou à peu près surgit une de ces périodes incertaines et floues où le passé, chacun le sent, est déjà mort tandis que l'avenir n'est pas encore né. La fracture peut s'étendre sur une ou deux années, trois au plus. Ainsi en alla-t-il au lendemain de la dernière guerre, en 1948-1949 ; puis derechef du début de la guerre d'Algérie au retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958-1959 ; et pour son départ, en

tout en excluant en pratique l'Allemagne. Et pourtant 1978, c'est bien l'année de la fracture.

Deux types de comportement qui ne sont certes pas nouveaux, qui font même en permanence partie intégrante de notre pratique politique, ont atteint cette année un paroxysme, au point de suffire à caractériser à eux seuls notre vie publique présente.

(Lire la suite page 10.)

L'ITINÉRAIRE D'UN GUÉRILLERO

Les Mémoires d'El Campesino

Un corps trapu, solide, à peine affaissé par les ans, un visage puissant, taillé à coups de serpe, des mains noueuses : le Campesino, général - communiste - de la guerre d'Espagne, a été, et reste encore, un véritable force de la nature.

Il se dépeint lui-même comme un vieil ours qui tourne en rond dans les rues de Metz et gègne avec nostalgie ses souvenirs d'ancien combattant. Mais il a gardé la prouesse dure du chef de guerre baribaud qui portait la casquette modèle soviétique à l'étoile rouge. Et la lippe ironique, prête à la gouaille comme à l'invective du libérateur inconditionnel qui osa, un jour, insulter publiquement Staline qui lui proposait le maréchalat de l'Union soviétique.

Comme tant d'autres anciens combattants de la lutte antifranquiste, mais l'un des tout derniers, il a gentiment passé le dernier Noël en famille, à Madrid, avec un passeport

tout neuf. Et à la veille des élections générales de juin 1977, il a lancé un appel au peuple espagnol en faveur du parti socialiste ouvrier de Felipe Gonzalez « afin que le communisme ne ramène pas les pieds en Espagne ». Etonnantes et dernières images d'une carrière de violence, de ruses, de combats, de sang, de tortures, de prisons et d'évasions. Les Mémoires d'El Campesino se lisent, bien sûr, comme un fascinant roman d'aventures. Et quelles aventures ! Fils d'un pauvre mineur anarchiste d'Estrémadure, gamín presque « sans famille » errant sur les routes d'Andalousie, militant de la C.N.T., la centrale anarcho-syndicaliste à quinze ans, chef de bande se faisant la main, et le coupé, sur les gardes civils à seize ans, membre du parti communiste à dix-sept ans, engagé dans la légion étrangère au Maroc pendant la guerre du Rif.

MARCEL NIEDERGANG. (Lire la suite page 9.)

ler must de Cartier Paris

trois anneaux vermeil sur parures de table en argent massif



En exclusivité chez Cartier et dans les boutiques Must de Cartier

AU JOUR LE JOUR

Flèches de tout bois

Repondant à M. Mitterrand, M. Claude Labbé emploie l'image bien connue de la palette dans l'exil du votant, et il en voit lui-même toute une multitude dans le regard des socialistes.

L'inconvénient de ces métaphores est qu'elles sont indéfiniment réversibles. A mesure que le brin croît chez l'un, la soie se grandit chez l'autre, et réciproquement.

Mais le fin du fin en politique, n'est-il pas précisément d'encourager la croissance de ce bois dont on fait les flèches ?

ROBERT ESCARPIT.

صكزامن الأصل

COMMUNISME

L'affaire Marty-Tillon : questions à Georges Marchais

par GILBERT GAZAILLET (*) et MICHEL RENARD (**)

L'ENNE avait coutume de dire que ce n'est pas par amour de l'histoire qu'il faut analyser et connaître son passé, mais pour des raisons politiques : pour ne pas lutter dans la nuit. Fidèle à cet enseignement, notre parti se décide enfin à l'assaut d'une analyse de ses rapports avec l'Union soviétique. Les communistes français ouvrent aujourd'hui un dossier en vue de la réhabilitation de Nicolas Boukharine. Et nous nous en félicitons. Mais laisser croire que le passé de l'U.R.S.S. soit sans effet dramatique sur la vie actuelle du P.C.F. serait un pleur mensonge : c'est pourquoi nous ne voulons pas laisser dans l'ombre une variante aux couleurs de la France de cette histoire, et demandons l'ouverture du dossier et la révision du procès Marty-Tillon. Un des moyens pour casser l'idéologie occidentale de la dissidence, le chantage bourgeois des barbettes à l'Est, en un mot pour faire pièce à l'anticommunisme que nous commémore, est que le parti tout entier procède lui-même à l'examen sans complaisance de son histoire.

Rappelons-nous les propos de Georges Marchais, le 29 octobre au Club de la presse d'Europe : « Je suis prêt à discuter avec Charles Tillon (...). Il n'a jamais été exclu du P.C.F. » Les militants communistes que nous sommes n'ont pas le mérite de fréquenter les couloirs de la grande maison, place du Colonel-Fabien. On s'en doute, nous n'étions pas dans le secret des dieux : sur les conflits du passé, nous lisons — faute de documents officiels — les intéressés eux-mêmes et quelques historiens. Nous lûmes donc étonnés en apprenant que Tillon n'avait jamais été exclu du parti. Surprenantes révélations confirmant les graves propos de Paul Laurent selon lesquels « s'il (Tillon) n'a pas sa carte du P.C.F., c'est que lui-même n'a pas décliné, à un moment donné, de la reprendre (1) ».

bel et bien, avec celui d'André Marty, en 1952. L'histoire des partis communistes n'est pas sans épaisseur et « les faits sont là ». Marty et Tillon demeurent à jamais les mutins de la mer Noire, respectivement condamnés à vingt ans et cinq ans de travaux forcés ; l'un, membre du secrétariat du Komintern et commandant des Brigades Internationales ; le second, chargé du Comité international d'aide à l'Espagne républicaine, organisateur

des plus prestigieux de la Résistance contre l'occupation nazie, puis ministre communiste. Il est possible que les subtilités juridiques des processus d'exclusion aient été celles de rapports de la cellule de Tillon avec le comité central de notre parti nous échappent un peu. Avides d'informations, nous n'en connaissons que le récit fait par Tillon dans un « procès de Moscou » à Paris. Mais, en ce qui concerne ces deux périodes de l'histoire auxquelles fut mêlé le P.C.F., les Brigades Internationales et la Résistance, nous ne voulons pas en rester à des décisions de cellules non ratifiées par le comité central.

Staline, la guerre d'Espagne et la résistance

Il nous faudra bien un jour connaître le lien des questions qui vont suivre avec la réalité de la politique de Staline et les intérêts d'Etat de l'U.R.S.S. durant la guerre d'Espagne.

crimes de la clique fasciste de Tito ». C'est au moment où Arthur London est interrogé et torturé, afin de mettre en cause des militants français à propos des Brigades Internationales, que la commission d'enquête Mauvais-Servin accumule des « preuves » identiques sur Marty et Tillon. La simultanéité de ces deux faits est-elle plus qu'une simple coïncidence (4) ?

Les communistes ne manquèrent pas de s'interroger en leur temps sur les méthodes des commissions d'enquête de l'époque, allant jusqu'à mobiliser un détaché pour garder Raymond Marty dans son fauteuil pendant trois heures, tout en lui déversant les pires insultes sur son mari.

Sur la Résistance en France, nous affirmons que, obéissant aux ordres du Komintern, des camarades donnèrent, de juin à octobre 1940, des directives de légalité par le parti. Directives entraînant, par ricochet, les arrestations massives de militants et de responsables communistes de la région parisienne (5). Nous sommes tout aussi convaincus qu'il se trouva alors des « indisciplinés » comme Tillon pour organiser clandestinement la lutte armée et éviter au P.C.F. d'être rapidement décapité. Et tout ouvrier conscient sait combien l'absence d'un outil façonné de longue date peut faire cruellement défaut.

« Il y a assez d'ouvriers et d'intellectuels révolutionnaires qui établiront le vérité sur l'affaire Marty, même si je n'étais plus là », écrivait André Marty à Jacques Duclos, le 13 novembre 1962 (6). En quoi il n'avait pas tort. Et notre confiance en tous les militants communistes est illimitée, qui savent bien exiger, un jour plutôt que l'autre, qu'on leur rende les yeux et la mémoire.

(1) Paul Laurent à France-Inter le 27 octobre (Le Monde du 31 octobre). (2) Cf. l'exclusion de Paul Noirot dans la Mémoire ouvrière. (3) Cf. Fernando Claudin, La Crise du mouvement communiste, T. II, p. 3. (4) Cf. Philippe Robrieux, Maurice Thorez, vie secrète et vie publique, p. 408. (5) Cf. Charles Tillon, On chantait Thorez, p. 12. (6) Lettre reproduite en annexe au livre de Paul Noirot, La Mémoire ouvrière.

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

En 1918, Ernest Jones rencontre Freud à Vienne dans les salons de l'hôtel Régina. Les deux hommes se commentent naturellement la situation politique : à ce propos, Freud prit Jones de court en disant qu'il avait rencontré récemment un ardent communiste et qu'il avait été à moitié converti au bolchevisme. Ce dernier lui avait confié que l'avènement du communisme amènerait quelques années de misère et de chaos, mais qu'elles seraient suivies de la paix universelle, d'a prospérité et d'un bonheur. Freud ajouta : « Je lui ai répondu que je croyais à la première moitié de ce programme. »

Selon Freud, « libéral à l'ancienne mode », comme il se définissait lui-même, le marxisme n'a fait que créer de nouvelles chimères ni moins indéterminées, ni moins indéterminables que les anciennes. Il est pareil à la religion qui fournit à ses croyants, pour les dédommager de leurs souffrances, la promesse d'un au-delà meilleur où nul besoin ne restera insatisfaite.

ROLAND JACCARD.

Je reste pourtant communiste

par CHRISTIAN RIOCHET (*)

TOUTE une classe sociale est entrée un jour dans l'univers des sentiments, au douzième siècle. Elle n'a cessé depuis de les cultiver, comme l'aboutissement d'un plaisir remarquable et définitif. Ce fut l'émerveillement d'un paradis d'incroyables ressources qui a été donné. Il y eut là non seulement le potentiel insaisissable du raffinement de l'intersubjectivité, mais encore la possibilité de faire miroiter à des civilisations, à des peuples, à d'immenses classes sociales — qui en seraient privées — son existence.

Alors tout s'écroula devant la promesse consentie d'y laisser venir d'autres personnes, d'autres individus, d'autres groupes, d'autres classes, d'autres peuples. Les images données à puissants renforts d'œuvres d'art (comme il y en a de belles) d'une prodigieuse multiplicité ; la description minutieuse de l'univers ainsi accessible ; la vague de fond qui ébranle tout alors ; cela et son perpétuel relancement font que les propositions d'un autre monde (communisme) semblent trop dans le cadre d'un inégal combat de moyens de propagande. Enfin je dirai que le gouvernement du monde appartient malheureusement à ceux qui ont trouvé les premiers qu'existaient au-delà du monde de la production (mais pourtant codifié par lui) un monde de l'intersubjectivité dans lequel habiter devient un conte d'Alibaba.

Quelle ironie toutefois ! Car aujourd'hui il n'est plus possible de renverser les valeurs de l'intersubjectivité. Le programme social-démocrate est énorme, crédible, enthousiasmant, puisqu'il avance cette idée : « Ouvrons les portes de corne, d'acier, de feu, de gloire et de désir de l'intersubjectivité. » Le P.C.F. s'y soumet, parce que des gens ont su dire : « Au-delà de l'économie, ou au-delà des classes ouvrières, il existe encore un monde fabuleusement complexe, d'un raffinement surprenant, d'un caractère physique des classes sociales. »

Alors les gorges se sont serrées, les cœurs ont sombré, et l'âme a eu un épanouissement terrible, dans la débauche et la braderie des valeurs historiques, ontologiques et morales.

Il n'ont plus voulu de sociétés communistes, parce que la promesse n'est pas tenue, là-bas. Il y a eu mensonge puisque, là-bas, il s'agit de la même intersubjectivité ! Et les capitalistes, extraordinairement sensibles à ces nuances qui donnent le pouvoir, ont entrouvert à ce moment précis le monde intersubjectif qu'habitent les classes possédantes. En même temps, pour achever de convaincre, d'affoler, ils supprimèrent certaines images des plaisirs de ce monde intersubjectif ! Subtile politique de gestion, mais tellement efficace ! Dans le même temps, les hommes ont vu passer les comédies musicales, reflets inégalables du bonheur et de la tendresse, alors que montait au cœur des hommes l'espoir d'y accéder !

Les plus farouches révolutions ont cédé. « Quoi ! se dit l'homme le plus fort, je n'aurai donc plus l'occasion de prendre, sur fond de ciel rouge, Scarlett O'Hara dans mes bras, pour la brûler avec mes lèvres, elle, renversée, dépoltrillée, sublime et molle sous moi ? » Les plus fortes révolutions ont chaviré sous ces coups, quand la conscience, affreusement torturée par ce dilemme, en est venue à mettre en balance, avec de ces moments de pathos subtils, la forme froide, squelettique et tristement mal comprise de l'univers communiste où l'amour n'est rien de plus que l'amour des pays capitalistes. Allez donc expliquer à un non-communiste sincèrement militant pour le monde du plaisir russe, le monde de la sexualité communiste est supérieur au monde du plaisir américain, au monde de la sexualité américain ! Allez. Vous m'en direz des nouvelles !

Pour cela, je crois que le communisme ne sera ni pour moi ni pour mon enfant. Il y a à sa suite une chose de pourri au royaume des convictions, et c'est la social-démocratie, le reste pourtant au seuil de ce moment historique, sincèrement communiste et pro-soviétique. C'est tout dire. Mais quelle désoilution !

(*) Membre de la cellule Beau-repaire du P.C.F.

Réplique à... ANDRÉ RESZLER

Deux révolutions spontanées

Dans le Monde du 24 octobre, M. André Reszler, professeur à l'Institut européen d'études universitaires de Genève, avait exposé ses thèses sur le caractère « pluraliste et prolétarien » de la révolution qui avait éclaté vingt-deux ans plus tôt à Budapest. M. Vassil Vassilev, maître-assistant associé à l'université de Paris-X Nanterre, montre ci-dessous les parallèles entre la révolution russe de 1917 et le soulèvement magyar de 1956.

Quelle est la nature de la révolution hongroise de 1956 ? Peut-on l'expliquer par une approche libérale ou marxiste ? Laissons de côté les expériences de révolutions paysannes du monde chinois et russe. Arrêtons-nous plus précisément aux deux premières révolutions russes du XX^e siècle, ni bourgeoises ni prolétariennes, celles de 1905-1906 et de février 1917. Dans la Russie des tsars de l'époque, on rencontre un prolétariat industriel à mentalité paysanne, minoritaire en tant que classe sociale. En 1905-1906, ce sont les paysans qui se soulèvent les premiers dans les campagnes. Le prolétariat industriel prend le train en marche. En février 1917, ce sont des mères de famille qui descendent dans la rue pour protester contre la pénurie de produits alimentaires ; et cela contre l'avis des dirigeants bolcheviques, qui s'y opposent vigoureusement. Elles entraînent tout le peuple de Pétersbourg. Trois jours après, il fraternise avec la garnison de la ville, composée de soldats, fils de paysans.

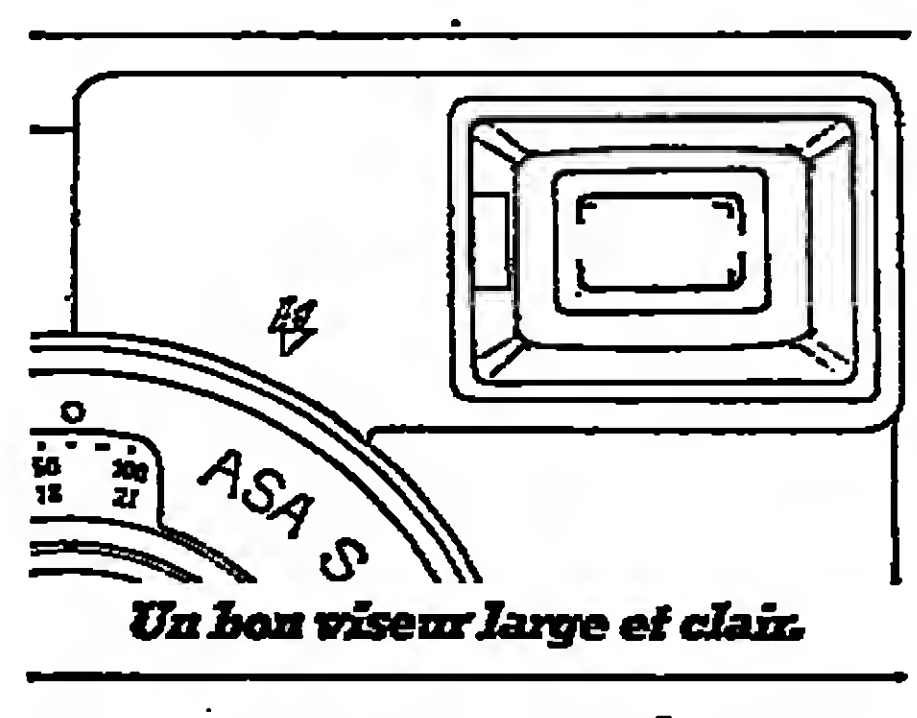
C'est bien le même processus révolutionnaire que nous retrouvons dans la Hongrie d'octobre 1956. Cette révolution de février 1917, comme celle de 1905-1906, est une révolution spontanée, sans héros, sans chefs, sans avant-garde, comme le dit Trotski. Nous retrouvons le même phénomène dans la Pologne et la Hongrie de 1956 : Imre Nagy et le général Maletier ont crié « Vive la révolution », comme Kéréski, socialiste révolutionnaire, Skobrev, Zechevich, et Chlapnikov, bolcheviques, après la victoire du peuple dans la rue, par crainte de représailles.

Même similitude entre les conseils ouvriers-paysans de Hongrie de 1956 et les soviets de février 1917, en Russie ; dans les deux cas la procédure de formation est spontanée. Même similitude encore entre les idéologies qui inspirent ces révolutions. Partout, le spontanéisme se proclame anti-totalitaire, mais aussi anti-libéral, ce qui n'exclut pas mais renforce le marxisme et la liberté d'expression à tous les niveaux. Lénine, à son retour d'exil, reconnaît que le peuple russe est devenu le peuple le plus libre du monde. Les soviets (qui signifient conseils) sont fondés sur les principes de la commune orientale : appropriation collective des moyens de production, avec l'application du principe d'auto-administration à tous les niveaux. Ce qu'on appelle dans le populisme russe, le courant démocratique, en opposition à une conception totalitaire dont s'inspire le système de gouvernement dans les sociétés orientales depuis des millénaires. Il s'agit, en fait, d'une conception de démocratie directe, dans une société collectiviste, certes, mais anti-totalitaire.

La Hongrie de 1956, comme la Russie du début du XX^e siècle, ne connaissait pas de classes bourgeoises et prolétariennes. Les chavages et les antagonismes sociaux qu'on peut y constater sont d'une tout autre nature. Les inégalités sociales ne découlent pas d'une inégale appropriation des moyens de production mais d'une très inégale distribution du pouvoir politique. Une lecture des idéologies, du courant démocratique du populisme russe du siècle dernier s'impose.

PROPRIÉTAIRES D'APPAREILS DE PLUS DE 2.000 F, CECI VA VOUS FAIRE SANGLOTER.

Pour faire de bonnes photos, vouloir un bon appareil 24x36, c'est une bonne idée. Voici l'Optima electronic. C'est un 24x36 : il utilise la plus large gamme de films. Il possède un excellent objectif 2,8/40 mm à 4 lentilles, et un obturateur électronique qui va de 15 secondes à plus de 1/500e. Mais il a aussi ce que la plupart des 24x36 n'ont pas : il pèse moins de 300 grammes, il coûte moins de



est vert, vous pouvez prendre votre photo, lorsqu'il est rouge, vous devez utiliser un flash ou un pied. C'est tout ce dont vous avez à vous occuper. En fait, l'Optima electronic a vraiment de quoi donner des regrets à tous ceux qui ont payé leur 24x36 bien plus cher.



Le fameux déclencheur "sensor". 800 F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire tout une série de manœuvres pour prendre une photo.

Une seule manette à bouger pour avancer, armer et même rebobiner le film, un déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : la mesure de la lumière, le réglage de l'exposition. Lorsque le signal placé dans le viseur

AGFA OPTIMA ELECTRONIC LA PERFECTION DU 24x36 A MOINS DE 800 F.

AGFA-GEVAERT

Trois mois d'évolution dramatique

Texte très dense et difficile à lire, probablement une réimpression ou un scan de mauvaise qualité. Le contenu semble être une analyse ou un rapport, mais les détails sont trop flous pour être transcrits avec précision.

صحة من الأصل

LA MORT DE

HOUARI BOUMEDIENNE
REUNIS AVEC LE PRESIDENT
Mon regime est solide, il
y a une relève dans no

Une vie confondue avec celle de l'Etat

par JEAN LACOUTURE

Le pouvoir sculpte les individus, en creux ou en bossa. Il y a ceux qu'il dirige en statues, ceux qu'il gonfle de vent, ceux qui restent en poussière. Mohamed Boukharrouba, dit Houari Boumediène, ne fut pas de ceux que le pouvoir défile.

Qui avait pu le connaître au temps où il surgit de l'ombre des maquis gardait le souvenir d'un loup maigre au regard fuyant, sanglé dans un trench-coat d'agent secret, mi-tranqué, mi-chasseur, verrouillé dans un mutisme agressif coupé d'explosions. Un personnage marginal et corréolé, tout en mèches, en angles, en méplats, un archétype de la révolte et du refus.

Cinq ans plus tard, le 3 septembre 1973, le président Boumediène accueillait à Alger le tiers-monde en leader sûr de lui, de sa force, de son équilibre. Les traits rudes, les yeux en mèches rebelles, la voix rauque. Mais le personnage s'était amplifié, bardé de muscles et de certitudes. Il était devenu assez fort pour risquer d'être modéré. Il avait entre-temps découvert les tailleurs et les cravates, appris le français qu'il pratiquait désormais avec une efficacité surprenante pour ceux qui avaient dû s'efforcer de comprendre, pendant la guerre, les propos du colonel-maquisard. Et quand il accueillit M. Giscard d'Estaing, en avril 1975, ce ne fut pas en rustre d'outre-mer, mais en voisin fier de faire admirer ses récoltes.

Entre-temps, l'Algérie s'était passée de la situation de vestige d'un empire détruit à celle d'Etat en chantier, puis à celle de nation-pilote du développement autoritaire, sous la férule de ce fils de tribu qui avait prêté d'abord l'œil à la colonisation, puis l'implacable combat, et avait été, le jour de l'indépendance venue, le seul des leaders de la gauche algérienne à émerger en langue arabe les textes émancipateurs.

qu'il préfère un plan réalisé à un projet mirifique. Mais si les ambitions majeures du système étaient bien l'efficacité en vue de l'indépendance, l'industrialisation en vue de la grandeur — des idées et des mots que les Français, obédés par leur histoire, tiennent pour gaulliens, — le déclenchement de la « révolution agraire », en 1971, vient rappeler que Boumediène n'était pas seulement ce que dénonçait en lui ses adversaires : un manager qui aurait réussi.

On avait longtemps vu en lui un musulman intriguant, intrépid, un puritain farouche. Mais, comme il était passé de son « fanonisme » fervent du début des années 60 au réalisme de l'indépendance, il a su prendre ses distances par rapport à la conception dominante de l'Islam

Un antihéros

« Ma position personnelle n'a aucune importance. Je ne suis pas un saint (leader), je ne veux pas qu'on m'admire, je ne veux pas qu'on m'applaudisse. Je ne demande rien. » Ce genre de déclarations, tous les leaders populaires les ont faites, et surtout ceux du tiers-monde. Elles sont celles que l'on peut croire : parmi ceux-ci, pourtant, il y eut peut-être Houari Boumediène, qui tenait ces propos en juin 1969, un an après avoir pris le pouvoir.

Le second chef de l'Etat algérien n'était pas un homme facile à définir d'un trait, sinon par ce qui le distinguait de la plupart des autres : un homme qui n'avait pas de deux visages : jamais le pouvoir n'apparut dans ses propos et dans ses actes ni comme un héritage de droit divin, ni comme un certificat de sa puissance, ni comme un moyen de paraitre et d'en jouer. Apros s'en être emparé avec plus de discrétion que d'emportement, il en usa, parfois bien, parfois mal, mais rarement selon son bon plaisir.

Culte de l'impersonnalité ? Tout de même pas. Car Houari Boumediène était un chef extrême, un homme conscient de sa valeur, jaloux de son autorité, dur dans le commandement, et pas toujours hostile à ces notes avec la foule qui se confondait pour Amer. Ben Bella, avec le pouvoir. Et l'un donna de l'autorité une version volubile, l'autre en imposa longtemps une interprétation tacite. L'un extériorisait sa volonté de puissance, l'autre l'intériorisait. L'un pratiqua le gouvernement de la tribune, l'autre celui de la salle. Ainsi l'Algérie indépendante s'écoula fidèlement les processus historiques décrits par Max Weber, le passage du pouvoir charismatique au pouvoir bureaucratique. Un passage qui ne se fit pas par une pure substitution. Les relations entre Boumediène et le peuple algérien reflétaient une personnalité qui fut, dans un rôle historique exceptionnel.

Le maquis

L'étudiant algérien Boukharrouba entre très vite en contact avec le « bureau du Maghreb » du Caire où s'affairaient notamment, en vue de la lutte armée pour l'indépendance, le Marocain Abi el Fassi, le Tunisien Salah Ben Youssef, l'Algérien Mohammed Khider. Quand éclata le soulèvement du 1^{er} novembre 1954, il est l'un des premiers à participer à l'entraînement que dispense aux militaires algériens l'armée égyptienne dans un camp proche de El Chass, sur la route du Caire à Ismailia. Il prend part aussi à la guérilla anticoloniale dans la zone du canal, et certains observateurs du Caire croient pouvoir reconnaître en lui un jeune secrétaire-téléphoniste qui travaille un temps dans l'ombre de leaders déjà notoires, au bureau du Maghreb.

nom de guerre de Houari Boumediène (emprunté, comme on l'a souvent écrit, au saint fondateur de l'islam, mais qui n'est défendu un jour devant nous), il s'appelaït Mohammed Ibrahim Bou Kharruba, c'est-à-dire l'« homme à la caroube », plante assez commune dans la région du Constantinois d'où est issue sa famille de pauvres fellahs des alentours de Guelma. Son père était un *shammeh*, c'est-à-dire un maître d'école, qui mourut au cinquième de la récolte : maigre portion dans un maigre paysage.

Il est né le 23 août 1932 à Hélopolis, un nom bien orgueilleux pour ce pauvre village oublié de l'administration coloniale : l'un de ses six frères et sœurs l'a dépeint comme « un enfant très timide et silencieux... qui avait la passion de la lecture, ou plutôt d'en oublier le boire et le manger ». A sept ans, il suit à la fois les cours de l'école primaire (francophone) et ceux de l'école coranique (arabophone) de Guelma. Il n'a pas treize ans quand il est témoin de la terrible répression qui suit les troubles du 8 mai 1945 : il restera marqué par le souvenir des massacres perpétrés sur le plateau constantinois par le système colonial.

Comment s'étonner que Mohamed Boukharrouba ait milité très jeune au P.P.A. de Messali Hadj, qui, dès 1936, proclame son objectif : l'indépendance de l'Algérie ? Son prédecesseur comme il était advenu à Nasser douze ans plus tôt. S'il n'est pas sûr qu'il se soit emparé du pouvoir, il est certain que le pouvoir s'est emparé de lui. Au début de la soirée du 19 juin 1965, une vingtaine d'heures après le coup de force expéditif qui fait passer le pouvoir d'une main à l'autre, l'écran de la télévision algérienne, si souvent occupé par le large visage brun de Ben Bella, laisse vide. Seule une voix se fait entendre, réponse et mal assurée. Pour mieux marquer la rupture avec le régime déchu, le colonel-président a voulu rester masqué au moment de prendre le pouvoir. Et il est surpris. Il faudra attendre quelques jours pour qu'il consente à offrir son image aux citoyens vespéraux. A la place du tribunal saisi, celui-ci est un personnage qui semble toujours de profil tant il est décharné. Avec ce regard enfoncé dans le papier lu d'une voix hésitante, ce buisson ardent de chevelure claire, ce front calciné, Houari Boumediène est en train de tuer un style de

Ministre de la défense, Houari Boumediène devient en mai 1963 premier vice-président du conseil. Mais en même temps qu'il assume sa promotion, Ben Bella tente d'affaiblir la position de ceux qui forment une sorte de garde de fer autour de celui qui

Le pouvoir

Quand, en 1964, un journaliste égyptien demanda à Ben Bella ce qu'il pensait de Boumediène, en présence de celui-ci, le président répond dans un éclat de rire : « Vous savez bien que c'est l'homme qui prépare tous les complots contre moi ? » Cet humour à la Khrouchchev ne conjure pas le sort : un an plus tard, le 19 juin 1965, Ahmed Ben Bella est enlevé pendant la nuit et mis au secret par les hommes du même Boumediène, qui, desquels le président déchu à la mauvaise surprise de voir Tahar Zbiri, l'homme qu'il a tenté quelques mois plus tôt d'opposer au ministre de la défense.

On a beaucoup dit que Boumediène s'était laissé forcer la main par ses compagnons, tels que Bouteflika, répugnant lui-même à prendre l'initiative du coup de force et à assumer la responsabilité du pouvoir direct. Mais qu'il l'ait convoité ou non, le pouvoir est là. Dans le Conseil de la révolution immédiatement constitué, aucun personnage n'est de taille à balancer l'autorité de Boumediène. Il refuse d'exercer la dictature populaire que pratiquait son prédecesseur comme il était advenu à Nasser douze ans plus tôt. S'il n'est pas sûr qu'il se soit emparé du pouvoir, il est certain que le pouvoir s'est emparé de lui. Au début de la soirée du 19 juin 1965, une vingtaine d'heures après le coup de force expéditif qui fait passer le pouvoir d'une main à l'autre, l'écran de la télévision algérienne, si souvent occupé par le large visage brun de Ben Bella, laisse vide. Seule une voix se fait entendre, réponse et mal assurée. Pour mieux marquer la rupture avec le régime déchu, le colonel-président a voulu rester masqué au moment de prendre le pouvoir. Et il est surpris. Il faudra attendre quelques jours pour qu'il consente à offrir son image aux citoyens vespéraux. A la place du tribunal saisi, celui-ci est un personnage qui semble toujours de profil tant il est décharné. Avec ce regard enfoncé dans le papier lu d'une voix hésitante, ce buisson ardent de chevelure claire, ce front calciné, Houari Boumediène est en train de tuer un style de

gouvernement et d'en créer un autre. Ceux qui ne voyaient que le visage de derviche ou de mangeur de feu, qui faisait penser à la fois à Ho Chi Minh jeune et à Vincent Van Gogh, pouvaient penser qu'un jour, quelque chose allait succéder à cette sorte d'illuminisme, d'austérité mystique. Ils allaient s'apercevoir très vite que ce chef des maquisards avait profondément révisé ses conceptions sur la technique et son armée de la guérilla au village et de l'embuscade au meeting. Il l'avait constituée en une force très cohérente, solidement articulée sur la technique et dotée d'un équipement moderne. Ainsi était née la seule force réelle de l'Algérie indépendante. C'est cette force qui venait d'agir et allait constituer l'armature de la bureaucratie naissante.

Dans un pays où les paroles précédaient les actes, au point de les faire parfois oublier, où les rêves étaient si chaleureux que tout retour au réel était déclaré contre-révolutionnaire, Houari Boumediène se fit une gloire de sa réserve. Et lui qui avait fait, les premières années, avec ses chemises sans cravate et ses mèches romantiques, venir à l'établissement de la République, il prit progressivement l'assurance, et même l'aisance, d'un patron. Succédant au *zaim*, l'homme de l'inspiration, du verbe, il s'imposait non comme le *zaim* mais comme le *rais*, l'homme du commandement, de la gestion — le patron.

Le disciple de Fanon n'avait pas perdu tout le dos à la révolution. On avait cru pouvoir dire que les impératifs de mise en ordre et en œuvre l'emportaient sur les aspirations révolutionnaires. On rêvait que son collaborateur le plus proche, son homme de confiance, était le commandant Chabou, ancien officier de l'armée française, mort accidentellement en 1970 ; et que celui qui, aux côtés de Bouteflika, s'imposait comme le premier des ministères, inspirateur de la chevelure, était le Belaid Abdesselam, souvent qualifié de technocrate pour la raison

qu'il préfère un plan réalisé à un projet mirifique. Mais si les ambitions majeures du système étaient bien l'efficacité en vue de l'indépendance, l'industrialisation en vue de la grandeur — des idées et des mots que les Français, obédés par leur histoire, tiennent pour gaulliens, — le déclenchement de la « révolution agraire », en 1971, vient rappeler que Boumediène n'était pas seulement ce que dénonçait en lui ses adversaires : un manager qui aurait réussi.

On avait longtemps vu en lui un musulman intriguant, intrépid, un puritain farouche. Mais, comme il était passé de son « fanonisme » fervent du début des années 60 au réalisme de l'indépendance, il a su prendre ses distances par rapport à la conception dominante de l'Islam

L'homme du 19 juin

C'est le même homme qui, cinq ans plus tôt, devant désigner un lieu où bâtir l'université de Constantine, avait choisi d'y implanter les bâtiments sur l'emplacement d'un cimetière musulman. « Mieux vaut, dit-il, donner la priorité aux vivants qu'aux morts... »

Restait-il jusqu'au bout l'austère et solitaire leader, coupé des masses, qui avait renversé le populaire Ben Bella ? Certes, en 1967, le putsch tenté contre lui par celui qui avait renversé deux ans plus tôt contre Ben Bella, Tahar Zbiri, et deux tentatives d'assassinat dans les années suivantes avaient paru le consoler dans sa méfiance à l'égard des masses.

Mais, à partir de 1972, on vit évoluer le personnage. En mai de cette année-là, la visite à Alger de Fidel Castro, dont la légende et l'histoire étaient liées aux heures les plus intenses et aux aspirations les plus radicales de l'émancipation algérienne, ne fut pas l'occasion pour le seul « *kader maximo* » de célébrer avec la foule le rite de possession, mais qu'il s'exprime l'alliance entre un certain type de pouvoir et celui qui le délègue et le subissent : comme Ben Bella aux côtés de Nasser, mais avec une approche différente, plus englobée dans le triomphe fait au visiteur et y prit le goût d'une certaine ivresse.

En septembre 1973, pour la conférence des « non-alignés », il recevait à Alger plus de soixante-dix chefs d'Etat — une assemblée, à ce niveau, sans précédent dans l'histoire. Il y fit montre d'une maîtrise qui résonna pas aussi d'une aisance que ceux qui surprisent la plupart des témoins. Les mêmes qualités — altérées de quelque morgue, peut-être ? — furent aussi d'une aisance en deux occasions solennelles : en recevant dans la capitale de l'Algérie indépendante le premier chef d'Etat français qui y fut accueilli en étranger, après avoir présidé l'Assemblée extraordinaire convoquée à sa demande et consacrée aux rapports entre les Etats industrialisés et ceux qui doivent compter sur la vente de leurs matières premières pour assurer leur subsistance.

Là encore, on vit s'affirmer l'autorité d'un homme pour lequel la pratique du pouvoir, qui fut si souvent une drogue, se mit à lui avoir été plutôt une école de réalisme. Ainsi en jugea, semble-t-il, le public français auquel la télévision proposait, en octobre 1976, une interview de Houari Boumediène par Francis Jeanson, son

ancien inspirateur du temps des maquis : ce qui ressortait des propos à « un homme qui a été tenu par le président algérien, c'était une approche très pragmatique, très factuelle, des problèmes politiques, économiques et sociaux. Beaucoup s'attendaient à subir les harangues d'un militaire fanatique et crispé dans ses exigences et sa volonté de revanche sur les ex-colonialistes et les superpuissances. Ils virent avec étonnement s'exprimer un personnage très posé, très sûr de lui, et dont la concentration n'était pas un sourire souvent prêt à affleurer sur le pâle visage aux méplats accusés.

Quant aux quelques images qui le montraient face à ses concitoyens, d'une réception au Palais d'été à une visite de coopérative rurale, elles étaient empreintes d'une bonhomie qui aurait dû faire oublier à l'auteur de propos aussi réservés et si peu naïf et si on garde à l'esprit les aspects représentatifs du régime et la rudesse des méthodes auxquelles l'homme du 19 juin aura eu recours pour défendre les « acquis de la révolution », la réforme agraire et le prestige international conquis par le nouvel Etat.

Technocratie ? Populisme ? Bureaucratie ? Militarisme ? Socialisme ? L'ancien maquisard avait fondé un régime singulier, plus près peut-être du néo-socialisme de Nasser que du néo-castirisme de Ben Bella, un régime avide d'efficacité, trop austère pour conquérir l'adhésion sans réserve des Algériens, trop technicien pour séduire, trop polier pour se réclamer de la démocratie classique, mais assez authentique pour s'imposer aux masses et nul par une approche absolue du patriotisme. Un patriotisme tout entier tendu vers la réalisation d'un objectif : un Etat-nation doté, par croissance interne et diplomatie, d'une grandeur et d'une totale indépendance.

Quant à lui, ne demandait-il rien ? Refusait-il vraiment d'être aimé ? Peu de confiants de Houari Boumediène, en tout cas, viendront témoigner du contraire. Son mariage avec une avocate algérienne, en 1973, fit moins de bruit que celui du moins de ses précédents, encore que l'influence de son épouse, depuis lors, se soit affirmée. Depuis la mort de Chabou, on ne lui connaissait guère d'amis. Sa vie se confondait avec celle de l'Etat qu'il avait sinon fondé du moins cultivé, élevé et assuré d'un rôle international dont beaucoup de citoyens algériens rêvaient à sa faveur lui ont su ou lui sauront gré.

SEIZE ANNÉES A LA TÊTE DE L'ARMÉE

1962

1^{er} JUILLET. — Les Algériens, consultés par référendum, se prononcent à la quasi-unanimité pour l'indépendance aux conditions prévues par les accords d'Évian.
3 JUILLET. — Déclaration du général de Gaulle qui reconnaît officiellement l'indépendance algérienne. Le président du G.P.R.A., M. Ben Khedda, s'installe à Alger, mais il n'est pas suivi par M. Ben Bella (vice-président), qui refuse d'accepter la mise à l'écart du colonel Boumediène, chef d'état-major de l'A.L.N., décidée par le G.P.R.A.
22 JUILLET. — A Tiemcen, M. Ben Bella annonce la constitution d'un bureau politique et chargé de prendre en main les destinées de l'Algérie.

1963

13 MARS. — Entrée triomphale à Alger de M. Ben Bella, où le rejoindra quelques jours plus tard le colonel Boumediène.
16-21 AVRIL. — Congrès du G.P.R.A. Les options socialistes sont approuvées.
JULIET. — Relance de l'opposition contre le président Ben Bella. M. Khider rompt avec le régime et s'installe en Suisse. M. Ait Ahmed (à la tête du maquis de Kabylie) et le colonel Chabou (qui vient d'être en rébellion dans le sud algérien) se regroupent dans un « comité de défense de la révolution ».

1964

23 MARS. — Des décrets organisent l'autogestion des exploitations agricoles vespérales.
AVRIL. — M. Ben Bella remplace

M. Mohamed Khider au poste de secrétaire général du bureau politique du F.L.N.

17 MAI. — Le colonel Boumediène est nommé premier vice-président du conseil.

28 AOÛT. — Approbation par l'Assemblée du projet de Constitution (qui sera adoptée par référendum le 8 septembre), établissant un régime présidentiel et érigant le F.L.N. en parti unique.

29 SEPTEMBRE. — Un mouvement de « dissidence » est déclenché au Kabylie.

1^{er} OCTOBRE. — Nationalisation des propriétés encore possédées par des colons français.

12 MARS. — Entrée au château de Champs-Élysées du général de Gaulle et le président Ben Bella.

16-21 AVRIL. — Congrès du G.P.R.A. Les options socialistes sont approuvées.

JULIET. — Relance de l'opposition contre le président Ben Bella. M. Khider rompt avec le régime et s'installe en Suisse. M. Ait Ahmed (à la tête du maquis de Kabylie) et le colonel Chabou (qui vient d'être en rébellion dans le sud algérien) se regroupent dans un « comité de défense de la révolution ».

23 MARS. — Des décrets organisent l'autogestion des exploitations agricoles vespérales.

AVRIL. — M. Ben Bella remplace

sont approuvés par 85 % des électeurs.

24 FÉVRIER. — Le président Ben Bella déclare au comité central du F.L.N. que la « contre-révolution » est jugulée.

16 JUILLET. — Accord entre le F.L.N. et le Front des forces socialistes (devenu le Front des forces socialistes) pour mettre fin à la lutte armée.

19 JUILLET. — Le colonel Houari Boumediène dénonce la dictature du président Ben Bella, et annonce la prise du pouvoir par un conseil de la révolution.

10 JUILLET. — Formation du nouveau gouvernement ; le colonel Boumediène cumule les fonctions de président du Conseil de la révolution, chef de gouvernement et de ministre de la Défense.

25 JUILLET. — Accord franco-algérien sur les hydrocarbures et le développement industriel.

13 DÉCEMBRE. — Voyage officiel du président Boumediène en U.R.S.S.

8 AVRIL. — Signature de la convention franco-algérienne de coopération culturelle et technique.

7 MAI. — Le président Boumediène annonce la nationalisation des sociétés minières étrangères.

25 SEPTEMBRE. — Elections législatives. Les listes uniques du F.L.N.

1967

3 JANVIER. — Assassinat, à Madrid, de Mohamed Khider.

MAI-JUIN. — Evacuation des bases françaises de Reggane et de Colomb-Béchar.

5 JUIN. — L'Algérie a se considère en état de guerre avec Israël et rompra le lendemain ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Départ de troupes algériennes pour le front.

10 DÉCEMBRE. — Le président Boumediène annonce la réorganisation du F.L.N. et une solide éparation.

15 DÉCEMBRE. — Tentative de putsch du colonel Zbiri, chef d'état-major des forces armées.

1968

1^{er} FÉVRIER. — Evacuation de la base française de Mers-el-Kébir.

4 FÉVRIER. — Tentation à l'université d'Alger, où les étudiants sont en grève depuis le 31 janvier.

25 AVRIL. — Attentat manqué contre le président Boumediène.

MAI-AOÛT. — Nationalisation de soixante-dix-neuf sociétés industrielles privées, la plupart françaises.

1969

25 MARS-1^{er} AVRIL. — Visite de M. Podgorny en Algérie.



LA MORT
celle de l'Etat

HOUARI BOUMEDIÈNE

RENCONTRES AVEC LE PRÉSIDENT ALGÉRIEN

« Mon régime est solide, il me survivra et il y a une relève dans notre jeunesse »

Paul Balta, qui était correspondant du Monde en Algérie jusqu'à l'été dernier, a rencontré M. Houari Boumediène à plusieurs reprises. Il donne ici ses impressions sur l'homme tel qu'il apparaissait en privé.

Il parlait de tous les sujets avec une surprenante franchise et une grande liberté, décochant parfois un trait féroce à certains de ses pairs qui l'avaient déçu ou trompé, n'hésitant pas à décrire sa perplexité ou ses doutes devant une situation donnée, faisant souvent preuve d'un humour que beaucoup ne lui soupçonnaient pas. « J'ai parlé sans tard, nous disait-il. Je vous fais confiance. Faites le si ; ne me brouillez pas avec une dizaine de chefs d'Etat. »

Ainsi, racontant une de ses rencontres avec le président Bourguiba et En-Kel, au printemps 1973, il expliquait qu'il lui avait proposé une fusion ou une fédération avec la Tunisie. « J'ai bien vu que cela ne lui plaisait pas quand il m'a répondu qu'il était y réticent, et qu'il m'en a pas reparlé. J'ai donc remis le projet sur le tas, le lendemain avant de nous quitter. Il m'a alors expliqué que la Tunisie était un petit pays et qu'il faudrait, pour faire l'union, que je lui donne la Constantine. J'ai pris cela pour une boutade. » Clignant des yeux d'un air malicieux, il poursuivait : « A mon tour, je lui ai répondu par une boutade : « Je ne vais pas te

donner la Constantine pour que tu me la rendes et que nous le mettions dans le panier commun, alors que le reste de l'Algérie sur un plateau, à condition, bien sûr, que nos peuples soient d'accord. Mais enfin, si l'union te fait peur, nous pouvons envisager une fédération ou une confédération à deux ; à trois avec le Libye, à quatre avec la Mauritanie, la porte demeurant ouverte au Maroc. » Comme nous faisions remarquer que le chef de l'Etat tunisien avait formulé ces idées quelques mois plus tard au sommet des non-alignés, il commenta en riant : « Je n'allais tout de même pas lui réclamer des droits d'auteur. L'important est que cela ait été dit par quelqu'un. »

Evocant les revendications territoriales formulées pendant la guerre d'Algérie par « les frères marocains et tunisiens », il nous racontait qu'un jour, excédé, il leur avait répondu : « Vous, vous avez vu votre indépendance tandis que nous continuons à nous battre durement. Vous parlez de vos frontières. Voilà ce que je vous propose : les Algériens vont se croiser les bras et vous, vous faites avancer vos troupes à l'est et à l'ouest. Là où elles se rencontreront, on tracera la frontière de la Tunisie et du Maroc... Ils m'ont alors demandé de ne pas plaisanter sur un sujet aussi sérieux, et je leur ai répondu qu'ils devraient alors savoir que la terre appartient à ceux qui paient le prix du sang. »

« De Gaulle n'avait pas le choix »
A plusieurs reprises, il n'a pas caché la considération qu'il avait pour le général de Gaulle et sa politique d'indépendance nationale, bien qu'il ait fait sérieusement la guerre au F.L.N. : « Je crois qu'il n'avait pas le choix, comme tout le monde dans la situation dont il avait hérité. Je pense qu'il avait conscience dès le début que l'indépendance de l'Algérie était inévitable. Mais s'il l'avait dit en 1956, il aurait été balayé en vingt-quatre heures. Il a dû prendre le temps de prouver aux généraux et à une partie de l'opinion française que c'était un problème politique et pas une affaire d'armes. »

Lorsque le président Sadate avait accepté l'armistice, au lendemain de la guerre d'octobre 1973, Boumediène n'avait pas caché sa déception : « J'étais pour une guerre dure et qui dure », nous disait-il. Il soulignait que la plupart des pays arabes avaient accédé à l'indépendance sans avoir engagé une vraie lutte de libération nationale. « La guerre temps un peuple et ses chefs », disait-il, ajoutant que la plupart des dirigeants arabes craignaient « une guerre populaire parce qu'ils avaient peur d'être balayés par leur peuple. » Sadate m'a beaucoup parlé de la théorie d'Israël en danger de paix. Même si c'était vrai, je suppose que les dirigeants israéliens ont réticent aux aussi à ce problème et ont pris leurs dispositions. De toute façon, concluait-il, nous soutiendrons toujours inconditionnellement les Palestiniens, par principe et parce que, objectivement, ils sont le ferment révolutionnaire du monde arabe. »

« Nous avons nos coutumes »
En novembre 1975, il nous fit part de sa préoccupation au sujet des Sahraouis : étaient-ils réellement « motivés » ? Etaient-ils décidés à se battre ? Fallait-il les aider ? Aidés, « hérauteraient-ils le coup » ? Par la suite, il devait exprimer maintes fois son admiration pour leur courage, tout en laissant entendre que ses rapports avec les dirigeants du Polisario n'étaient pas toujours faciles. A ceux qui lui faisaient remarquer que l'Algérie avait les moyens de faire pression sur le Front, il répondait qu'il ne pourrait jamais faire subir à un mouvement de libération ce que le F.L.N. avait enduré à cer-

taines périodes de son histoire, en Tunisie, au Caire ou ailleurs. « Je suis un résistant, répétait-il, et je respecte le souveraineté des combattants qui luttent pour leur patrie. Nous lui avions alors raconté l'anecdote qui circulait à Alger et qu'on allait jusqu'à lui prêter : le République arabe sahraoui démolirait ce qui finit par acquiescer son indépendance et est admise à l'ONU ; son représentant prononce alors le discours de circonstance et, rendant hommage à l'Algérie pour son aide, il conclut : « En reconnaissance, nous vous laisserons Tin-

« Le sort de Ben Bella »
Un jour que nous lui faisions remarquer que les principales héroïnes de la révolution algérienne, les Djamilia (Djemila Bouhired, Djemila Boupaccha, etc.), avaient été mises sous le boisseau, il nous avait répondu : « Ce ne sont pas cinq ou six héroïnes qui transformeraient la situation de la femme en Algérie. Je crois que la vraie révolution dans ce domaine sera faite dans cinq ou dix ans par les millions de petites filles qui vont aujourd'hui à l'école et par les milliers de jeunes filles qui sont entrées à l'université. » Ce qui ne nous avait pas empêché de répondre, lorsque nous l'avions interrogé sur l'enlèvement de Dalia Maschino : « Nous sommes un peuple arabe et musulman. Nous avons nos coutumes. Et nous en sommes fiers. Pourquoi l'Occident veut-il toujours nous imposer sa façon de vivre ? »

« Le poids des habitudes »
La claire définition de ses objectifs n'excluait ni l'attente ni les détours pour y parvenir. S'il restait ferme sur les principes, quand les enjeux étaient trop gros, les tensions trop fortes, il excellait à faire marche arrière, à observer les réactions, à laisser les passions s'apaiser pour revenir sur la brèche plus tard... quitte à renouveler l'opération plusieurs fois. Ainsi du statut de la femme et du code de la famille ; préparé à maintes reprises, le projet — jugé trop réactionnaire par les progressistes et trop progressiste par les intégristes — provoquait chaque fois des tolles contradictoires : « on le retirait pour « réexamen » en attendant des temps meilleurs. Boumediène connaissait, en effet, le poids des habitudes et des pesanteurs sociologiques : « aussi misait-il sur la durée, et le sienne d'abord, pour mener à bien l'œuvre entreprise. Mais s'il jugeait une mesure intérieure importante, propre à frapper les esprits et à lui assurer un large consensus populaire, il n'hésitait pas à trancher dans le vif et, selon certains, à aller trop vite. Ainsi de la médecine gratuite, instaurée en décembre 1975 : « On a dit que nous n'étions pas prêts. C'est vrai, nous n'étions pas prêts, mais si nous avions attendu d'être prêts, c'est une œuvre attendue d'être prêts, c'est une œuvre attendue ; aujourd'hui, nul n'a plus besoin d'une carte d'indigent pour se faire soigner à l'hôpital ; quel

« Le poids des habitudes »
La claire définition de ses objectifs n'excluait ni l'attente ni les détours pour y parvenir. S'il restait ferme sur les principes, quand les enjeux étaient trop gros, les tensions trop fortes, il excellait à faire marche arrière, à observer les réactions, à laisser les passions s'apaiser pour revenir sur la brèche plus tard... quitte à renouveler l'opération plusieurs fois. Ainsi du statut de la femme et du code de la famille ; préparé à maintes reprises, le projet — jugé trop réactionnaire par les progressistes et trop progressiste par les intégristes — provoquait chaque fois des tolles contradictoires : « on le retirait pour « réexamen » en attendant des temps meilleurs. Boumediène connaissait, en effet, le poids des habitudes et des pesanteurs sociologiques : « aussi misait-il sur la durée, et le sienne d'abord, pour mener à bien l'œuvre entreprise. Mais s'il jugeait une mesure intérieure importante, propre à frapper les esprits et à lui assurer un large consensus populaire, il n'hésitait pas à trancher dans le vif et, selon certains, à aller trop vite. Ainsi de la médecine gratuite, instaurée en décembre 1975 : « On a dit que nous n'étions pas prêts. C'est vrai, nous n'étions pas prêts, mais si nous avions attendu d'être prêts, c'est une œuvre attendue d'être prêts, c'est une œuvre attendue ; aujourd'hui, nul n'a plus besoin d'une carte d'indigent pour se faire soigner à l'hôpital ; quel

« Le poids des habitudes »
La claire définition de ses objectifs n'excluait ni l'attente ni les détours pour y parvenir. S'il restait ferme sur les principes, quand les enjeux étaient trop gros, les tensions trop fortes, il excellait à faire marche arrière, à observer les réactions, à laisser les passions s'apaiser pour revenir sur la brèche plus tard... quitte à renouveler l'opération plusieurs fois. Ainsi du statut de la femme et du code de la famille ; préparé à maintes reprises, le projet — jugé trop réactionnaire par les progressistes et trop progressiste par les intégristes — provoquait chaque fois des tolles contradictoires : « on le retirait pour « réexamen » en attendant des temps meilleurs. Boumediène connaissait, en effet, le poids des habitudes et des pesanteurs sociologiques : « aussi misait-il sur la durée, et le sienne d'abord, pour mener à bien l'œuvre entreprise. Mais s'il jugeait une mesure intérieure importante, propre à frapper les esprits et à lui assurer un large consensus populaire, il n'hésitait pas à trancher dans le vif et, selon certains, à aller trop vite. Ainsi de la médecine gratuite, instaurée en décembre 1975 : « On a dit que nous n'étions pas prêts. C'est vrai, nous n'étions pas prêts, mais si nous avions attendu d'être prêts, c'est une œuvre attendue d'être prêts, c'est une œuvre attendue ; aujourd'hui, nul n'a plus besoin d'une carte d'indigent pour se faire soigner à l'hôpital ; quel

Une politique identifiée au développement

L'œuvre de Boumediène s'est accomplie et a progressé tant à grands bonds, tant par petites étapes. De 1965 à 1970, on a paré au plus pressé : l'équipe Boumediène s'efforce d'édifier les principales structures de l'Etat et d'introduire un minimum de rigueur dans les administrations ; elle crée le Conseil national économique et social, organe d'information, de réflexion et de consultation, une cinquantaine de sociétés et d'offices nationaux, in-

tenant la scolarisation, instaurant des assemblées locales, à l'échelon local et régional ; les assemblées populaires communales en 1967 et les assemblées populaires de wilaya en 1968. Mais il faudra attendre 1976 pour que l'édifice institutionnel soit achevé par l'adoption de la Charte, le vote d'une nouvelle Constitution et l'élection — ou plutôt la consécration — de Houari Boumediène à la présidence de la République.

« Le débat sur la Charte »
Après cette mise en place, le mode de gouvernement de Boumediène se modifie légèrement : il procède au printemps à un remaniement ministériel, le premier d'importance depuis 1970. Contrairement à ce qui avait prévalu pendant dix ans, le conseil des ministres se réunit régulièrement tous les dimanches, la discussion du budget et des projets de loi — assurés jusque-là par le Conseil de la révolution et le conseil des ministres — passant à l'Assemblée. Les ministres sont moins les « hommes à tout faire » du gouvernement et peuvent accorder leur attention aux tâches de gestion de leur département. Le président se consacre davantage à la politique étrangère et surtout à la préparation des congrès des organisations de masse

Après cette mise en place, le mode de gouvernement de Boumediène se modifie légèrement : il procède au printemps à un remaniement ministériel, le premier d'importance depuis 1970. Contrairement à ce qui avait prévalu pendant dix ans, le conseil des ministres se réunit régulièrement tous les dimanches, la discussion du budget et des projets de loi — assurés jusque-là par le Conseil de la révolution et le conseil des ministres — passant à l'Assemblée. Les ministres sont moins les « hommes à tout faire » du gouvernement et peuvent accorder leur attention aux tâches de gestion de leur département. Le président se consacre davantage à la politique étrangère et surtout à la préparation des congrès des organisations de masse

la redistribution des terres, l'électrification, les villages socialistes, ont amélioré le sort de nombreux fellahs, la scolarisation massive, enfin, a abouti — fait moins paradoxal qu'il n'y paraît à première vue — à la fois à une meilleure arabisation et à une progression du français.

« Le litige saharien »
Boumediène avait compté sur le Maghreb et l'Afrique, d'une part, sur l'Europe, d'autre part, pour permettre l'essor du pays. « Des flots de sang, de culture, de paradis, de religion, de voisinage existaient », avec la Tunisie et le Maroc ; le Libye assurait la jonction avec le Proche-Orient comme la Mauritanie le faisait avec l'Afrique noire. D'où la nécessité de régler en premier lieu les différends avec le Maroc, du réconcilier celui-ci avec la Mauritanie, dont il n'avait jamais accepté la création (ça qui fut fait entre 1965 et 1970), puis d'œuvrer en commun pour la décolonisation du Sahara espagnol. Vaste programme. Boumediène fut-il réellement trompé par l'attitude de Hassan II et le machiavélisme de Madrid ou bien, comme l'en a accusé Rabat, tourna-t-il lui-même cassé, emporté par sa « volonté d'hégémonie » ? Toujours est-il que, pris de court par la tournure des événements — « marche verte », en octobre 1975, mort de Franco, qui avait promis, deux ans plus tôt, l'autodétermination aux Sahraouis, accord de Madrid en novembre 1975 — l'Algérie eut un revers diplomatique et se trouva isolée. Il en fallut plus pour désarçonner un président qui estimait s'être toujours battu, en cette affaire, sur le plan des principes et pour leur stricte application.

« Le litige saharien »
Boumediène avait compté sur le Maghreb et l'Afrique, d'une part, sur l'Europe, d'autre part, pour permettre l'essor du pays. « Des flots de sang, de culture, de paradis, de religion, de voisinage existaient », avec la Tunisie et le Maroc ; le Libye assurait la jonction avec le Proche-Orient comme la Mauritanie le faisait avec l'Afrique noire. D'où la nécessité de régler en premier lieu les différends avec le Maroc, du réconcilier celui-ci avec la Mauritanie, dont il n'avait jamais accepté la création (ça qui fut fait entre 1965 et 1970), puis d'œuvrer en commun pour la décolonisation du Sahara espagnol. Vaste programme. Boumediène fut-il réellement trompé par l'attitude de Hassan II et le machiavélisme de Madrid ou bien, comme l'en a accusé Rabat, tourna-t-il lui-même cassé, emporté par sa « volonté d'hégémonie » ? Toujours est-il que, pris de court par la tournure des événements — « marche verte », en octobre 1975, mort de Franco, qui avait promis, deux ans plus tôt, l'autodétermination aux Sahraouis, accord de Madrid en novembre 1975 — l'Algérie eut un revers diplomatique et se trouva isolée. Il en fallut plus pour désarçonner un président qui estimait s'être toujours battu, en cette affaire, sur le plan des principes et pour leur stricte application.

« Le poids des habitudes »
La claire définition de ses objectifs n'excluait ni l'attente ni les détours pour y parvenir. S'il restait ferme sur les principes, quand les enjeux étaient trop gros, les tensions trop fortes, il excellait à faire marche arrière, à observer les réactions, à laisser les passions s'apaiser pour revenir sur la brèche plus tard... quitte à renouveler l'opération plusieurs fois. Ainsi du statut de la femme et du code de la famille ; préparé à maintes reprises, le projet — jugé trop réactionnaire par les progressistes et trop progressiste par les intégristes — provoquait chaque fois des tolles contradictoires : « on le retirait pour « réexamen » en attendant des temps meilleurs. Boumediène connaissait, en effet, le poids des habitudes et des pesanteurs sociologiques : « aussi misait-il sur la durée, et le sienne d'abord, pour mener à bien l'œuvre entreprise. Mais s'il jugeait une mesure intérieure importante, propre à frapper les esprits et à lui assurer un large consensus populaire, il n'hésitait pas à trancher dans le vif et, selon certains, à aller trop vite. Ainsi de la médecine gratuite, instaurée en décembre 1975 : « On a dit que nous n'étions pas prêts. C'est vrai, nous n'étions pas prêts, mais si nous avions attendu d'être prêts, c'est une œuvre attendue d'être prêts, c'est une œuvre attendue ; aujourd'hui, nul n'a plus besoin d'une carte d'indigent pour se faire soigner à l'hôpital ; quel

« Le poids des habitudes »
La claire définition de ses objectifs n'excluait ni l'attente ni les détours pour y parvenir. S'il restait ferme sur les principes, quand les enjeux étaient trop gros, les tensions trop fortes, il excellait à faire marche arrière, à observer les réactions, à laisser les passions s'apaiser pour revenir sur la brèche plus tard... quitte à renouveler l'opération plusieurs fois. Ainsi du statut de la femme et du code de la famille ; préparé à maintes reprises, le projet — jugé trop réactionnaire par les progressistes et trop progressiste par les intégristes — provoquait chaque fois des tolles contradictoires : « on le retirait pour « réexamen » en attendant des temps meilleurs. Boumediène connaissait, en effet, le poids des habitudes et des pesanteurs sociologiques : « aussi misait-il sur la durée, et le sienne d'abord, pour mener à bien l'œuvre entreprise. Mais s'il jugeait une mesure intérieure importante, propre à frapper les esprits et à lui assurer un large consensus populaire, il n'hésitait pas à trancher dans le vif et, selon certains, à aller trop vite. Ainsi de la médecine gratuite, instaurée en décembre 1975 : « On a dit que nous n'étions pas prêts. C'est vrai, nous n'étions pas prêts, mais si nous avions attendu d'être prêts, c'est une œuvre attendue d'être prêts, c'est une œuvre attendue ; aujourd'hui, nul n'a plus besoin d'une carte d'indigent pour se faire soigner à l'hôpital ; quel

« Le poids des habitudes »
La claire définition de ses objectifs n'excluait ni l'attente ni les détours pour y parvenir. S'il restait ferme sur les principes, quand les enjeux étaient trop gros, les tensions trop fortes, il excellait à faire marche arrière, à observer les réactions, à laisser les passions s'apaiser pour revenir sur la brèche plus tard... quitte à renouveler l'opération plusieurs fois. Ainsi du statut de la femme et du code de la famille ; préparé à maintes reprises, le projet — jugé trop réactionnaire par les progressistes et trop progressiste par les intégristes — provoquait chaque fois des tolles contradictoires : « on le retirait pour « réexamen » en attendant des temps meilleurs. Boumediène connaissait, en effet, le poids des habitudes et des pesanteurs sociologiques : « aussi misait-il sur la durée, et le sienne d'abord, pour mener à bien l'œuvre entreprise. Mais s'il jugeait une mesure intérieure importante, propre à frapper les esprits et à lui assurer un large consensus populaire, il n'hésitait pas à trancher dans le vif et, selon certains, à aller trop vite. Ainsi de la médecine gratuite, instaurée en décembre 1975 : « On a dit que nous n'étions pas prêts. C'est vrai, nous n'étions pas prêts, mais si nous avions attendu d'être prêts, c'est une œuvre attendue d'être prêts, c'est une œuvre attendue ; aujourd'hui, nul n'a plus besoin d'une carte d'indigent pour se faire soigner à l'hôpital ; quel

CHRONOLOGIE

PUIS DU GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE

- 19 JUIN. — Inauguration du complexe sidérurgique d'Annaba (ex-S&A).
- 21 JUILLET. — Ouverture à Alger, du premier Festival culturel pan-africain.
- 2-3 OCTOBRE. — Visite à Alger de M. Schumann, ministre français des affaires étrangères.

- 1^{er} JANVIER. — Lancement du premier plan quadriennal de développement.
- 6 JANVIER. — Traité de coopération tuniso-algérien.
- 27 MAI. — Accord de Tiemcen apparent le contentieux frontalier algéro-marocain.
- 13 JUIN. — Amorce du conflit pétrolier avec la France.
- 20 OCTOBRE. — Assassinat à Fraxa d'Ort de Krim Belkacem, condamné à mort par contumace en avril 1969 pour avoir inspiré un complot déjoué en février 1968 (tentative contre Kaddi Ahmed, responsable « du F.L.N. »).

- 17 FÉVRIER. — Visite du président Kadhafi à Alger.
- 29 MARS. — M. Boumediène se rend à Tripoli.
- 26 MAI. — Les présidents Boumediène et Sadate somment les pays

- 27 MAI. — Visite du maréchal Grotchko à Alger.
- 11 SEPTEMBRE. — Visite de M. Georges Marchais à Alger.

- 15-18 FÉVRIER. — Réunion à Alger des non-alignés consacrée à l'industrialisation du tiers-monde.
- 4 MARS. — Sommet de l'OUPEP à Alger.
- 16 AVRIL. — Le président Giscard d'Estaing en visite officielle à Alger. C'est la première fois qu'un chef d'Etat français se rend en Algérie depuis l'indépendance.
- 16 DÉCEMBRE. — Semaine de solidarité avec le Front Polisario.
- 29 DÉCEMBRE. — Tentative avec le Maroc. Concentration de troupes à la frontière. Expulsion des Marocains d'Algérie.

- 25 FÉVRIER. — M. Boumediène à Pékin. Rencontre avec Mao.
- 4 MARS. — M. Boumediène à Hanoï.
- 9 AVRIL. — A l'initiative du président algérien, session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières et le développement.
- 12 AVRIL. — M. Boumediène à Cuba.

- 1^{er} JANVIER. — Lancement du premier plan quadriennal de développement.
- 6 JANVIER. — Traité de coopération tuniso-algérien.
- 27 MAI. — Accord de Tiemcen apparent le contentieux frontalier algéro-marocain.
- 13 JUIN. — Amorce du conflit pétrolier avec la France.
- 20 OCTOBRE. — Assassinat à Fraxa d'Ort de Krim Belkacem, condamné à mort par contumace en avril 1969 pour avoir inspiré un complot déjoué en février 1968 (tentative contre Kaddi Ahmed, responsable « du F.L.N. »).

- 17 FÉVRIER. — Visite du président Kadhafi à Alger.
- 29 MARS. — M. Boumediène se rend à Tripoli.
- 26 MAI. — Les présidents Boumediène et Sadate somment les pays

- 27 MAI. — Visite du maréchal Grotchko à Alger.
- 11 SEPTEMBRE. — Visite de M. Georges Marchais à Alger.

- 15-18 FÉVRIER. — Réunion à Alger des non-alignés consacrée à l'industrialisation du tiers-monde.
- 4 MARS. — Sommet de l'OUPEP à Alger.
- 16 AVRIL. — Le président Giscard d'Estaing en visite officielle à Alger. C'est la première fois qu'un chef d'Etat français se rend en Algérie depuis l'indépendance.
- 16 DÉCEMBRE. — Semaine de solidarité avec le Front Polisario.
- 29 DÉCEMBRE. — Tentative avec le Maroc. Concentration de troupes à la frontière. Expulsion des Marocains d'Algérie.

- 25 FÉVRIER. — M. Boumediène à Pékin. Rencontre avec Mao.
- 4 MARS. — M. Boumediène à Hanoï.
- 9 AVRIL. — A l'initiative du président algérien, session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières et le développement.
- 12 AVRIL. — M. Boumediène à Cuba.

- 27 MAI. — Visite du maréchal Grotchko à Alger.
- 11 SEPTEMBRE. — Visite de M. Georges Marchais à Alger.

صلى الله عليه وسلم

CLAUDINE RULLEAU.

LA MORT DE HOUARI BOUMEDIÈNE

Le président face aux grands problèmes

• SUR LA LUTTE DE LIBÉRATION

« Cet homme-là (De Gaulle), s'il nous fait la guerre — et il nous la fit — ne pouvait nier sans se dévaloriser lui-même que notre combat brillait de cette flamme qu'il communiqua en son temps à la France asservie. » (10 avril 1975.)

« [Aux problèmes existants] s'ajoutent et s'ajoutent l'épuration, la course au pouvoir et à la richesse ainsi que de sérieux troubles dans toutes les régions du pays, une guerre à la frontière marocaine, une atmosphère tendue aux frontières tunisienne et malienne, des tentatives d'effritement de la seule force qui demeurait en harmonie et qui représentait l'une des conditions de succès, c'est-à-dire l'armée, des tentatives de semer la discorde entre les militaires, l'infiltration d'éléments étrangers dans les rangs de l'État, tout cela joint à une politique d'improvisation, de démagogie de « socialisme de cafés et de salons de culture ». Telle était l'impasse à l'Algérie et telle était la situation venue de 1962 à 1965 (...). »

« Nous avons choisi une nouvelle voie, au nom de la légalité révolutionnaire, de mettre fin aux problèmes et aux difficultés. Nous avons pris cette responsabilité, laissant à l'histoire le soin de nous approuver ou de nous condamner. » (4 juillet 1972.)

• A PROPOS DE M. BEN BELLA

« Il n'a jamais été mis en prison. Il a été seulement mis sous surveillance. Depuis le début jusqu'à maintenant, il a eu toutes les commodités (...). Je crois qu'il n'a plus de place dans la vie politique algérienne... La génération de dirigeants algériens qui a participé à la guerre de libération, qui a joué un certain rôle pendant une certaine période donnée, cette période, pour moi, est définitivement révolue. » (Déclaration de 1975 à Francis Jeanson.)

• SUR LA LAÏCITÉ ET L'ISLAM

« Certains disent « Pour que la révolution soit pure, il faut qu'elle soit laïque. Je ne suis pas tout à fait d'accord sur cette définition. Il ne faut pas rompre avec l'ancien prophète par de nouveaux prophètes. À choisir, je le dis, je l'ai toujours dit, entre notre prophète, entre Mohammed, et de nouveaux prophètes, le choix ne se pose même pas pour moi. » (Discours du 1^{er} mai 1976.)

• LA FEMME ALGÉRIENNE

« Lors que nous parlons des droits de la femme et du rôle qu'elle doit jouer dans les domaines politique, économique et social, nous ne devons pas perdre de vue l'évolution de l'Algérienne. Cette évolution ne signifie nullement imitation de la femme occidentale. Nous disons non à ce genre d'évolution, car nous ne sommes pas une société islamique et socialiste. » (20 novembre 1968.)

• SUR LA DÉMOCRATIE

« Le sens, pour moi, de la démocratie, c'est d'abord la justice, d'abord la répartition équitable des richesses nationales. Il faut que les richesses nationales profitent à tous les Algériens. Pour moi, la démocratie c'est aussi l'équilibre régional. Il ne faut pas qu'une région se développe au détriment d'une autre région. La démocratie, pour moi, aussi, c'est l'équilibre entre la ville et la campagne. Il ne faut pas que la ville exploite la campagne. Il ne faut pas que les citoyens exploitent les paysans. » (Déclaration de 1975 à Francis Jeanson.)

• OPPOSANTS ET « AMBITIEUX »

« Cette année (...), certains ambitieux, demeurés fort longtemps en marge de toute activité nationale, menant une vie oisive dans les salons de Paris et autres capitales occidentales, tirant profit de ressources financières qui nous sont inconnues, osant enfin le fruit mûr dans notre pays, se sont manifestés pour s'en accaparer. C'est ainsi qu'ils ont commencé à parler de démocratie et à s'appliquer sur le sort du peuple algérien, oubliant ou feignant d'oublier que l'Algérie d'aujourd'hui n'est pas celle des dix dernières années. » (9 avril 1978.)

• SUR LES « FORCES RÉVOLUTIONNAIRES »

« Je ne suis touché que par la colère des travailleurs et des intellectuels et au sein de l'armée. Car c'est là où demeurent les forces révolutionnaires qui porteront haut le flambeau. » (17 septembre 1974.)

« Le premier des critères du responsable est l'engagement et nous n'avons nullement besoin d'un responsable non engagé. Le deuxième est la compétence, car un engagement assorti d'incompétence ne sert pas l'intérêt national. Le troisième est l'intégrité, qui doit caractériser les dirigeants révolutionnaires à tous les niveaux, afin que la corruption, les plaisirs et les intérêts personnels soient écartés du processus d'éducation de la révolution (...). »

• SUR LE MAGHREB

« Un Maghreb arabe d'où sera bannie l'exploitation de l'homme par l'homme, où ; un Maghreb arabe pour liquider l'asservissement du fellah, où ; un Maghreb arabe dans lequel le travailleur sera libre et responsable et non un simple salarié opprimé, où ; un Maghreb arabe où l'économie nationale ne sera pas dominée par le capital étranger, où. » (19 juin 1975.)

• SUR L'UNITÉ ARABE

« Je pense que le monde arabe, ou la question de l'unité arabe, ne se pose pas en termes de regroupement politique de deux ou trois États, mais le problème, pour moi, se pose en des termes tout à fait autres. Il faut créer les bases matérielles d'une véritable renaissance arabe, et fonder sur la base matérielle : il faut qu'il y ait une économie moderne ; il faut instruire tous les citoyens, tous les travailleurs, il faut multiplier les universités, multiplier les instituts, créer une infrastructure moderne dans tous les domaines. À mon avis, c'est la véritable (pour nous, pour moi personnellement), c'est la véritable orientation, c'est cette orientation qui peut mener à une véritable unité arabe devant l'Assemblée générale de l'ONU. » (10 avril 1974.)

• SUR LE TIERS-MONDE

« L'affrontement principal, à notre époque, oppose le tiers-monde au colonialisme moderne. » (22 mai 1967.)

• SUR LA RÉVOLUTION AGRAIRE

« Ou bien la révolution agraire réussira et assurera la justice, les droits et l'égalité dans tout le pays, ou bien elle échouera et nous déboucheons sur le règne d'une bourgeoisie algérienne nouvelle, celle-ci sera plus dure et plus vile que la bourgeoisie coloniale qui nous exploitait par le passé. » (21 février 1972.)

• SUR LA BUREAUCRATIE

« Le bureaucrate est l'ennemi numéro un de l'agriculture. » (21 mars 1975.)

tapis d'orient
noués main, avec certificat d'origine
pièces rares, tapis anciens et contemporains
vente directe aux particuliers
20%
de remise de caisse consentis* à nos clients particuliers afin de faciliter leurs achats de fin d'année (jusqu'au 27 janvier 1979).
aux entrepôts Atighetchi.
plus de 7.000 tapis noués main en réserve
Lund, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République
ouvert au samedi, 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. 206-89-80

صك: احين الاصل

LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER

RABAT : comment résoudre le problème du Sahara ?

De notre correspondant

Rabat. — Pour les Marocains, le « reniement » de l'engagement pris par le président Boumediène est à l'origine de la tension persistante entre Alger et Rabat. Les propos du Sahara occidental. Ces paroles du chef d'État algérien ont été souvent rappelées dans la capitale marocaine où un éreintement sonore les a consignées : « Le problème intéressant d'aujourd'hui est le Maroc et la Mauritanie. Je dis que je suis d'accord et qu'il n'y a aucun problème. (...) Si les frères président et roi consacrent cette formule pour l'entente entre les deux pays et en tout état de cause pour entamer la libération et la délimitation de ce qui sera la zone marocaine et de ce qui sera la zone mauritanienne, je serai alors parmi ceux qui consacrent cette formule. »

Des menaces aux tentatives de dialogue

Quelques mois plus tard, devant la Cour internationale de Justice, les interventions du représentant de l'Algérie ne laissent plus d'illusions au Maroc sur un acquiescement à l'Algérie à un partage territorial. Lors de la « Marche verte », la menace provoqua une mise en alerte de l'armée. Le 5 novembre 1975, en effet, la veille d'ordonner à trois cent cinquante mille Marocains de franchir, le Coran à la main, la frontière nord du Sahara occidental, le roi Hassan II disait à son peuple : « Il est évident que des agresseurs autres qu'Espagnols attendent à la marche, sache que la valeureuse armée est prête à se protéger. » « Autres qu'Espagnols... » La formule, dans la situation du moment, visait les forces algériennes. Les réactions d'Alger, neuf jours après la signature par le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne de l'accord mettant fin aux responsabilités et aux pouvoirs de Madrid au Sahara occidental, accusent la vigilance. L'expulsion d'Algérie de quarante mille Marocains la renforce encore. Ses précautions paraissent ici d'autant plus fondées que le 27 janvier 1976, à quelque 800 kilomètres à vol d'oiseau du territoire algérien, des unités de l'armée algérienne faisaient violemment à Agajia, au Sahara occidental. Elles se heurtèrent à des unités marocaines. Environ cent militaires algériens furent détenus au Maroc, ont été faits prisonniers. Dans les jours qui suivirent, la riposte algérienne fut particulièrement meurtrière.

« Pour l'honneur de notre pays »

LE CAIRE : tout peut changer en Algérie

De notre correspondant

Le Caire. — Vers 1960, un jeune Algérien, Mohamed Boukharouba, qui devait prendre plus tard le nom de Houari Boumediène, a passé quelque temps dans la prestigieuse université islamique d'Al-Azhar, au Caire ; mais nul n'a gardé le souvenir de cet étudiant, et le séjour carcéral du futur chef de l'État algérien reste un point d'histoire à éclaircir.

En juin 1965, en éliminant de la scène politique le président Ahmed Ben Bella, lequel jouissait de toute la sympathie de Nasser, le colonel Boumediène avait brisé le charme entre Le Caire et Alger. Après la déroute de l'Égypte devant Israël en juin 1967, deux chefs d'État furent même organisés dans les rues de la capitale algérienne pour conspuer la « cowardise » des Égyptiens.

« Pas d'affinités »

« Néanmoins, les dirigeants actuels de l'Égypte ne se sentaient guère d'animés avec Houari Boumediène, en qui ils voyaient un homme froid et intransigeant, hostile par principe à l'Occident, mais ils le respectaient dans la mesure où ils considéraient qu'il était à ce qu'il était. »

WASHINGTON : la vigueur des courants commerciaux

a estompé les divergences politiques

De notre correspondant

Washington. — Houari Boumediène n'était pas, loin de là, le dirigeant arabe le plus connu aux États-Unis. Une visite à Washington pour un entretien avec Lyndon Johnson en 1967, à l'occasion d'une session de l'ONU, telle est la seule trace laissée dans la capitale par le président algérien qui n'a rencontré aucun des trois derniers hôtes de la Maison Blanche. Cela dit, si Boumediène maintenait avec la « capitale de l'impérialisme » la distance qui sied à un dirigeant révolutionnaire, les rapports américains algériens sont restés sous son règne presque constamment corrects, malgré la rupture des relations diplomatiques en 1967 (1). Ils sont même allés en s'améliorant constamment ces dernières années.

« Le dialogue a été notamment détrempé depuis l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche et l'installation comme ambassadeur à Washington, en juin 1977, d'un ancien membre du gouvernement algérien, M. Abdelaziz Meouli. M. Boumediène s'est rendu à deux reprises à Washington pour des entretiens avec son collègue américain, M. Vance, qu'il avait longuement rencontré à Paris pendant la conférence Nord-Sud. Les échanges : entre les deux pays sont allés croissant depuis la signature du contrat Sonatrach-El Paso en 1969, qui a conduit, au début de cette année, au premier transport de gaz liquéfié d'Algérie vers le golfe de Chesapeake. Le Bureau américain d'import-export a accordé de nombreux crédits pour le financement des achats algériens, notamment un prêt de 165 millions de dollars en août.

« C'est, entre autres raisons, pour ne pas nuire à ce courant d'affaires que les États-Unis se sont efforcés de ne pas mécontenter Alger dans le litige sur le Sahara occidental. La très grande neutralité observée à Washington sur ce thème a conduit le gouvernement Carter à rebousser les demandes marocaines d'armement pouvant être utilisées dans l'ancienne colonie espagnole. Cette position n'a pas été modifiée à la

LA CRISE IRAN

LA CRISE IRAN

« L'Égypte, qui aurait de toute façon penché en faveur du Maroc, a toujours pensé que les difficultés économiques intérieures de l'Algérie, et accessoirement l'antagonisme personnel opposant le président Boumediène au roi Hassan II, avaient été des éléments déterminants dans la décision algérienne d'encourager le mouvement nationaliste saharien. Cependant, c'est l'hostilité déclarée d'Alger à la politique de dialogue et de compromis avec Israël, amorcée lors du voyage du roi à Jérusalem en novembre 1977, qui allait inciter Le Caire à rompre ses relations diplomatiques avec l'Algérie II y a plus d'un an. Depuis lors, Alger était justifié au Caire au même titre que les autres puissances arabes ouvertement opposées au rai, encore que ce dernier se soit exclamé en public, il y a quelques mois : « Mais qu'est-ce que Boumediène, que nous pensions être un homme raisonnable, est allé faire sur la galère du Front du refus avec ces enrégés de Bagdad et de Damas, cet excité de Kadhafi et l'insignifiant Yemen du Sud ? »

« La coopération culturelle égypto-algérienne, matérialisée par la présence de plus d'un millier de maîtres d'arabe égyptiens en Algérie dès l'accession à l'indépendance de ce pays en 1962, s'est quand même poursuivie jusqu'à présent malgré les avatars des rapports politiques. L'opinion des spécialistes égyptiens de l'Occident arabe est que M. Bouteflika a moins de chances de succéder au président Boumediène que l'un des militaires du Conseil de la révolution algérienne, comme par exemple le colonel Abbeighani, ministre de l'Intérieur. On est convaincu ici que la disparition du chef de l'État algérien pourrait permettre à Alger de se désouer, sans perdre la face, du goupier saharien. On croit moins bien qu'on l'espère pour plus tard, à un assouplissement des thèses algériennes sur le Proche-Orient.

« Enfin, l'officier Akbar-el-Yom a récemment écrit : « Après Boumediène, tout peut changer en Algérie, car c'est le lot de tous les pays ayant un parti unique et un dictateur (...). Après Boumediène, le peuple algérien commença à sourire et à rejeter la dictature. »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

RICH ANI BOURDRO NICOTINI

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE COUP »
accueille en suite, toute l'année, les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACEPEDE, PARIS-9e
Téléphon. (le soir) 707-83-64

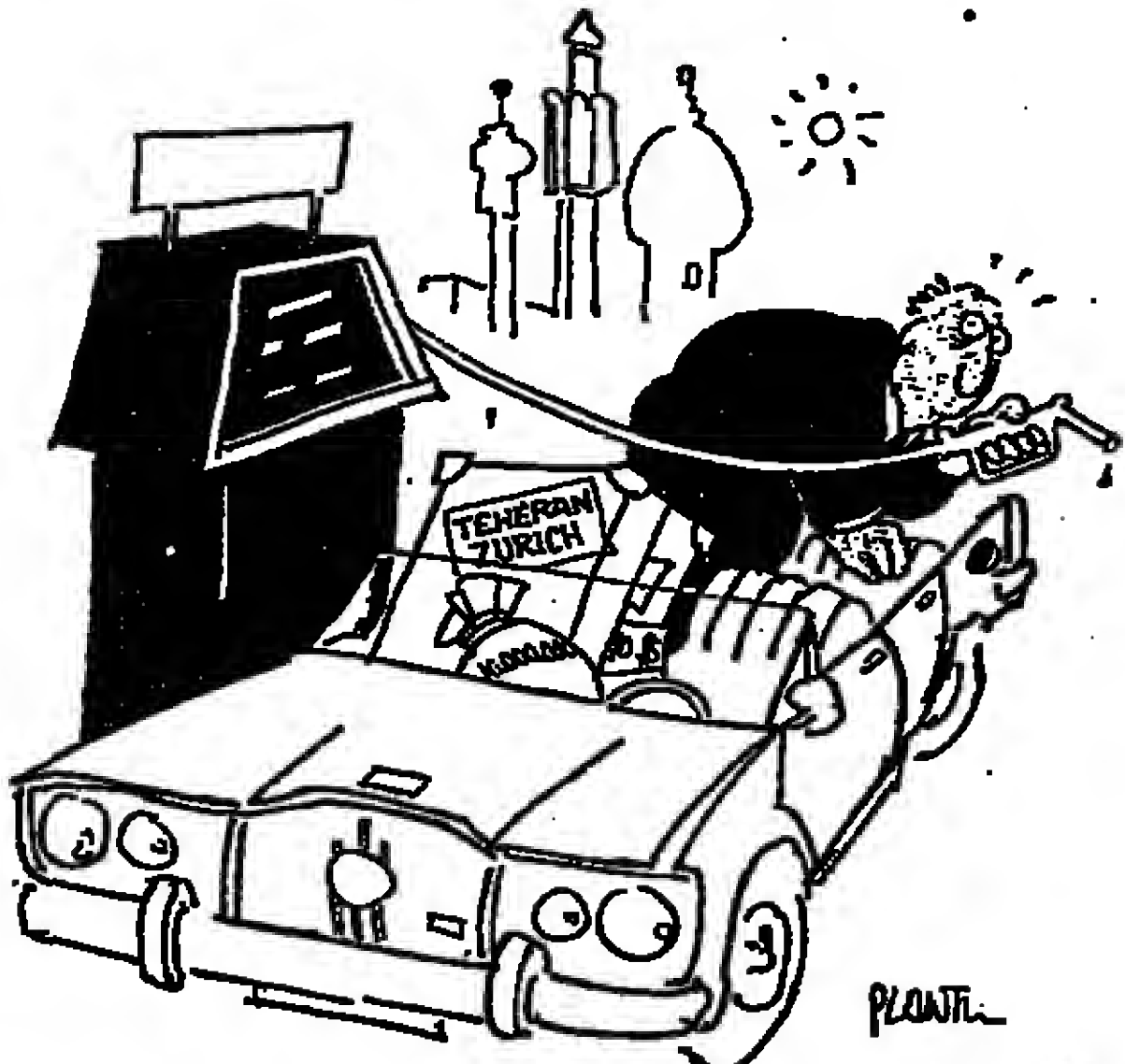
PROCHE-ORIENT

LA CRISE IRANIENNE ET SES CONSÉQUENCES

Washington réaffirme son soutien au chah

Plusieurs milliers de personnes ont commencé mercredi 27 décembre à manifester contre le chah dans le centre de Téhéran, où de nombreux chars ont réapparé. La veille, Washington avait réaffirmé son appui au régime. « Les Etats-Unis », a déclaré le secrétaire d'Etat, « soutiennent le souverain iranien et son gouvernement dans leurs efforts en vue de promouvoir la stabilité. Pour nous, la stabilité de l'Iran est importante pour des raisons géopolitiques à cause de sa situation géographique et parce que ce pays tient un rôle primordial dans

toute des écoles primaires jusqu'à nouvel ordre. A Meched, où environ un million de personnes ont défilé dans les rues aux cris de « mort au chah ! » et « vive Khomeiny ! », l'armée était totalement absente de la cité, dont toutes les activités étaient paralysées par une grève générale. Un important incendie s'est déclaré dans l'après-midi à la « prison modèle » de la ville, après que des tirés à l'arme automatique eurent été entendus par des témoins qui se trouvaient aux alentours de cet édifice. De nombreuses rumeurs non confirmées sont ées d'une manœuvre à l'inté-



(Dessin de FLANTU.)

l'économie du monde industrialisé. C'est sur cette base que nous appuyons les efforts du chah en vue de stabiliser la situation et rien n'a changé dans nos projets. »

Les affrontements de mardi — les plus importants depuis trois mois — avaient opposé dans Téhéran l'armée et la police à des milliers de manifestants en plus de vingt endroits de la capitale. Débordés par l'ampleur des manifestations, les soldats ont tiré dans la foule faisant un premier bilan de l'opposition, quatre tués. Parmi eux, un jeune professeur de l'École polytechnique de Téhéran, Kamran Nejatollahi, qui participait depuis samedi à l'occupation des locaux du ministère de l'Éducation et des sciences pour demander la réouverture de l'université et n'avait fait que se montrer à une fenêtre du ministère quand il fut pris pour cible par un soldat. En fin de soirée, les quelques soixante-dix professeurs qui occupaient les locaux du ministère ont été chassés par l'armée. D'autre part, les autorités ont décidé la ferme-

ture de la prison, où ces derniers temps, selon certaines informations, les détenus avaient manifesté en faveur de Payzallah Khomeiny.

A Isfahan, où de très graves troubles suscités par des éléments pro-gouvernementaux avaient éclaté la semaine dernière, le gouverneur de la province, le général Réza Najl, réputé pour sa fermeté, a été remplacé par le général Chahri. Ce dernier a rencontré les dirigeants religieux de la ville et leur a donné l'assurance que « les erreurs et effusions du passé ne se reproduiront plus ».

À MOSCOU, l'agence Tass a lancé mardi, une nouvelle mise en garde contre la politique américaine en Iran. Après avoir rappelé que « toute intervention, à plus forte raison militaire, dans les affaires intérieures de ce pays est absolument inadmissible », l'agence soviétique a condamné « l'arrivée de spécialistes américains à Téhéran, dont une certaine appartenance à la C.I.A. et à d'autres services de renseignements ». — (A.F.P., U.P.I., Reuter.)

La situation économique se dégrade rapidement

La situation économique ne cesse de se dégrader en Iran. Déjà, avant que le pays ne soit paralysé par les grèves et le soulèvement populaire, l'année s'annonçait médiocre. L'Iran connaît quatre problèmes principaux : une inflation accélérée, une baisse des exportations et un accroissement des importations, un endettement extérieur accru et un ralentissement de l'investissement national et étranger.

Au cours de l'année officielle écoulée (mars 1977-mars 1978), les exportations de pétrole (dont millions de barils par jour, soit 250 millions de tonnes par an) ont baissé de 9 % environ par rapport à l'année précédente. Les recettes pétrolières ont atteint 20,22 milliards de dollars contre 20,67 milliards, soit une progression de 1,2 % en monnaie courante. Les exportations non pétrolières ont diminué de 3,1 % en valeur par rapport à l'année précédente. Le poste « coton » ayant régressé de 8,8 %, tandis que les tapis prenaient la première place. Quant aux importations, elles ont augmenté de 20 % de mars à septembre 1978.

L'Iran a enregistré un net ralentissement de sa croissance. Selon le rapport de la Banque mondiale, le P.M.B. a été de 3,688 milliards de rials (un rial = 7 centimes) et il aurait augmenté de 1,7 % à prix constants. Mais si l'on compare ce chiffre à celui donné par le rapport de l'année précédente — 3,676 milliards de rials — on constate, en fait, une régression de 2,3 %. Le chiffre de l'année précédente aurait-il été rectifié ?

En outre, les secteurs agricole et pétrolier ont reculé respectivement de 0,8 % et 7,2 %, tandis que la croissance du secteur industriel n'était que de 8,6 % en monnaie courante. L'investissement s'est accru seulement de 6 %, contre respectivement 57 % et 12,7 % au cours des deux années précédentes.

Selon la Banque mondiale, la hausse du coût de la vie n'aurait été que de 71 % entre mars 1974 et juin 1978. Mais, d'après les prévisions fournies pendant les grèves par le personnel du centre iranien des statistiques, la hausse aurait atteint en réalité 200 % en trois ans. Pour l'année écoulée, elle serait de 91 %.

Dans le même temps, l'évolution des salaires a été rapide, mais inférieure à celle des prix : 27 % dans le secteur industriel et 26 % dans la construction. La productivité du travail a progressé seulement de 9 %. Les grèves, qui se poursuivent depuis plus de deux mois, n'ont fait qu'accroître ce double phénomène. Tandis que la productivité ne cesse de décroître, les revalorisations de salaires vont de 25 à 100 % depuis trois mois, sans compter les avantages annexes. Les mesures destinées à améliorer le sort de sept cent mille fonctionnaires constituent pour l'Etat, une charge estimée à 2 milliards de dollars qui s'ajouteront aux

Arrêt des exportations de pétrole

(Suite de la première page.)

Entre la grève, presque totale, de la fin du deuil du Mouharram Chite, les 11 et 12 décembre, et l'interruption des exportations du 26, la production n'a jamais pu redevenir absolument normale, certains puits n'ayant pu être remis sous pression. Il pourrait s'ensuivre quelques faibles difficultés dans l'approvisionnement des pays industrialisés.

Dans l'immédiat, certains pays comme le Japon, à qui l'Iran fournit près de 18 % de son pétrole, pourraient néanmoins se trouver plus affectés, mais l'Agence internationale de l'énergie a prévu un tel cas et établi un programme de partage en cas de nécessité. Les compagnies pétrolières ont d'ailleurs toujours, en cas de crise, réparti d'elles-mêmes la pénurie.

Il faut cependant noter d'une part que les autres membres de l'OPEP sont à même de combler ce déficit s'il ne dure que quelques semaines, d'autre part, que les pays consommateurs disposent de stocks stratégiques. Dans le cas de la France, ces stocks couvrent au moins quatre-vingt-dix jours de consommation (l'Iran représentant 9 % de nos approvisionnements, ces stocks — même légèrement réduits par une grève de marins — permettant de faire face à près de trois ans de difficultés dans l'empire perse). Tout dépendra donc de la durée de la crise iranienne.

C'est donc sur le prix que les risques sont les plus grands. La crise iranienne a joué pour beaucoup dans la hausse décidée par l'OPEP à Abou-Dhabi le 17 décembre. Non seulement le marché tendu favorisait une augmentation, mais de plus les pays du Golfe manifestaient aussi leurs inquiétudes devant les troubles qui dévastaient dans le pays qui passait jusqu'alors pour le pilier de la sécurité dans cette région. Toute perturbation de quelque durée en Iran justifierait donc a posteriori cette hausse et pourrait entraîner, à la fin de 1979, une augmentation supplémentaire.

CORRESPONDANCE

Framatome et les centrales nucléaires

A la suite de la publication dans le Monde du 15 décembre d'un article d'André Fontaine sur la situation en Iran où l'on peut lire : « On se construit n'importe quoi, n'importe où, y compris des centrales nucléaires dans des zones sismiques. » M. J.-C. Lamy, directeur général de Framatome nous écrit : « S'agissant des centrales que le Groupement Industriel français, dont Framatome est chef de file, construit en Iran, cette affirmation n'est pas exacte. Plusieurs sites ont été mis à l'étude par l'Autorité nucléaire iranienne, et successivement éliminés, parce qu'ils se trouvaient dans des zones

jugées trop sismiques. Je citerai, par exemple, deux sites voisins de Bandar-Abbas, sur le Golfe persique, et trois sur le rivage de la mer Caspienne.

Finalement, le choix s'est porté sur un emplacement situé dans la plaine alluviale du fleuve Karun, qui est conforme aux conditions de sismicité souhaitées pour l'installation d'une centrale nucléaire.

Cette recherche est une cause essentielle du délai assez long qui s'est écoulé entre la signature de la lettre d'intention de commande des centrales et le début effectif des travaux.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

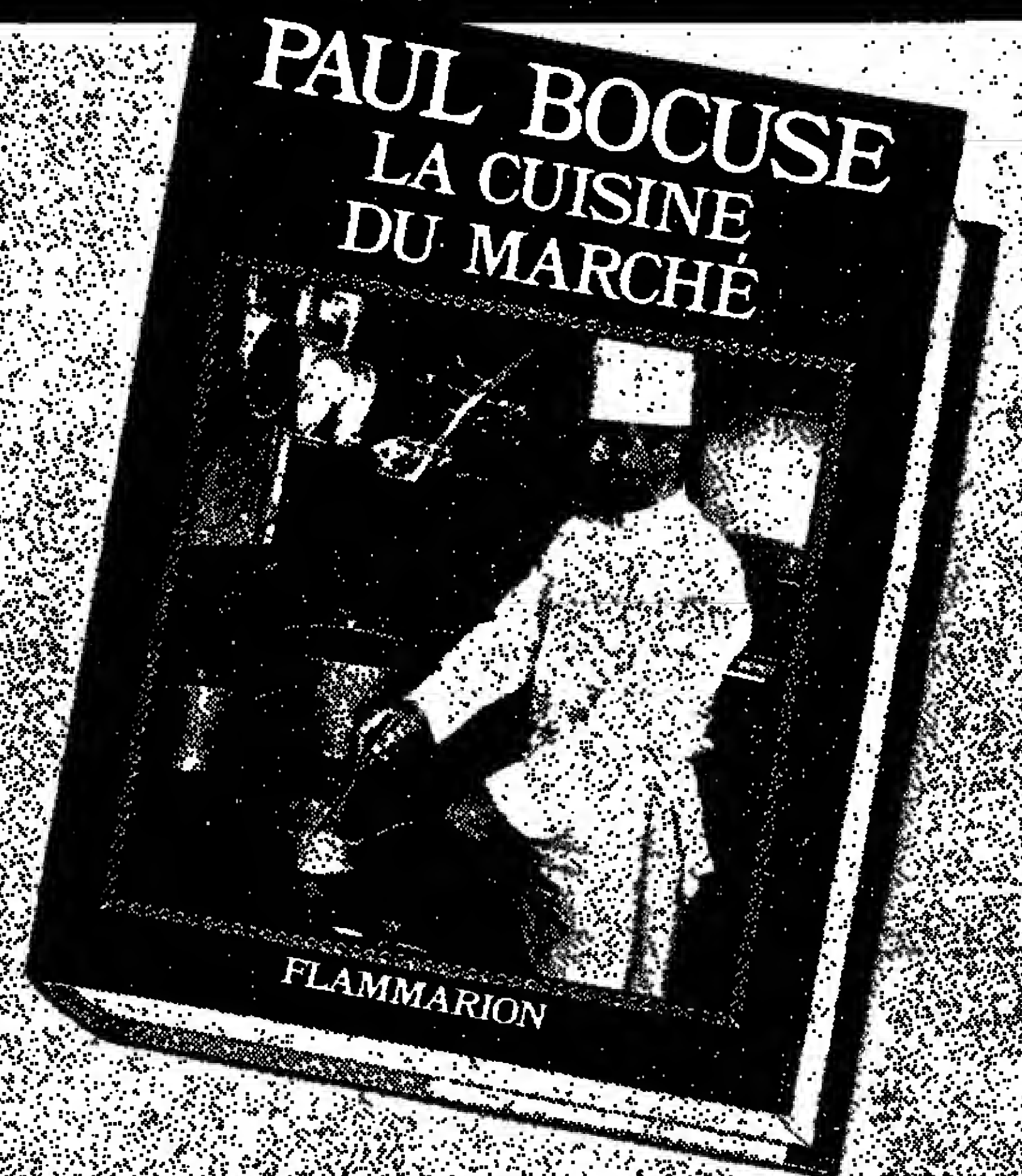
numéro de décembre

LIVRES JOUETS ET DISQUES

pour les enfants

EN VENTE PARTOUT : 6 F

Fêtes : le marché de Bocuse pour vos repas de gala.



La cuisine du marché. 504 pages, 100 recettes, 40 illustrations en couleurs. Relié pleine toile sous jaquette en couleurs, 120 F.

FLAMMARION

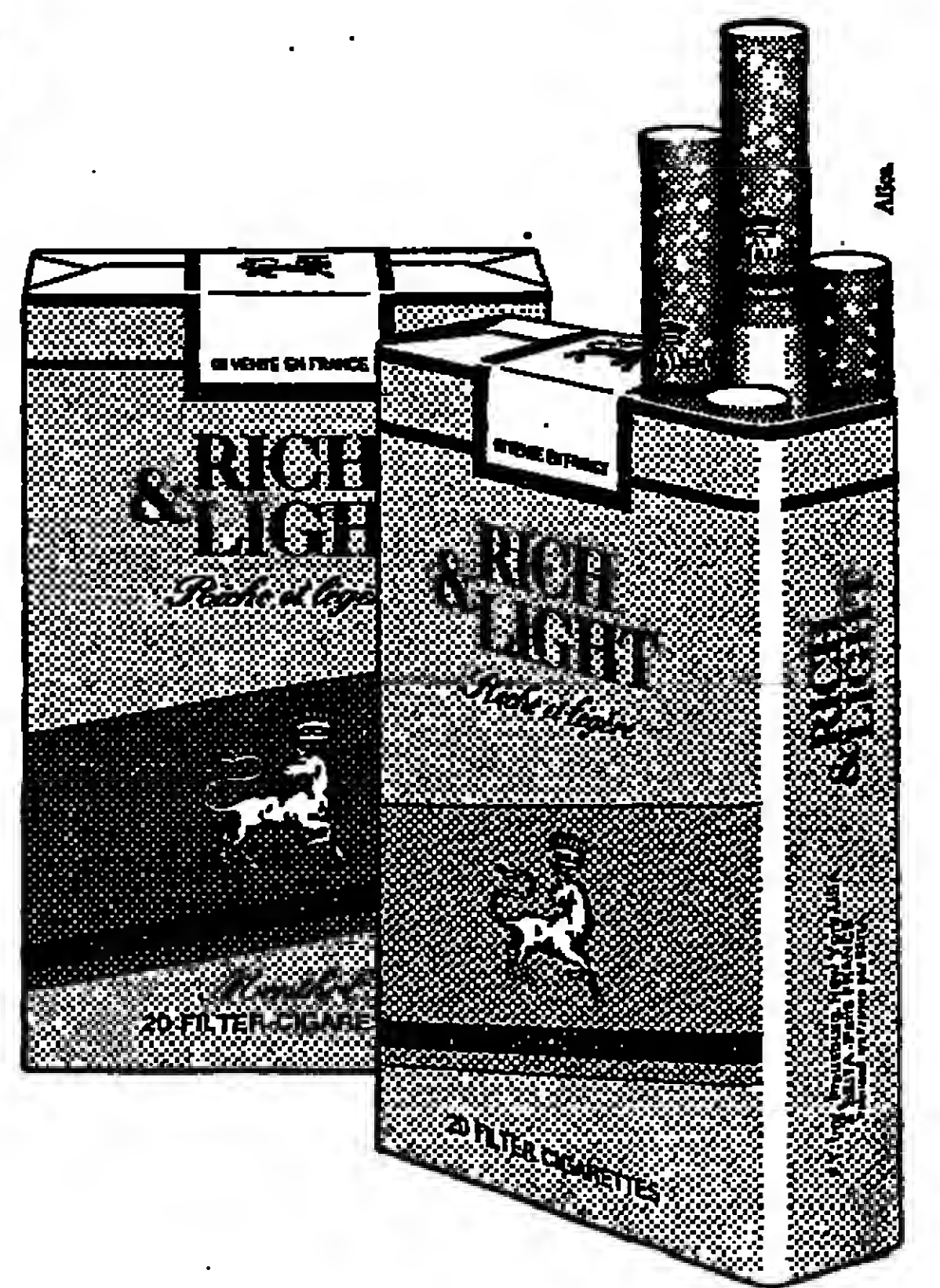
RICH AND LIGHT

(Riche et légère)

GOUDRONS 8,0 mg

NICOTINE 0,45 mg

(teneurs moyennes par cigarette.)



سكزامن الأمل

ASIE

PAKISTAN : l'ombre de M. Bhutto

II. — Les retombées de la politique nucléaire

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

Après avoir chassé M. Bhutto du pouvoir en juillet 1977, le général Zia-Ul-Haq a appelé les représentants des courants les plus religieux et conservateurs à partager le pouvoir avec les militaires. Il poursuit une politique d'islamisation, qui se traduit notamment par une reprise en main morale de la population. Mais il sort qui sera réservé à l'ancien premier ministre, condamné à mort, hypothèque toute la vie nationale, dans l'attente du jugement qui doit rendre prochainement, en appel, la Cour suprême (« Le Monde » du 27 décembre).

Islamabad. — M. Bhutto occupe une partie de son temps, en son, à rédiger de longues réponses aux accusations portées contre lui, notamment dans de volumineux livres blancs gouvernementaux. Dans l'un de ces livres, distribués sous le manteau, l'ancien premier ministre réaffirme que c'est lui qui décida de doter son pays d'une « capacité nucléaire », euphémisme utilisé pour désigner la possibilité de fabriquer une bombe atomique. Il s'en est fait un point d'honneur, en substance, que le Pakistan soit le premier pays musulman à parvenir à ce résultat. Mais c'est alors que les milieux conservateurs et religieux, encouragés par les États-Unis, ont tenté de lui enlever la prise du pouvoir par l'armée en juillet 1977. Opposés à la prolifération

nucéaire dans un pays en voie de développement en bons termes avec les États arabes — pouvant être appelé à financer l'opération, — les administrations Ford et Carter ont tout mis en œuvre pour compromettre la livraison d'une usine de retraitement de déchets d'uranium par la France. Tel est, du moins le principal argument avancé par M. Bhutto pour expliquer sa chute. Il est vrai que Washington a exercé des pressions insistantes pour qu'Israël renonce au projet, tenté de freiner les transferts de technologie — actuellement largement avancés — mais n'a jamais encouragé Paris à demander à son partenaire d'accepter une modification du procédé de retraitement, de façon à prévenir toute prolifération.

M. Bhutto avait mieux résisté aux pressions américaines que M. Giscard d'Estaing, et il n'aurait sans doute pas accepté de changements. Le chef de l'État français trouve aujourd'hui à Islamabad, dans le général Zia-Ul-Haq, un interlocuteur d'autant moins coriace que le régime militaire n'accorde pas la même priorité à la politique nucléaire que son prédécesseur. Le général a réagi sans vivacité à la proposition française, maintenu à ce propos le dialogue avec Paris et même donné l'impression d'accepter un renforcement des contrôles (le Monde daté 5-6 novembre).

Un « rêve de grandeur »

A la vérité, les responsables pakistanais semblent estimer qu'un stade de ces transferts de technologies et de leurs connaissances scientifiques, ils peuvent aller de l'avant seuls. Certains experts, plus sceptiques, pensent que, dans ces conditions, ils ne pourront mettre sur pied l'usine avant dix ou quinze ans. Une aide de la Chine (le Monde du 16 août) paraît pour le moins incertaine. D'abord, parce que Pékin n'a pas pour habitude de collaborer en ces matières avec les pays étrangers; ensuite, parce que les relations sino-pakistaniennes ne sont plus aussi chaleureuses qu'à l'époque où M. Bhutto était au pouvoir. Pékin, notamment, n'aurait pas octroyé d'aide militaire nouvelle à Islamabad depuis septembre 1977. Le point de vue commence d'ailleurs à se répandre au Pakistan, selon lequel l'usine de retraitement était un rêve de grandeur du « leader du peuple », financièrement contestable, financièrement ruiné, sacrifiant les besoins essentiels de la population, plus pressants. N'avait-il

pas déclaré : « Nous fabriquerons la bombe, même si nous devons manger de l'herbe pour y parvenir » ? L'obsession de la « menace » indienne, surtout après l'explosion d'un engin dans le désert de Rajasthan en 1974, la volonté obtenue de doter le Pakistan des moyens d'y répondre, ont alimenté — et permis de justifier — les ambitions de l'ancien premier ministre. « Tout le reste était sans importance » pour lui, et notamment le sort d'un peuple ne pouvant se nourrir et se vêtir comme il le souhaiterait, a écrit récemment l'industriel indien dépendant Pakistan. Economist. « L'usine représente un très mauvais usage des maigres ressources techniques et financières nationales », nous dit-on, de vouloir pas de trouver sa place dans le programme nucléaire de vingt ans établi par l'ancien régime », a ajouté le journal.

L'importance prédominante prise par ce projet, les difficultés financières qu'il entraîne, les réserves qu'il suscite à l'étranger retardent — au point de l'hypo-

théquer — la mise en œuvre d'un programme prévoyant de doter le pays d'une capacité de production nucléaire de 5 000 MW d'ici à la fin du siècle. Pour la première fois, l'opinion pakistanaise se trouve ainsi publiquement informée de ce qui était déjà connu à l'étranger : ce programme ne suffit pas à justifier l'installation d'une usine de retraitement; celle-ci est destinée à produire, à partir d'une technologie avancée, du plutonium pour fabriquer des explosifs nucléaires à des fins militaires stratégiques. L'auteur de l'article estime que, pour poursuivre le même objectif, il aurait été à la fois plus efficace et plus sûr, dans l'intérêt scientifique du pays, d'adopter la filière à uranium plutôt que le procédé français.

À la vérité, l'émotion causée à l'étranger par le contrat franco-pakistanaise est quelque peu exagérée. Le Pakistan ne disposera pas avant longtemps des centrales nucléaires susceptibles de fournir la « matière première » à l'usine de retraitement. L'unique centrale de Karachi, qui ne tourne pas à pleine capacité, est d'autant moins en mesure de répondre à cette « demande » que le Canada a cessé, en 1976, de lui fournir de l'uranium; et les autres centrales — pour la fourniture desquelles la France est en concurrence avec la République fédérale d'Allemagne et le Japon — restent pour le moment « sur le papier ».

C'est évidemment une raison pour Paris de ménager son partenaire. La réalisation définitive de la pièce maîtresse du programme nucléaire de M. Bhutto dépendra beaucoup de l'issue qui sera trouvée au litige actuel. Pour l'heure, la coopération atomique se poursuit comme si de rien n'était, en ce qui concerne la formation et la France de scientifiques pakistanais.

Paris doit également tenir compte que le Pakistan est indirectement sa politique de vente d'armements dans les pays du Proche-Orient, où des techniciens et des pilotes pakistanais sont en opération. Les des promotions sont en revanche de la construction, de la poursuite de la construction, près d'islamabad, d'une usine de moteurs et de montage de caissons Saviem semblent liés à un régime satisfaisant. A priori, l'achat récent, d'autre part, de quarante Jaguar par l'Inde, grâce à ses réserves confortables de devises, le Pakistan souhaiterait

moderniser ses forces aériennes, et il se porterait volontiers acquéreur de nouveaux Mirage en plus de ceux dont elles sont déjà équipées. Mais il ne peut le faire sans l'aide de bailleurs de fonds étrangers. A cet égard, le zèle islamique du général Zia-Ul-Haq n'est guère payé de retour, et son gouvernement a eu jusqu'à maintenant moins de succès que celui de M. Bhutto pour drainer les crédits des pays pétroliers. Le président a, en revanche, dû se rendre en pleine crise iranienne à Téhéran, pour demander au



chah un report de la dette pakistanaise à son égard (1). En 1976, M. Kissinger avait offert de livrer cent dix chasseurs-bombardiers Convair A-17 au Pakistan, s'il renonçait à l'usine de retraitement. Depuis l'offre française de modification du procédé, le régime de Pékin a déclaré, le 23 octobre 1978, leur aide économique suspendue en avril 1977, en application des dispositions du Congrès prévoyant la suppression

de l'assistance américaine à tout pays contribuant à la prolifération nucléaire. L'aide alimentaire avait cependant été maintenue. La poussée soviétique en Afghanistan, qui a pris de court Washington, et le souci de damer le pion à la France, conduisent également l'administration Carter, sous la pression des fabricants, malgré les protestations de foi du président américain, en faveur du maintien à leur niveau actuel des forces en présence dans le sous-continent, à donner son feu vert à la vente d'après-vente Nor-San à toute les États-Unis veulent-ils ainsi atténuer quel-

que peu le sentiment d'abandon éprouvé par les Pakistanais devant l'absence de réaction américaine à la révolution en Afghanistan. Le président Zia-Ul-Haq a fait part de ce sentiment lorsqu'il a déclaré, le 7 novembre, que le CENTO — pacte de sécurité mutuelle de l'Asie centrale regroupant les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Turquie et l'Iran — était devenu « inutile ». Il n'est pas allé jusqu'à dire que son pays allait quitter cette organisation, dont la principale fonction est de faire front au bloc communiste, mais dont l'activité effective se limite à la surveillance de l'Union soviétique et à quelques manœuvres annuelles.

Les militaires pakistanais déçoivent pas rencontrer auprès de Washington la même « compréhension » que leurs prédécesseurs au pouvoir à Islamabad à l'époque des présidents Nixon et Johnson notamment. Ils sont, d'autre part, placés sur leurs gardes par le rapprochement sino-indien. Cette année, de la route sino-pakistanaise à travers le massif de l'Himalaya, par la passe de Karakoram, resserre les relations entre les deux pays. Mais, si le Pakistan demeure, dans la stratégie chinoise, un pays ami qu'il est important pour Pékin de conserver et surtout, de ne pas laisser tomber dans les bras de Moscou, Islamabad ne semble pas pour autant sûr, comme naguère, de compter sur l'appui chinois en cas de tension avec New-Delhi. La Chine se félicite de l'amélioration des relations entre les deux adversaires, tandis que le Pakistan ne souhaite pas

se prononcer pour un camp ou pour un autre dans la querelle sino-soviétique. C'est un peu en désespoir de cause que les Pakistanais ont cherché ces derniers mois à établir de meilleurs rapports avec les Soviétiques. Passée l'émotion suscitée par l'arrivée au pouvoir de révolutionnaires prosoviétiques à Kaboul, les dirigeants d'islamabad sont revenus à plus de sang-froid. Ils ont obtenu de l'U.R.S.S. qu'elle accepte de différer les paiements de la facture qu'elle construit à Karachi avec un notable apport de technique française. La coopération, existant déjà entre les deux pays, tant dans le textile, pourrait s'étendre à l'industrie chimique.

D'autre part, les Pakistanais constatent que les Soviétiques n'ont pas ouvertement encouragé, jusqu'à maintenant, les mouvements séparatistes, au Baloutchistan et dans la province de la frontière du nord-ouest. La stabilité politique dans ces régions dépend, beaucoup, depuis que Moscou exerce une influence prépondérante à Kaboul, de l'attitude que le régime révolutionnaire soviétique et l'Union soviétique voudront bien observer. L'impact des événements d'Afghanistan est considéré au Pakistan où, pour la première fois, la présence de forces révolutionnaires, l'on mesure que « cela pourrait nous arrêter aussi ». Ils sont survenus à un moment où la révolte au Baloutchistan était en sommeil mais où les principaux dirigeants politiques locaux, qui sont également des chefs traditionnels de tribus, de crainte sans doute d'être « dépassés » sur leur gauche par une base « folle » au marxisme, ont renouvelé et même accentué leurs revendications en faveur d'une large autonomie régionale.

Le régime Zia-Ul-Haq reste sourd aux problèmes des « nationalités », et, après s'être prêté sans succès à des discussions avec les responsables baloutches et avoir pris en faveur des rebelles une mesure d'amnistie — qui n'a guère été suivie d'effets — renforce la présence militaire dans la plus grande province du pays et à sa frontière, à la suite de la révolution afghane. A la vérité, il a de bonnes raisons pour ne pas vouloir s'engager dans des discussions avec les responsables baloutches et avoir pris en faveur des rebelles une mesure d'amnistie — qui n'a guère été suivie d'effets — renforce la présence militaire dans la plus grande province du pays et à sa frontière, à la suite de la révolution afghane. A la vérité, il a de bonnes raisons pour ne pas vouloir s'engager dans des discussions avec les responsables baloutches et avoir pris en faveur des rebelles une mesure d'amnistie — qui n'a guère été suivie d'effets — renforce la présence militaire dans la plus grande province du pays et à sa frontière, à la suite de la révolution afghane.

Le régime Zia-Ul-Haq reste sourd aux problèmes des « nationalités », et, après s'être prêté sans succès à des discussions avec les responsables baloutches et avoir pris en faveur des rebelles une mesure d'amnistie — qui n'a guère été suivie d'effets — renforce la présence militaire dans la plus grande province du pays et à sa frontière, à la suite de la révolution afghane. A la vérité, il a de bonnes raisons pour ne pas vouloir s'engager dans des discussions avec les responsables baloutches et avoir pris en faveur des rebelles une mesure d'amnistie — qui n'a guère été suivie d'effets — renforce la présence militaire dans la plus grande province du pays et à sa frontière, à la suite de la révolution afghane.

Chine

LE QUATRE-VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE MAO TSE-TOUNG

La réappréciation de l'œuvre politique du Grand Timonier laisse présager de nouvelles purges

Pékin. — Le quatre-vingt-cinquième anniversaire de la naissance de Mao Tse-toung a été célébré avec une solennité toute particulière. Conformément aux conclusions de la dernière session plénière du comité central, la réappréciation dont fait l'objet l'œuvre du président défunt ne saurait faire oublier ses « mérites historiques ». C'est donc le souvenir d'un personnage appartenant à une période déjà relativement ancienne de l'histoire qui a été célébré cette année. Comme l'an passé, les membres du bureau politique pratiquement au complet ont assisté à une soirée organisée à la mémoire du fondateur du régime. Le 26 décembre, la radio a diffusé l'enregistrement du discours « Le peuple chinois est debout », prononcé par Mao Tse-toung immédiatement après la libération, le 21 septembre 1949. Tous les journaux ont enfin reproduit un texte de 1958 intitulé « La Révolution intérieure », dans lequel Mao met l'accent sur la « révolution technologique » qui était à l'époque censée permettre à la Chine de « rattraper ou dépasser la Grande-Bretagne dans un délai de quinze ans ou un peu plus ».

Depuis quelques temps déjà il n'était plus de mise de se référer aux jugements et aux idées politiques émis par Mao Tse-toung depuis la révolution culturelle. On remonte désormais un peu plus loin dans le temps, jusqu'à l'époque qui a précédé l'expérience du « grand bond en avant ». Un long commentaire publié mardi par le Quotidien du peuple explique que Mao s'est avant tout distingué par sa capacité à combiner la science du marxisme-léninisme avec la réalité concrète.

En bref, Mao Tse-toung était le dirigeant politique le plus attentif à se laisser conduire par les faits dans ses recherches idéologiques. Tant pis si, dans d'autres domaines, il a désigné le pragmatisme comme un danger dont il fallait se garder tout autant que du dogmatisme. Le malheur, selon le Quotidien du peuple, est que, à partir de

Nomination d'un nouveau vice-premier ministre

Si la campagne contre les partisans de la « bande des quatre » est en principe terminée, d'autres purges sont encore à prévoir. Le Quotidien du peuple donne le catalogue de diverses catégories de personnages qui, selon lui, ne sont pas encore revenus dans le droit chemin et attaque expressément les responsables de la propagande. « Lin Biao et la bande des quatre », écrit-il, monopolisent la pensée de Mao Tse-toung comme les évêques médiévaux monopolisaient la Bible (1) en réalité pour défendre leur propre autorité. Il serait inadmissible que de nouveaux papes de ce genre réapparaissent dans l'avenir. (1) « Nous devons libérer le travail et proposer des

De notre correspondant

1958, la pensée de Mao Tse-toung ne fut plus le recto-verso appliquée : « On oublie les lois objectives de l'économie », « de ne chercher la vérité que dans les faits », « joindre aux calamités naturelles et au sabotage » de l'Union soviétique, ces erreurs entraînèrent des désastres. Le président parti par essais bien, nous dit-on, de rectifier le tir et la situation s'améliora au début des années 60. Hélas « Lin Biao et la bande des quatre » s'emparèrent de la direction pendant les dix années de la révolution culturelle » et « dix ans ont été ainsi perdus pour l'éducation sociale ». Ce nouveau calendrier historique est à consulter entre les lignes : les erreurs de 1958 avaient été dénoncées par Peng Teh-huai (déjà réhabilité avec éclat) et la « bonne situation » du début des années 60 correspond au règne de Liu Shao-chin (dont le cas est encore à l'examen). Il va de soi d'ailleurs que cette sélection dans l'œuvre du président défunt ne trompe pas grand monde.

Le comité permanent de l'Assemblée a d'autre part nommé M. Kuo Wei-cheng, spécialiste de longue date des transports ferroviaires, à la tête du ministère des chemins de fer en remplacement de M. Tuan Chun-yl, qui a pris au mois d'octobre la direction de l'organisation du parti dans le Honan. Il a aussi confirmé la nomination connue depuis l'autotome, de M. Wang Tsu-kang au ministère des postes et télécommunications.

ALAIN JACOB.

Inde

Après sa libération

Mme GANDHI A L'INTENTION DE SE REPRÉSENTER A LA DÉPUTATION

Mme Indira Gandhi a été libérée mardi 26 décembre (voir nos dernières éditions du 27 décembre) après une semaine de détention dans une prison de New-Delhi. Son élargissement est intervenu une heure et demie seulement après la clôture de la session de la Chambre basse. L'ancien premier ministre avait été déchu de son mandat parlementaire et incarcéré pour la durée de la session pour « abus de pouvoirs » et « outrage au Parlement ».

Mme Gandhi était attendue à sa sortie de prison par un groupe de partisans, qui l'ont chaleureusement accueillie. Les émeutes qui ont eu lieu dans les pays pendant sa détention ont fait une vingtaine de morts, et deux de ses partisans ont détourné un avion. Mme Gandhi a dit qu'elle désapprouvait ce détournement, qu'elle a qualifié de « blague », et a dénoncé la violence qui est, selon elle, le fait d'agents provocateurs. Elle a déclaré qu'elle avait l'intention de se représenter au Parlement, et que la co-optation de Chikmagalur, dans le sud de l'Inde, où elle avait été élue en novembre dernier, serait son « premier choix ». Enfin, l'ancien premier ministre a critiqué le gouvernement, affirmant que son arrestation « était purement politique ». (Reuter, U.P.I.)

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS. La Rue de Provence L'ARGENTERIE et des BIJOUX La tradition se perpétue... Henri HERMANN au n° 46 VENTE ACHAT - NEUF, OCCASION

Albanie

Bangladesh

M. MEHMET CHERU a été réélu mardi 26 décembre chef du gouvernement (fonctions qu'il occupe depuis vingt-quatre ans) par la nouvelle Assemblée du peuple albanais. M. Hadji Leshi, chef de l'Etat depuis 1953, a été aussi reconduit dans ses fonctions.

Argentine

Mlle ELENA HOLMBERG, diplomate de carrière, a été élue par des inconnus armés le 20 décembre à Buenos-Aires alors qu'elle allait rencontrer deux journalistes français. Le père de la jeune femme a déclaré à des quotidiens de la capitale argentine que l'enlèvement aurait été commis par des extrémistes de gauche. Mlle Holmberg avait été notamment en poste à Paris de 1972 à juillet 1978.

Nicaragua

LE PRÉSIDENT ANASTASIO SOMOZA a refusé l'organisation d'un référendum « contrôlé » par les trois pays membres de la commission internationale de médiation, la République Dominicaine, le Guatemala et les États-Unis, a annoncé mardi 26 décembre l'Etat M. William Bowdler, le négociateur américain, ainsi que M. Mauricio Solari, ambassadeur des États-Unis à Managua, ont été rappelés en consultations à Washington.

Les Mémoires d'El Camp

AMÉRIQUES Brésil... les difficultés économiques... la hausse du prix du pétrole

Fêtes de Lenôl

Espagne Les Mémoires d'El Campesino

(Suite de la première page.)

La célèbre *Tercio*, forgé par Milan Astray et Franco, déserteur, coureur de *sierras*, chef de commando communiste faisant le coup de feu contre les groupes phalangistes pendant cette sinistre période qui précède la guerre civile, révolutionnaire la guerre civile. Il commande la "grande unité", Valentin Gonzalez, dit El Campesino, est général pendant la guerre civile. Il commande la 4^e division de choc des Brigades Internationales, sous le contrôle du parti communiste espagnol et des conseillers soviétiques.

Tout est-il rigoureusement authentique dans ces « souvenirs » racontés à l'emporte-pièce, sans souci de style, quarante ans après la guerre civile ? Quelle est la part du « coup de poche », de l'enjolivement, de l'exagération ? Comment savoir ? La vie torrillante et dramatique d'El Campesino ressemble au personnage : une fureur de vie et de mort, une volonté farouche de survie, de berner la camarade. Manifestement, l'homme est né pour le baroud, d'une force d'athlète, fait pour manier la dynamite et porter le F.M., debout, à la hanche. Un macho tourné exclusivement vers l'action, bagarreur, râleur, rebelle à toute contrainte, méprisant les nuances et le langage diplomatique. Généreux aussi, fort en gueule, d'une verve à la limite de la tartarade, bref, un peu habileur. Il tire, c'est sûr, beaucoup la couverture à lui.

À la fin — on a envie d'écrire : à l'entendre, tant son récit est un

monologue passionné et heurté comme un cri de colère. — Il a joué un rôle décisif dans beaucoup d'actions à Teruel ou sur l'Ebre, sans parler de l'expédition en U.R.S.S. de l'or de la République espagnole. El Campesino raconte avec complaisance ses algarades avec les dirigeants du P.C. espagnol dès 1937 puis avec ceux de l'U.R.S.S., lorsque, réfugié à Moscou, il découvre « l'imposture du socialisme stalinien ». Mais c'est vrai qu'il a été de presque tous les « coups durs », de juillet 1936 à mars 1939, à la cité universitaire aux côtés de Durruti, assassiné selon lui par ses « compagnons anarchistes ».

Il a participé à la plupart des grandes batailles de la guerre, et plus souvent en première ligne que dans un bunker d'état-major. Pas de quartier : « On tue beaucoup, on tue sans gloire... Les vaincus sont promptement exécutés... » En quelques mots, toute la férocité du combat fratricide. A peine un regret, dans la langue des combattants : « Putain de guerre, quelle connerie de guerre ! »

Il a été grièvement blessé deux fois, à Somosierra, en 1936, puis tout au début de la grande bataille de l'Ebre.

Il en a réchappé. Mais que n'a-t-il pas eu ? Le mot baraka revient souvent sous sa plume. Dans son cas, c'est un euphémisme. Arrêté, poursuivi, traqué, jeté dans des cas de basse fosse avec des rats et des serpents, torturé, déporté dans les

bagues de la mort lente du goulet stalinien, il a réussi à s'évader. Repris par les patrouilles soviétiques, rejeté dans les camps de travail forcé, il s'est échappé de nouveau, tenté au ventre par sa soif de liberté.

Deux certitudes, passionnées et réaffirmées, dans cet itinéraire échoué d'un quillero espagnol — tel que l'époque anti-napoléonienne en a produit — et confronté, après la guerre civile et la défaite amère, aux gâches et aux camps de la mort de l'U.R.S.S. Tout d'abord, une haine inextinguible de Franco et du franquisme. Là, il est sûr d'avoir mené le bon combat et enrage encore, tant d'années après, des erreurs ou des faiblesses des républicains espagnols. Ensuite, un horreur de l'univers socialiste stalinien, dont il a connu, après 1939, les pires excès et les règles implacables. Tout d'abord reçu avec le tapis rouge, en « héros communiste » de la guerre d'Espagne, il n'a pas tardé à crier tout haut ses refus et ses colères.

Rejetant avec fureur le conformisme glacé du stalinisme, « mauvais vote » incapable de s'alligner et d'adapter, il a été condamné à la mort lente dans le bagne de Vorkouta, en Sibirie. Le guerrier reçu avec égards par Staline, promu maréchal et entré à l'école de guerre de Frounze, se retrouve avec les sbires de la N.K.V.D. aux trousses. Des couleurs de la Loubkianka aux goulags de Sibirie, il fait l'expérience, avant d'autres, des méthodes d'annihilation.

A Vorkouta, il est un matricule : 11-11-27.

Évadé, rentré en France à l'époque des polémiques suivant les procès Kravchenko, il témoigne, à la demande de David Rousset, sur la réalité des camps de travail en U.R.S.S. Il suscite, trop souvent, l'ironie ou le scepticisme. C'était en 1950, il était devenu un simple ouvrier, réfugié en Lorraine, presque oublié, vivant et rêvant encore d'actions de commando dans l'Espagne de Franco. Cela lui a valu deux années de résidence surveillée à Tils de Bréhat.

Pourquoi a-t-il tant attendu avant de livrer ce témoignage de sang et de mépris ? D'autres, qu'il déteste, comme la Pastorian, ou qu'il méprise, comme Létier, n'ont pas eu le même goût du silence. Il a gardé cette stérilité faculée de croire qu'il jouait les « premiers rôles », témoin ce message au peuple espagnol de juin 1977.

Mais qu'il écoute encore ? Sa femme Juana sans doute, qu'il croyait morte ou disparue à la fin de la guerre civile, et qu'il a retrouvée, presque par hasard, en 1977, un hebdomadaire espagnol s'étant avisé d'aller interviewer l'exilé de Meuz. L'anarchiste Valentin Gonzalez l'a épousée — pour de bon — en février 1978.

Cette histoire de sang s'achève comme un roman rose.

MARCEL NIEDERBANG.

El Campesino : Jusqu'à la mort. Mémoires. Editions Albin Michel, 262 pages, 40 F. L'ouvrage a été réalisé en collaboration avec M. Padoux, du *Épistolier* lorrain.

THIERRY MALINIAC.

AMÉRIQUES

Brésil

Le gouvernement tente d'expliquer les difficultés économiques par la hausse du prix du pétrole

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le Brésil doit accepter pour 1979 l'idée d'une légère récession en raison de l'augmentation du prix du pétrole décrété par l'OPEP. La thèse officielle est simple : le pays qui importe actuellement près de 85 % du pétrole qu'il consomme, devra modifier sa stratégie économique en fonction de la nouvelle situation. Comme en 1974, il s'agira d'accorder la priorité aux exportations et de freiner les importations, quitte à sacrifier le rythme de croissance du P.N.B. qui pourra être limité au prochain à 3 ou 4 %. La décision de l'OPEP sera également sérieuse par ses effets secondaires. Ajoute-t-on, parce qu'elle favorise au sein des pays industrialisés l'importation de produits brésiliens les tendances au protectionnisme.

Ces explications officielles commencent à provoquer une vive réaction dans les milieux d'opposition. Ceux-ci rappellent que Brasília a tendance à attribuer à une cause extérieure la responsabilité de toutes les difficultés de l'économie, la hausse du prix du pétrole risque de jouer pour 1979 le même rôle que la sécheresse qui a affecté en 1978 le Sud du pays. La décision prise par l'OPEP signifiera l'an prochain pour le Brésil une dépense supplémentaire d'environ 400 à 500 millions de dollars. Est-ce là une charge insupportable ?

Justifier la politique de récession

L'augmentation du prix du pétrole représentera, en 1979, une charge supplémentaire équivalant à 4 % de perte des exportations actuelles du pays. Il apparaît difficile, dans ces conditions, d'y voir l'élément déterminant d'un changement de stratégie économique. Le problème de la dette extérieure, sur lequel les responsables de Brasília sont plus discrets, semble plus décisif. Son service représentait en 1978 près de 8 milliards de dollars. Et, selon le quotidien spécialisé de Sao-Paulo, la *Gazeta Mercantil*, la simple augmentation des taux d'intérêts sur le marché des euro-dollars a signifié, pour le premier semestre de l'année, une charge supplémentaire de 800 millions de dollars environ pour le Brésil, soit près du double de l'effet pour toute l'année 1979 de la hausse décrétée par l'OPEP.

De là à considérer que la consternation affichée à Brasília après la décision du cartel pétrolier vise surtout à justifier vis-à-vis de l'opinion publique une politique de récession qui risque d'être impopulaire, il n'y a qu'un pas. Achevant son mandat comme ministre des finances, M. Simonsen considère que le maintien d'un taux d'inflation élevé (10 % en 1978) est toujours le principal point sombre de sa gestion. Et

cherche de toute évidence à persuader ses successeurs de la nécessité de « freiner la machine » l'an prochain. Il a quelques chances d'être entendu, d'autant qu'il aurait été pressenti, malgré son apparent manque d'enthousiasme, pour devenir secrétaire au Plan dans le gouvernement du général Figueiredo qui prendra ses fonctions le 15 mars.

Le futur chef de l'Etat sans doute conscience que la poursuite de l'ouverture politique qu'il n'a cessé de promettre sera difficile dans un contexte de récession économique. L'ouverture doit se manifester aussi vis-à-vis des syndicats, et le réveil progressif de ces derniers laisse prévoir qu'ils n'accepteront pas passivement une politique de « sacrifices » qu'ils n'estiment pas équitablement partagés.

Turquie Le Parlement approuve l'état de siège à la quasi-unanimité

De notre correspondant

Ankara. — La Grande Assemblée nationale turque — deux chambres réunies — a, par 587 voix contre 1 et 1 abstention, entériné, le mardi 26 décembre au soir, l'instauration de l'état de siège dans quinze départements turcs pour une période de deux mois. Quatre-vingt-dix parlementaires, dont un ministre d'Etat, apparemment allié pour cause de maladie, n'ont pas pris part au vote.

Cette quasi-unanimité est trompeuse, puisque, lors de la réunion du groupe parlementaire du Parti républicain du peuple, dans la matinée, soixante-trois élus appartenant à l'aile gauche s'étaient prononcés contre. Toutefois, ils allaient ensuite se conformer à la discipline de vote.

A vrai dire, M. Ecevit, lui-même catégoriquement hostile à l'idée de l'état de siège, dut s'y résigner à contre-cœur devant l'ampleur de la catastrophe de Kahramanmaraç. Le commandement militaire avait indiqué au chef du gouvernement, qui demandait de nouvelles troupes pour renforcer celles qui se trouvaient sur place, que cela ne servirait de rien si leurs chefs demeuraient dépourvus de l'autorité légale d'agir sans partage.

l'escalade de la violence quotidienne, éprouve avec soulagement dans sa grande majorité l'instauration de l'état de siège. Et la presse de droite exprime sa satisfaction. L'éditorialiste de *Tercium*, par exemple, « salue le soldat auquel il renouvelle sa confiance pour la restauration de l'ordre et de la tranquillité dans le pays », et appelle le peuple à l'aider dans cette tâche ardue.

Cependant, dans les milieux de gauche, une certaine réserve est de rigueur. Le comité exécutif du parti ouvrier devait, par exemple, publier mardi une déclaration rappelant que le gouvernement de M. Ecevit ne pourrait en aucun cas, sous aucun prétexte, se dérober à sa responsabilité des conséquences découlant de mesures prises durant l'état de siège, puisque les commandants demeurent également liés à l'autorité du pouvoir civil.

Le gouvernement de M. Ecevit, dont les rapports avec d'autres commandements, ainsi qu'avec les nouveaux dirigeants des services de renseignements turcs (la M.I.T.) sont bons, devra en tout cas faire preuve d'une grande vigilance pour que les objectifs de l'état de siège, notamment la destruction des foyers de subversion extrémiste, ne soient pas démentés à l'échelon local.

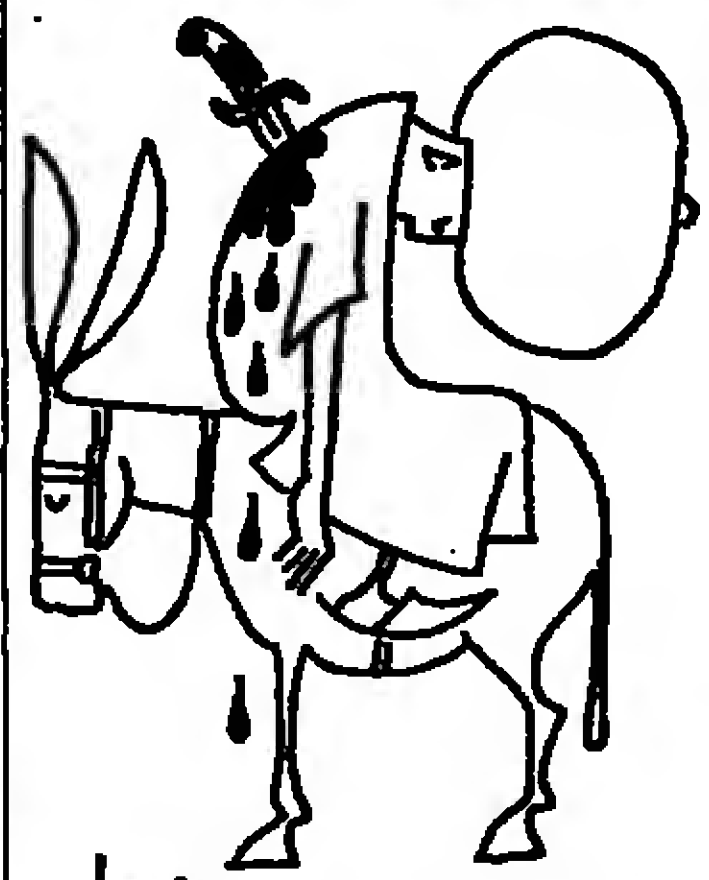
M. Ecevit devait encore rappeler au Parlement, tout comme les généraux dans leur communiqué, que l'état de siège sera appliqué dans le respect des libertés fon-

damentales du peuple. M. Türkçü, chef du parti du Mouvement nationaliste qui préconisait l'état de siège depuis plusieurs mois déjà, tout en approuvant la décision, qu'il estimait cependant très tardive, pense néanmoins que plusieurs autres « départements sensibles » devraient être placés également sous l'autorité des militaires. Il s'agit selon lui de Hamaç, d'Antalya, Rize, Artvin, Diyarbakir, Tunceli et Mardin. Les trois derniers, selon M. Türkçü, sont devenus « des foyers » des « frères », et serviraient de bases aux menées communistes et séparatistes.

Selon le quotidien *Hürriyet*, le gouvernement aurait décidé de retirer de la liste des départements sensibles.

M. Ecevit aurait estimé quant à lui, que le nombre décroissant des affrontements idéologiques dans ce département depuis plusieurs mois ne justifiait donc pas une telle mesure. Toutefois, cette décision aurait été l'attention de ses collègues sur la nécessité de ne pas, sans raison valable, sensibiliser les populations d'origine turque loyales envers leur Etat. Le ministre de l'Intérieur devait, pour sa part, déclarer au Parlement que sur huit cents cas de « morts idéologiques », six cents s'étaient produits dans les villes où l'état de siège était décrété.

ARTUN UNSAL.



(Dessin de KONK.)

Huit ans de terrorisme

1970
16 JUIN. — Heurts sanglants entre ouvriers et policiers : le gouvernement Demirel impose l'état de siège pour un mois dans certains départements.

1971
A partir du mois de janvier, des attentats sont commis presque chaque jour à Ankara et à Istanbul.

4 MARS. — Un « commando urhala » se réclame d'une « armée de libération populaire turque » à l'encontre de quatre militaires américains et seize policiers et étudiants d'extrême gauche.

12 MARS. — Le haut commandement prend le pouvoir politique sous son contrôle.

26 AVRIL. — L'état de siège est proclamé dans onze départements, dont Ankara et Istanbul. Il sera prorogé jusqu'à l'automne 1972. La répression se déchaîne contre les militants des partis de gauche et les totalitaires.

17 MAI. — Enlèvement du consul général d'Israël à Istanbul. Son corps est retrouvé dans un appartement vide.

22 JUILLET. — Interdiction du parti ouvrier turc.

1972
26 MARS. — Un commando gauchiste enlève trois techniciens anglais sur la côte de la mer Noire. Quatre jours plus tard, ceux-ci sont exécutés par leurs

ravisseurs, qui sont eux-mêmes tués au moment de l'attaque par les forces de l'ordre.

4 MAI. — Bataille d'armée en état d'alerte. Assassinat du commandant en chef de la gendarmerie.

6 MAI. — Pendaison de trois dirigeants de l'armée populaire pour libération de plusieurs centaines de personnalités de gauche.

1973
14 OCTOBRE. — Elections générales. L'armée s'en tient à l'écart. Fin de l'état de siège.

1974
25 JANVIER. — Investiture du gouvernement Ecevit.

15 MAI. — Loi d'amnistie excluant les auteurs de délits d'opinion.

25 JUILLET. — Intervention des troupes turques à Chypre.

11 NOVEMBRE. — L'extrême droite provoque des incidents sanglants à l'université d'Ankara. Les affrontements s'étendent à toutes les universités.

1975
JANVIER. — Le cycle des agressions et de la répression reprend. Il est le fait de la plus soumise de l'extrême droite et se manifeste soit aux universités d'Istanbul et d'Ankara, soit dans l'est de l'Anatolie.

NOVEMBRE. — La rentrée universitaire est marquée par de nouveaux affrontements mortels.

1976
1^{er} AVRIL. — On dénombre 65 morts depuis l'avènement du cabinet Demirel le 31 mars 1975.

13 OCTOBRE. — Suppression des cours de droit de l'Etat créées en 1972. Elles avaient jugé 3744 personnes.

NOVEMBRE. — Fermeture de l'université d'Istanbul, puis de celle d'Ankara.

1977
1^{er} MAI. — 34 morts et 200 blessés à Istanbul à la suite d'une fusillade au cours d'un meeting électoral.

31 MAI. — Bombe à l'aéroport d'Istanbul ; 3 morts, 41 blessés.

5 JUIN. — Elections générales qui déignent une majorité de droite.

7 AOÛT. — Attaque armée d'un hôtel d'Istanbul.

2 SEPTEMBRE. — Six morts, 58 blessés, à la suite d'affrontements dans la banlieue d'Istanbul.

11 DECEMBRE. — Treize morts ; 45 blessés au cours des élections municipales.

27 DECEMBRE. — Attentat contre un professeur à l'université d'Ankara. On compte 50 morts pour le mois.

1978
JANVIER-FÉVRIER. — Quarante-deux morts, 725 blessés dans 319 attentats à la République à Ankara.

18 MARS. — Dix morts, 67 blessés à Istanbul.

25 MARS. — Assassinat du procureur adjoint de la République à Ankara.

7 AVRIL. — Attentats contre deux professeurs de droit à Istanbul et Ankara.

19 AVRIL. — Assassinat du maire de Malatya, Faezette.

JUILLET. — Cinquante-six morts contre 52 morts en juin.

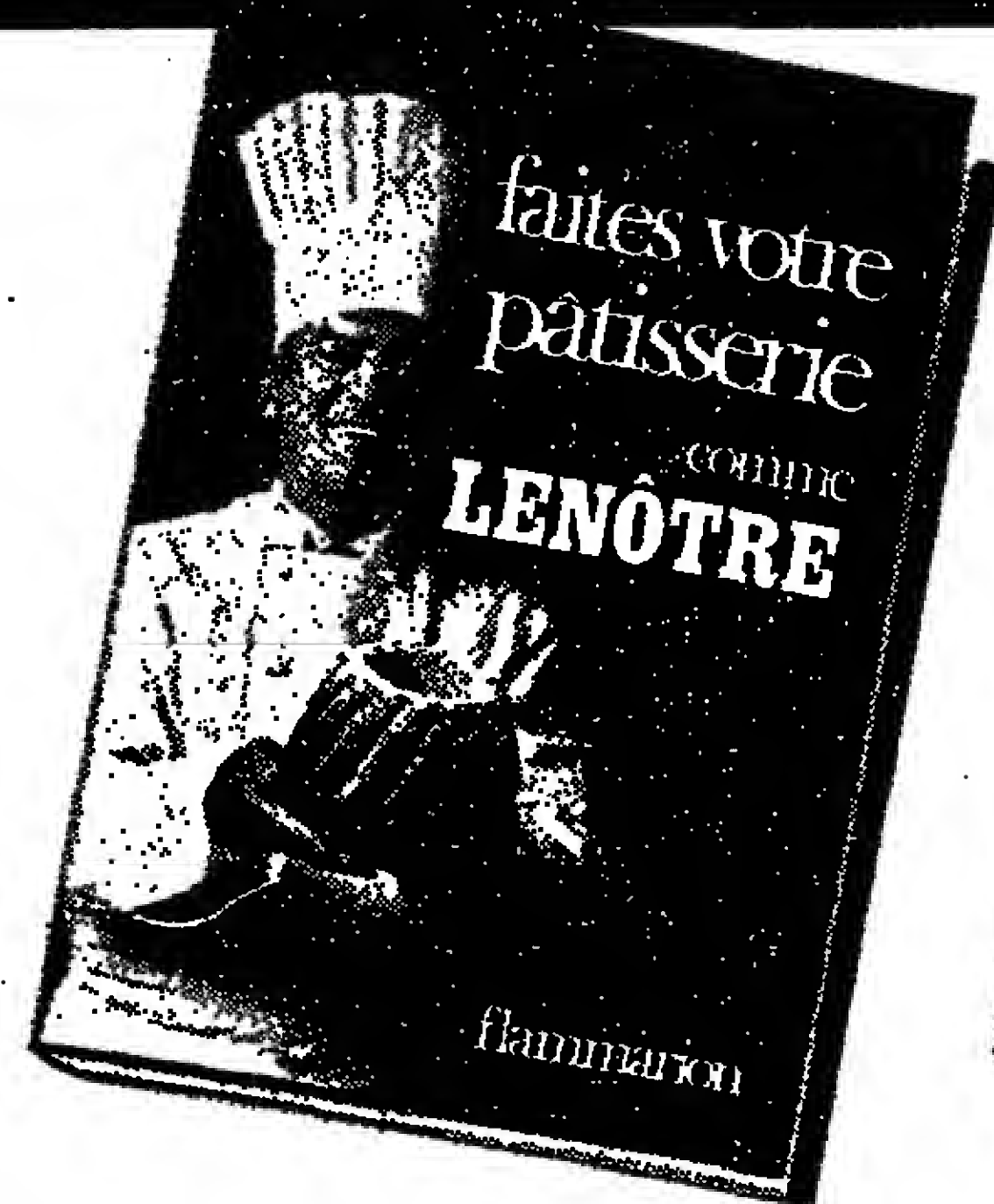
SEPTEMBRE. — Cent trente-huit morts.

20 OCTOBRE. — Assassinat de l'ancien recteur de l'université technique d'Istanbul ; 2 000 militants extrémistes, dont 200 d'extrême droite, ont été arrêtés depuis le début de l'année.

23-24 DECEMBRE. — Massacres à Kahramanmaraç : 30 morts, 1 000 blessés.

Depuis le début de l'année, on évalue le nombre des victimes du terrorisme à plus de 500.

Fêtes : que les recettes de Lenôtre soient les vôtres.



Faites votre pâtisserie comme Lenôtre. Faites vos glaces et votre confiserie comme Lenôtre.

Chaque volume 300 pages. 35 illustrations en couleurs. Relié sous jaquette en couleurs. 80 F.

FLAMMARION

صكنا من الأصل

سكزامن الامحل

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

POINT DE VUE

Clarté et courage politique

par LOUIS LE PENSEC,
YVES TAVERNIER,
et JEAN-PIERRE WORMS (*)

M. Mitterrand: le parti socialiste a besoin d'homogénéité

Dans un entretien accordé à notre confrère la Croix et publié mardi 26 décembre, M. François Mitterrand évoque les problèmes qui se posent à la majorité mal assise, mal à l'aise, qui depuis maintenant mois gouverne la France. Il déclare notamment au sujet des dernières prises de position du président du R.P.R. : « Les réalités s'imposent. Jacques Chirac est en toute certitude qu'il est condamné à disparaître politiquement, et son parti avec lui, s'il laisse le champ libre à Valéry Giscard d'Estaing. D'où sa violence sortie de l'ordre jour. Cela continuera. Pour moi, cette légèreté ne devrait pas dépasser l'élection présidentielle de 1981. Je commence même à me poser la question de savoir si elle ne s'achèvera pas juste avant. Jacques Chirac a perçu qu'il était dans la gène et que cent cinquante députés qui n'ont d'autre ressource que de suivre, en protestant, la politique de M.M. Giscard d'Estaing et de faire représenter une manière de monarchie moins efficace qu'un nombre réduit de députés homogènes, prêts à agir, voire à en découdre. Avec quarante-sept députés, il serait encore maître de la législature. Vous savez que j'ai déjà accepté l'éventualité de la scission de son groupe parlementaire. C'est, je le répète, une démarche courageuse, difficile, et donc courageuse. » (1)

Après avoir exprimé son scepticisme sur l'efficacité du système monétaire européen et sur la construction de l'Europe, il a dit que qu'il existe et que c'est une véritable pensée commun-

taire. Je ne l'aperçois nulle part », le premier secrétaire du P.S. répond aux questions qui concernent sa propre formation : « Au mieux de ma force politique, le P.S. a vécu comme une fédération. Dans les autres moments, comme une cooptation. Or, ainsi que tout organisme vivant, le parti socialiste a besoin d'homogénéité. Et d'abord au sein de sa majorité. C'est le problème d'aujourd'hui. Ce problème qui devra, par nécessité, être résolu lors de notre prochain congrès. »

Sans nommer M. Michel Rocard, Mitterrand poursuit : « J'ai fait tous les efforts possibles pour assurer l'unité du parti, et je crois y avoir réussi. Mais l'unité n'est pas en cause et c'est quand même l'essentiel. Mais je déplore ce goût de l'imitation permanente qui fait que, comme je l'ai dit, on peut s'inspirer d'autrui, certains ont tout de suite envie de revenir à la mentalité d'un petit. »

« L'argument de la rigueur économique n'a été le plus souvent pour moi un droit qu'un moyen de faire taire les revendications des travailleurs, de couvrir les injustices, d'entretenir les gâcheries, d'organiser le pillage du revenu national, et le compte des privilégiés. Méfiez-vous France obéisait lui, à une autre logique ! »

Le débat reste vague. J'entends des critiques, pas de propositions.

« Dans la mesure où, en tant qu'individu à la stratégie d'union de la gauche, qui veut la remettre en cause me combat ! Comme vous le savez, on n'intéresse beaucoup à la succession de la tête du parti socialiste et on cherche à la précéder. Tout cela se traduit forcément en conclusions, en conditions, en intrèques, auxquels s'opposent simplement la ligne du parti. Je n'ai pas à me défendre, moi. Je n'ai qu'à défendre la politique du parti socialiste. »

Au sujet du récent congrès de la C.G.T., le député de la Nièvre déclare :

« Des voix commencent à se faire entendre d'une forte proportion des adhérents de cette centrale ouvrière. Les militants socialistes, dans le respect de leur engagement syndical, jouent un rôle de plus en plus important dans cette heureuse évolution. Récemment, le parti communiste a pris la direction de la C.G.T., a dû en tenir compte. Que l'appareil soit toujours strictement contrôlé par lui est évident, mais un peu d'usage déformé de bas en haut. J'espère qu'il finira par passer dans l'autre sens. »

UN congrès socialiste a pour mission de définir les orientations du parti pour les deux années qui suivent et de choisir la direction chargée de les mettre en œuvre. En principe le premier choix détermine le second. En fait, il est toujours difficile de séparer le choix des hommes de celui des orientations. Mais il ne faudrait pas que la relation entre les deux soit à ce point inversée, que les problèmes d'hommes et les arrangements de pouvoir arrivent à occulter le débat sur les orientations.

Or cette exigence de clarification politique se heurte à deux tentatives convergentes pour bloquer l'ouverture d'un large débat au sein du parti socialiste. La première consiste à susciter de faux débats qui empêchent de poser les vraies questions. C'est la stratégie de la politique à base de procès d'intention, de « pautes phrases », de sous-entendus et d'attaques personnelles. C'est la stratégie du soupçon, « on lui définit les positions de l'autre non pour ce qu'elles sont mais telles qu'on voudrait qu'elles soient afin de mériter la suspicion et les procès en excommunication. »

Le P.C. en use à notre égard. Hélas ! certains membres de la direction socialiste en usent aussi désormais largement à l'égard de toute réflexion critique à l'intérieur du parti. Dans un cas comme dans l'autre, cela ne fait guère progresser le débat.

M. LABBÉ (R.P.R.) : nous tenons la clé de la situation politique.

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a fait mardi 26 décembre, la déclaration suivante : « Après tant d'autres, voici que le premier secrétaire du parti socialiste rejoint la cohorte de ceux qui spéculent sur notre scission. Qui n'a espéré, qui n'espère de la division nos gains ? Il est bon que notre rassemblement suscite toujours ce genre de rumeurs, accusés ou innocents. C'est naturel parce que nous tenons la clé de la situation politique française. « Étant donné l'illusion aux difficultés du parti socialiste, M. Labbé a ajouté : « Comme il est dans, parfois d'apercevoir une toute petite poignée dans l'œil de son voisin... »

M. Notebart présentera une motion

De notre correspondant

Lille. — M. Arthur Notebart, député (P.S.), maire de Lomme, président de la communauté urbaine de Lille, présentera une motion au congrès du parti socialiste qui se réunira en avril à Metz. Au cours d'une conférence de presse, le 26 décembre, il a déclaré en avoir précipité la publication « en vue des interminables discussions parisiennes pour la présidence de la République. » La motion de M. Notebart reprend les idées émises dans la brochure qui a été publiée récemment sous le titre de « Où en est la gauche ? » Elle articule autour des points suivants :

- 1) LA RUPTURE AVEC LE CAPITALISME : pour M. Notebart, « l'abandon du capitalisme n'est pas un projet d'aujourd'hui, n'est pas de savoir s'il est pour ou contre la rupture avec le capitalisme, mais une vérité dans la nature de cette rupture. Les programmes de la gauche globale de la société respiciant sur les valeurs capitalistes. Une réponse strictement économique s'avère tout au plus coup insuffisante. » M. Notebart ajoute : « Le parti n'a pas pour mission de fournir des ministres au pays. Il doit en être de même pour le candidat à la présidence de la République. A ce sujet, il importe de préciser au préalable son rôle et sa mission. »
- 2) EUROPE : la position du P.S. a été définie au congrès de Bagnolet. M. Notebart précise : « Parce qu'il est directement par tous les citoyens des pays d'Europe, le parti socialiste aura une autre légitimité que celle de Strasbourg. Il serait illusoire de prendre le traité de Rome comme seule référence parce que, au moment de la signature de ce traité, trois des neuf pays actuellement membres de la C.E.E. n'y étaient pas engagés. »
- 3) L'UNION DE LA GAUCHE : « Le programme commun n'a pas suffi à unir le P.C. et le P.S. parce qu'il laissait de côté trop de problèmes, tant entre les deux partenaires et en tout premier lieu le problème international qui semble avoir été la vraie raison de la rupture de septembre 1977. (...) Le parti doit mener le dialogue idéologique. Même si aucune espérance n'apparaît dans l'immédiat pour l'unité ouvrière, il importe de situer les divergences chaque jour. (...) »

La deuxième façon de l'escamoter c'est de déclarer d'emblée qu'il n'a pas lieu d'être, en situant l'objet à un niveau de telle généralité qu'on ne peut évidemment que constater l'accord. C'est la stratégie de l'unionisme, qui semble rapidement dans l'« intégrisme » et la récitation rituelle de « la messe en latin ».

Cette attitude sécuritaire a d'autant plus de chances de séduire les militants qu'elle succède à une période où les choses sont allées dans un désaccord non clarifié, n'est ni convaincant ni politiquement efficace. On se souvient de l'accord P.C.-P.S., entre deux tours de scrutin, succédant à six mois de politique... et qu'on ne reproduit pas en notre sein un processus qui a, hélas ! fait ses preuves au sein de la gauche.

Au-delà des choix fondamentaux qui sont la raison d'être du parti socialiste — et que nul ne remet en question — des problèmes réels se posent :

— Comment relancer l'union de la gauche avec un partenaire qui semble

démocraties occidentales et risques de totalitarisme, etc.

Toutes ces questions, l'opinion se les pose, nous les pose. Et d'abord ceux qui ont placé leurs espoirs dans le renouveau du parti socialiste. Si nous refusons de les traiter avec clarté, courage et lucidité, ils auront, n'en doutons pas, sanctionner nos ambiguïtés et nos silences.

Pour le parti socialiste, se montrer aujourd'hui à la hauteur de ses responsabilités historiques, c'est plus qu'une exigence de dignité collective, c'est un problème de survie.

« M. Pierre Mauroy a évoqué samedi matin 23 décembre à Lille la situation du parti socialiste. Il a déclaré : « La vraie question du P.S. est celle-ci : on nous refuse jusqu'à présent le débat. J'espère qu'il aura lieu le 3 janvier prochain. (...) Les déclarations de François Mitterrand seront prises en considération, mais aussi les quatre documents que nous avons rédigés, Michel Rocard, moi-même et quelques autres. (...) Si la majorité du parti surmonte ses difficultés, elle réalisera une motion commune. Sinon, dans l'intérêt même du parti, il faudra porter le débat devant tous les militants et, à ce moment, je présenterai moi-même une contribution. (...) »

Le débat sur l'Europe

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, déclare dans une interview accordée à l'AFP dimanche parue mercredi 27 décembre, qu'un mouvement puissant prend corps pour sauvegarder l'indépendance de la France contre les dangers d'intégration dans « le bloc européen atlantique ».

M. Leroy a ajouté : « De récentes prises de position du R.P.R. permettent de penser qu'il est possible de mettre en échec les projets de démission nationale en accentuant la pression sur les députés de leur propre parti. Le gouvernement à opposer son droit de veto aux décisions de la C.E.E. »

M. Pierre Le Franc, président de l'Association nationale pour la fidélité au général de Gaulle, lance, dans le numéro de décembre du bulletin périodique de l'Association, un appel à la mobilisation des « gaullistes » pour combattre « l'évolution des projets européens » qui, selon lui, « constituent une grave menace pour la France ». Un article non signé

dénonce, en outre, le « parti de la démission » qui « a regroupé et regroupé tous les adversaires que de Gaulle a rencontrés sur son chemin ».

« PRECISION. — L'Union démocratique européenne (U.D.E.), que préside M. Ronald Rémy, nous précise qu'elle n'a pas encore donné son accord à un projet de fusion mis sur pied par le parti européen, le parti fédéraliste européen, le Rassemblement démocratique pour l'Europe unie et l'Union européenne. Ces quatre formations se sont associées au sein d'un rassemblement européen afin de présenter une liste aux élections européennes (Le Monde du 22 décembre). L'U.D.E. nous indique que son objectif est de présenter des candidatures fédéralistes aux élections et de dévaluer l'idée monétariste. Selon l'U.D.E., « les divergences entre les fédéralistes européens de l'U.D.E. et les nationalités européennes du Rassemblement européen ont rendu tout accord impossible. »

1978 : la fracture

(Suite de la première page.)

D'une part, de quelque côté qu'on regarde, la classe politique s'abandonne aux polémiques et aux délices de querelles et de divisions. Il y avait longtemps que tous les partis sans exception n'avaient été aussi exclusivement occupés de s'entre-déchirer, dans une mise en cause des dirigeants.

D'autre part, et par voie de conséquence, le fossé qui sépare cette même classe politique de la masse des Français devient un gouffre dont on ne distingue plus le fond. La vie publique fait penser à un théâtre d'ombres. On a l'impression que le pouvoir flotte parfois sans réussite à maîtriser les événements, que l'opposition de son côté a renoncé à imposer

le dessein d'une autre politique, l'image d'une autre société. Quant aux Français, ils paraissent penser que la « vraie vie » est ailleurs et ils se soucient avant tout soit de leur bonheur individuel, soit de leur bien-être, soit de leur ténacité à fuir la tâche à l'improviste.

Chacun son horizon. Le président de la République a délibérément choisi le troisième millénaire et il réfléchit à la France de l'an 2000 tout en se consacrant pour l'essentiel à la politique étrangère et européenne. Son premier ministre, voué à la gestion, s'assigne l'horizon 1980 comme échéance de son pari économique et social. M. Jacques Chirac, lui, vise 1981 et manœuvre avec la fougue déconstruquée qui caractérise les chefs de la gauche dérivée. Les chefs de la gauche doivent se contenter de vivre au jour le jour en tenant tête tant bien que mal à la contestation qui gronde dans chacune de leurs formations.

d'opposition, le mouvement gaulliste, rebaptisé Rassemblement pour la République, est demeuré par le nombre d'élus le premier parti au Palais-Bourbon.

Inévitablement, s'ouvrent à gauche les procès et règlements de comptes portant sur les responsabilités de l'échec ; et, dans le camp des vainqueurs, le groupe le plus nombreux, formé entre les socialistes et socialistes, aux incidents répétés entre giscardiens et gaullistes, s'ajoutent les controverses, voire les empoignées, à l'intérieur de chacune des formations ; et ce débat-là, prendrait bientôt le pas sur le duel majorité-opposition comme sur les conflits entre partenaires.

La doctrine et les paris de M. Barre

La majorité tout entière pouvait au moins ressentir un sentiment commun : l'immense soulagement d'avoir gagné. Confirmé par ses fonctions à la tête d'un gouvernement remanié, M. Raymond Barre redevenait le Joffre de l'économie avec comme chef d'état-major M. Monory, le Pilsy moderniser de la Rue de Rivoli.

M. Barre entreprenait alors de mettre en œuvre sa doctrine de gestion et de poser les termes de son pari. La doctrine : le libéralisme, la recherche de la vérité des prix et de la modernisation des dépenses publiques. Le pari : jouer sur un maintien de l'expansion, fût-ce à un taux modeste, et le développement du commerce extérieur, gage de la santé du franc, en se souciant modérément de la hausse des prix intérieurs et moins encore de l'augmentation du chômage. Folle politique risquée, rude malgré tout cohérente, mais

tôt, elle est rompue, ou plutôt interrompue, et le R.P.R. émet un vote d'opposition avec les communistes. Tantôt le président du Rassemblement épaise ses élus, tantôt il lâche la bride aux plus impatientes de ses supports. Les jeunes du R.P.R., tantôt encore il s'en prend de façon à peine voilée et très violente au président de la République et au parti de l'étranger.

Car le terrain de manœuvre est évidemment l'Europe, ce qui permet d'accuser les traits du champagne intrinsèque de l'indépendance nationale, homme d'ordre et d'autorité par surcroît. Ces alliés et venus, ces contradictions déconcertent aussi bien certains des « chefs historiques » du gaullisme que l'électorat modéré.

Les déchirements de la gauche

A gauche, l'année n'est pas moins mouvementée.

M. Georges Marchais, aux prises avec les intellectuels du P.C., va de l'irritation méprisante au dialogue, mais de sourde avec ceux qui réclament plus de démocratie dans le parti, plus d'ardeur pour la conquête du pouvoir, plus de solidarité dans l'union de la gauche.

M. François Mitterrand se mesure tout en déplorant d'y être conduit, avec les tendances et les clans, avec ses plus proches lieutenants d'hier qui jouent soudain figure de rivaux. M.M. Michel Rocard et Pierre Mauroy.

L'alle gauche du P.S., le CERES, se divise, elle aussi. A l'autre aile, la tentation sociale démocrate, si elle demeure frappée d'interdit dans les termes, gagne du terrain dans les esprits. Quant au troisième signataire du programme commun, M. Robert Fabre, il a choisis de se rapprocher personnellement de la majorité, tandis que ses amis radicaux de gauche

connaissent, eux aussi, une crise intérieure.

L'échec et les déchirements ne pouvaient pas ne pas retentir dans la gauche syndicale. Prenant leurs distances avec les partis et redoutant de paraître se substituer à eux, les grandes confédérations ouvrières se sont mal remises des secousses subies. Tout en s'en défendant, elles reproduisent les allages politiques et se montrent hésitantes face à la détermination du pouvoir.

Ainsi, de quelque côté qu'on tourne les regards, ce ne sont que querelles, affrontements, soupçons et rivalités. Peux-pleux devant le spectacle que leur offre leurs dirigeants, estimant qu'ils ont fait leur choix en mars et qu'il n'y a pas à y revenir, peu renués par les préparatifs des élections européennes, les Français se détournent une fois de plus de jeux du forum.

Certes ils se sentent concernés par la réforme de la Sécurité sociale, par la modification du système d'indemnisation du chômage, par les hausses du prix de l'essence annoncées pour 1979. Ils restent soucieux de la montée de la violence et s'intéressent aux discussions sur la peine de mort, sur la « légitime défense ».

Cependant échapper aux coups du sort, aux voyous et au fisc, aux accidents de la route et à la faillite, au chômage et à la taxation des plus-values, bref préserver son bonheur individuel semble constituer pour la grande majorité de la population le but actuel de la vie quotidienne. Les heurts politiques, les changements, les rapides transformations d'un monde en mouvement ne laissent pas vraiment indifférents, mais sont suivis comme un film à suspense. On sent bien que tout peut arriver, mais on ne croit guère pouvoir influencer sur le cours des événements. Alors, fataliste ou résigné, on attend que se lève l'aube grise des temps nouveaux.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

| CHAMPAGNES C.C.A. | | | |
|---|------------------|-------|-------|
| GRANDS VINS et CHOCOLATS | | | |
| ALCOOLS et FOIES GRAS | | | |
| EXTRAIT DE NOTRE TARIF GENERAL (plus de 250 références) | | | |
| Remarque : le tout complet | | | |
| Champagnes par six 6 litres de champagne | | | |
| CHARLES JOUBERT | brut | 28,50 | |
| HEIDESCK MONOPOL | brut | 34,00 | |
| H. ARBE | Souris de Pépère | 29,20 | |
| MAJUM | CORON ROUGE | brut | 37,00 |
| CHATELAIN | brut | 37,00 | |
| LOUIS ROEPER | brut | 37,00 | |
| CHAMPAGNE VERT | brut | 37,00 | |
| VINS - vit. par 12 - vit. par 6 - vit. par 24 | | | |
| C1 BORDOUX Chateau RAMBAUD | 75 | 8,50 | |
| C2 CHATEAU LOUVEUX | 75 Graves | 10,50 | |
| a) CH. CARON | 75 | 11,00 | |
| b) MERCIER | 75 | 11,00 | |
| c) BEAULIEU | 1977 | 11,50 | |
| d) CHATELAIN | 75 | 11,50 | |
| e) SAINTEVAL | 75 | 11,50 | |
| f) CHARIS | 1975 | 21,00 | |
| CHOCOLATS | | | |
| ASSORTIMENT SICHARD | boîte | 42,00 | |
| MARRONS BL. ENT. MOUTA | boîte | 21,00 | |
| ASSORTIMENT LINDT | boîte | 42,00 | |
| FANTASIES QUT. MOD. LAMVIN | boîte | 34,00 | |
| GRUTTES WIRSHL. LAMVIN | boîte | 32,00 | |
| BOULES PRALINE | boîte | 32,00 | |
| ASSORT. COTE D'OR | boîte | 32,00 | |
| 103, rue de Turbigo 75003 PARIS | | | |
| Tél : 277.82.27 - jussieu/du Nord | | | |
| Ouvert de lundi à samedi | | | |
| 9 h - 12 h 30 / 14 h - 18 h 30 | | | |
| Magasin "entièrement gratuit" | | | |
| 51, rue d'Alsace PARIS | | | |
| 1 ^{er} stock - règlement en espèces | | | |

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

GRANDE PARADE

Superman, luxe in tenebris

Lampes et manèges, parades sur les estrades des baraques foraines : sous les projecteurs rouges, le froid bled des filières agulcheuses qui promettent à l'intérieur la chaleur du strip-tease intégral. Des étincelles jaunes jaillissent sous les roues des auto-lampes, le blanc crayeux des bouffes frites dans la nuit au parfum de sucre. Les rues sont en fête, le spectacle est dans les vitrines des grands magasins, dans les zoos chimériques où d'effrayants animaux métalliques saluent la foule et font oublier que les tourterelles et les soles sont là pour être vendues.

La tour Eiffel tient entre ses jambes le chapiteau multicolore — patronné par la mairie de Paris, Europe 1, FR 3, Moulins. La jeunesse décampée vient s'y réchauffer, écouter ses chansons, se donner des sensations sur planches à roulettes, draguer un peu. Les restaurants ont mis des petites boules de coton sur leurs portes, collé des décalcomanies de Père Noël et augmenté leurs prix. Pendant les fêtes, la frénésie de dépenses saisi par saccades des pères entiers de population hypnotisée. Tout le monde fait semblant d'être riche, il le fait bien, rien n'est pour rien. Les soldats de l'Armée du salut chantent la charité. La mairie de Paris — initiative d'Emmanuel Dechartré, — offre gratuitement des concerts et des danses, guirlandes culturelles pour agrémenter un temps les écritures fonctionnaires de la Ville, les murs gris de la gare Montparnasse.

Le cinéma pense aux enfants, Walt Disney règne, Superman n'est pas loin. Dans le ciel noir des mondes lointains vrombissent déjà en sensaround les vaisseaux de guerre de Galaxia. Les lutis blancs des ballerines font les Noëls blancs des Opéras. Théâtres et musio-halls brillent de tous leurs feux. Les familles réunies pour les réveillons vont offrir leur luxe de l'année, leur foisonnement d'images à retenir dans leurs mémoires : grand spectacle. — C. G.

LES enfants le savent déjà : Superman sort en janvier. Pour le moment, ils ne pensent qu'à Goldorak, à leur collection d'images, à l'album où ils ne les collent pas, puisqu'on ne trouve rien dans les magasins, ni album, ni mannequin, rien. Mais ils se préparent à l'arrivée de l'homme d'acier, le justicier volant, sans que personne sache comment la nouvelle leur est parvenue. Superman : le film, annoncé simplement deux affiches sur les Champs-Élysées (1).

Le 10 décembre, la première a eu lieu à Washington, en présence du président Carter et de son épouse, d'hommes politiques, d'athlètes, de gens du spectacle. En trois jours de programmation, le film a rapporté, aux États-Unis et au Canada, plus de 7 millions de dollars. Depuis, il est sorti à Londres et en Afrique du Sud. Superman sera à Paris le 31 janvier. Normalement, on met en marche le bataillon des critiques plus de trois semaines à l'avance. Cette fois, il n'y aura pour eux qu'une ou deux projections, quelques jours avant la sortie, et pas dans l'importe quelle salle. Et si l'on s'enquiert à Paris du lancement, auprès du chef de publicité à la Warner-Columbia, celui-ci fait répondre qu'il regrette, qu'il ne dira rien : les États-Unis s'y opposent. Faux suspense autour d'un film que l'on peut aller voir à Londres, vrai mystère du cinéma à l'échelle internationale, quand un seul pays parachute sur plusieurs continents un produit qu'il télécommande.

Ce n'est pas l'importance quel produit. Trois années de suite, pendant le Festival de Cannes, un avion a traîné une banderole « Superman » au-dessus de la baie. On s'était habitué à cette existence dérisoire d'un film littéralement en l'air. Et puis voilà qu'il a pris corps. Il a coûté 35 millions de dollars, c'est presque les budgets réunis de la Guerre des étoiles, de la Fève du samedi soir et de Grease. On y a concentré les éléments qui font courir les Américains dans les salles de cinéma parce que la télévision ne peut pas les offrir. Superman : superfilm.

Une musique de John Williams (qui a reçu un oscar pour celle de la Guerre des étoiles) illustre les cent quarante-trois minutes d'aventures, d'amour et d'humour. John Barry a dessiné les maquettes ; on a mis les proesses des meilleurs techniciens américains et anglais en matière d'effets spéciaux sous la direction de Colle Chilver, au service des pouvoirs de Superman, dans une mise en scène de Richard Donner. On a incarné le personnage : tout cela est affaire de crédibilité. Christopher Reeves, acteur inconnu — mais qui avenir, puisque le producteur, Alexander Salkind ne va pas s'en tenir à un seul épisode, — prête sa carrure et un visage

neuf idéal pour l'identification définitive. Gene Hackman est le démoniaque Lex Luthor, et Marlon Brando, le père du petit Superman. Pour une apparition d'un quart d'heure, il a touché un cachet d'environ 4 millions de dollars. Il vient d'entamer une action en justice, réclamant 50 millions de dommages-intérêts aux producteurs et distributeurs, car, soutient-il, il n'est pas prévu qu'une part des bénéfices réalisés à l'étranger lui revienne.

La planète Krypton, le vaisseau spatial qui sauva du désastre le bébé Superman, s'écroule sur terre par un couple qui fera de lui un Américain moyen, toute la genèse de la bande dessinée créée par Jerry Siegel et Joe Shuster en 1938, dans la revue Action Comics, a été respectée par les adaptateurs, dont Mario Puzo, auteur du Parrain. On n'allait pas raconter des histoires à des millions de gens élevés dans le respect d'une tradition entretenue depuis

terre à terre, on peut penser qu'il sera, à court et à long terme, plus fascinant, plus rentable, que John Travolta.

En France, où la clientèle des enfants est d'ores et déjà acquise (dors que la bande dessinée Superman n'est pas aussi en vogue qu'outre-Atlantique), comment va-t-on lancer ce film, comment lance-t-on les films-événements, les films à grand spectacle ? C'est d'abord une question de rapport de forces. S'il n'y a pas de personnes à Paris pour conquérir une certaine indépendance, ce sont les États-Unis qui décident de tout, depuis la physionomie d'ensemble de la campagne publicitaire, jusqu'aux photographies qui seront publiées dans les journaux, l'affiche, qui sera la même dans tous les territoires, et les extraits pour la télévision. Dans ces cas-là, personne à Paris ne peut faire un geste sans envoyer téléx sur téléx à Londres, où les compagnies ont géné-

reusement les enquêtes du CESP (Centre d'étude des supports de publicité), et l'on connaît sa cible, le créneau sur lequel on « positionnera » ce produit d'information et de consommation, ce « produit de mode » qu'est le film.

Pour Superman on va chercher à passer le seuil des six cent mille entrées à Paris, à dépasser le million. Pas de difficulté pour dépasser la clientèle dite « habituelle ». C'est le public « occasionnel » qu'il faut atteindre, ces 63 % de la population démographique qui se déplacent moins d'une fois par mois, et ceux qui ne vont dans les salles qu'une ou deux fois par an. Pour Sargent Pepper's, il va falloir attirer les adolescents. Le lancement, organisé à Paris, repose sur la venue des Bee Gees au MIDEM (Marché international du disque et de l'édition musicale). On leur aurait remis de nombreux prix pour leur disque, puis on aurait invité cent cinquante journalistes à Monte-Carlo. Mais les Bee Gees ne veulent pas venir. Ils ressemblent en cela à la nouvelle génération d'acteurs, celle qui va de Robert de Niro à Al Pacino, qui ne se pille plus avec conscience et professionnalisme aux besoins de la promotion, aux desiderata publicitaires.

Un mot de Roger Glequel au journal du soir, un extrait passé « chez Drucker » le dimanche après-midi, comme on dit « chez Flot » dans le monde des livres : cette publicité gratuite compte davantage que les dizaines de milliers de francs engloutis par les arrières d'autobus, les panneaux des Champs-Élysées ou du métro, ou les arbrifs, qu'il faut retenir un an et demi à l'avance. Et pour les chefs de publicité, l'attachée de presse est souvent la cible de votes : sur elle repose en partie la « rédactionnelle », c'est-à-dire tous les articles publiés sur un film.

Ce sera ardu, pour Superman. Il n'y a pas de sujet pour dépasser le cadre du film (comme les ovnis pour Rencontres du troisième type). Pas moyen non plus de se reposer sur le « phénomène » (phénomène disco, phénomène Travolta). En attendant, la publicité payante mobilisera les ressources payantes de l'affichage, puis on fera appel à la radio, « média de grande profondeur ». On exploitera les dons d'ubiquité de Superman, on en fera même des concours et des jeux, pour tout le pays.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) La, on pourra acheter ce qu'on voudra comme T-shirt et poupées, mais que seuls les films de Walt Disney bénéficient jusqu'à ce jour de ces environnements, qu'on appelle le merchandising, et qui repose sur l'acquisition de licences.



Extrait de « La Bande dessinée » par Jacques Zimman.

quarante ans. Superman, donc, est dans la vie le très « inoffensif » reporter Clark Kent, bouclé par sa collègue Lois Lane, fille du héros magique, dont la force est sans limite, qui vole plus vite que la lumière (ça lui permet des voyages dans le temps), qui change le charbon en diamant, abat les forêts, voit à travers les corps, soulève les bateaux. Il est beau, il est généreux, il est le sauveur de la veuve, de l'orphelin, de l'humanité, du président des États-Unis, dès qu'il faut déjouer un complot. Quand le petit journaliste se change et réapparaît en tenue mouillée et cape, il y a là le charme de la bande dessinée, renforcé par les pouvoirs du cinéma. Un quidam qui devient un surhomme quand la situation l'exige : fantasme universel. Comme Superman est en plus un séducteur, avec un érotisme qui reste

ralement leur siège social, ou aux États-Unis. Si de là-bas on décide de modifier tel aspect de la campagne, cela suffit pour bloquer toutes les opérations en France.

La liberté de manœuvre varie selon les compagnies, les chefs de publicité sont plus ou moins « créatifs », les directeurs artistiques existent ou pas, les agents chargés d'acheter l'espace publicitaire ont du pouvoir ou ne sont que des intermédiaires. Les budgets diffèrent : 2,6 millions de francs — presque le coût moyen d'un film français, — pour la promotion de Superman, ou 1 million pour Sargent Pepper's Jonty hearts club band, qui va bientôt sortir, distribué par CIC (Cinéma International Corporation). Mais pour chaque film la démarche est la même. On se livre au marketing (étude du marché où l'empirisme règne quand il s'agit de cinéma), on étudie so-

La belle aventure

A Brétigny-sur-Orge, dans un loftissement en pleine campagne, se dressent les deux hangars (1 600 mètres carrés) des productions DO FA de Nick Varian, entreprise de galas lyriques qui fait « tourner » en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse, une soixantaine d'opérettes. Dans cette double caserne d'Ali-Baba, Nick Varian, directeur artistique, entretient ses trésoirs. Auberge espagnole, port méditerranéen, salons et forêts, balcons pour sérénades, pergolas de guinguettes, palais chinois, jardins ensolés et places publiques, voilà les beaux décors du trompe-l'œil et de l'illusion. Les grands lustres de My fair lady sont en matière plastique mais, sur scène, ils prennent l'éclat du cristal. Des hangars de Brétigny, les décors de rétro parlent par camions avec, soigneusement pliés dans des malles d'osier, les costumes — toujours frais parce que constamment entretenus, rénovés, — qui vont habiller interprètes et figurants de la Veuve joyeuse, le Pays du sourire, les Cloches de Corneville, Phil-Phil, la Fille de Madame Angot, l'Auberge du cheval blanc, Rose-Marie, Valse de Vienne, Rêve de valse, la Belle de Cadix, Andalouse, Colorado, la Route fleurie, le Chanteur de Mexico, le Prince de Madrid, Viva Napoli, Pêcheur d'étoiles, et bien d'autres.

Or l'histoire des productions DO FA est aussi romanesque qu'un livret d'opérette. Comme si l'opérette débordait dans la vie. En 1948, Nicolas Varian, jeune Roumain émigré, arrive à Paris, nanti d'un premier prix de chant au Conservatoire de Vienne. Il parle le roumain, l'anglais, l'italien, le yiddish, mais pas beaucoup — et mal — le français. Il va trouver les imprésarios, passe un tas d'auditions... et doit, pour gagner sa vie, chanter dans les rues avec sa guitare. Un engagement dans une boîte de nuit

lui vaut pourtant une recommandation pour le directeur du Casino Montparnasse. Là, Jane Sourza répète la Foule aux yeux d'or, de Marc-Cab. Elle entend le chanteur et le troupe très bien. Du coup, Marc-Cab lui donne à apprendre la Belle de Cadix, le succès de Luis Mariano, et l'envoie à un professeur de phonétique. Huit jours après, Nicolas sort par Oscar de la Belle de Cadix et il lui reste juste un léger accent qui justifie l'espagnolade.

C'est arrivé au Mans

Il faudra bien, alors, que le destin se manifeste. Notre Roumain passe une audition chez un imprésario au moment où un directeur de théâtre téléphone pour réclamer quelqu'un qui remplacerait Rudi Hirtogoyen... dans la Belle de Cadix. Nicolas fait un essai au téléphone. Il est engagé au Mans. Le soir de la Belle de Cadix, il remporte un triomphe. Il va chanter, par la suite, plus de huit cents fois la Belle de Cadix, devenir aussi l'interprète du répertoire Mariano. Mais ce n'est que le commencement et Le Mans fleurit de sa voix. Nicolas ne le sait pas encore — est la ville natale de Jacqueline, celle qui va beaucoup compter dans sa vie.

La scène se passe chez le professeur de phonétique où Nicolas Varian — rebaptisé Nick Varian, par Aimé Mortimer, depuis son passage au Train de plaisir, émission radiophonique animée par celle-ci — vient répéter le Pays du sourire qu'il doit chanter à Toulouse. Une jeune fille est là qui chante et joue du piano.

Jacqueline a fait des études musicales au Mans, puis est venue à Pa-

ris, à la Sorbonne. Titulaire d'une licence de lettres et d'un diplôme pour l'enseignement de la musique dans les lycées, elle a choisi la musique. Choriste dans une représentation de concert des Soirées de Faust, de Schumann, elle a été remarquée par le critique Antoine Goléa, qui lui a conseillé de travailler sa voix. C'est pourquoi, ce jour-là, elle se trouve chez le professeur de phonétique. Il lui demande de tenir le piano pour accompagner un jeune ténor. Elle accompagne donc Nick Varian qui, comme par hasard, chante « Je t'ai donné mon cœur ». C'est le grand air du Pays du sourire. Ils se revoient, ils se marient et ils auront deux enfants.

Nick pousse Jacqueline à prendre des leçons de comédie, l'encourage à venir à l'opérette. Nommé professeur de musique au lycée La Fontaine, elle se fait mettre en congé « pour convenances personnelles », et donne la réplique à son mari lorsqu'il reprend ses rôles. Nouvelle intervention du destin grâce au télé-phonie. Le directeur du théâtre de Reims cherche une fantaisiste pour Roses de France. L'interprète retenu s'est cassé la cheville. Il faut apprendre le rôle en deux jours. Nick Varian connaît-il quelqu'un ? « Oui », répond-il sans hésiter, « ma femme ». Jacqueline relève le défi. Elle part pour Reims ; elle va y faire toute la saison. La voilà devenue Arta Verlen. Elle joue les classiques de l'opérette, Véronique, la Fille de Madame Angot, la Fille du tambour-major, Ciboulette et tout le répertoire Francis Lopez. Chanteuse fantaisiste, sa grande spécialité est le rôle d'Aspasie dans Phil-Phil. On la voit aussi à Paris dans une femme par jour. Nick Varian continue sa carrière et chante, outre l'opérette,

l'opéra italien. Mais il a envie d'autres choses : fonder sa propre compagnie.

Sur deux notes

Nick Varian a traduit en français une opérette sur la Roumanie, Rhapsodie tzigane, qui a été remaniée par Maurice Yandair. La musique du folkloriste roumain a été adaptée par Jacques Métehen. Les Varian s'occupent eux-mêmes des décors et des costumes et se lancent dans l'aventure de la production. Rhapsodie tzigane est créée au Mans (ville qui revient souvent dans cette histoire) en 1960, avec un succès foudroyant aux fêtes de Noël et du Jour de l'an. Nick Varian et Arta Verlen sont le jeune premier et la jeune première. A la suite de cela, plusieurs théâtres demandent Rhapsodie tzigane. C'est la naissance officielle des productions DO FA, deux notes de musique pour la raison sociale mais aussi et surtout — valeur sentimentale — les premières collaborations de Doña Fabiola, les deux prénoms de la fille du couple. Nick quitte alors la scène et se consacre à l'administration de ses tournées. Sa femme ne cessera jamais de l'aider. La réussite des productions DO FA leur sera commune. A Rhapsodie tzigane s'ajoutent la Belle de Cadix, Phil-Phil, Rêve de valse, la Veuve joyeuse... En 1964, Luis Mariano fait pour Nick Varian des maquettes de décors destinés à la Belle de Cadix. Nick achète des costumes en Espagne et promène l'opérette dans une tournée internationale : France, Belgique, Canada, Mexique, avec Mariano en vedette. Au retour, le chanteur va créer le Prince de Madrid au Châtelet. Le succès épuisé, Mariano repart avec les productions DO FA pour une nouvelle tournée internationale du Chanteur de Mexico.

L'affaire a pris une ampleur considérable. Il a fallu des locaux (dans Paris, avant l'installation à Brétigny) pour les décors et pour les costumes, des camions et du personnel. Nick Varian reprend tout le matériel de la compagnie Royale, puis, en 1972, rachète les tournées du Châtelet, qui ont le répertoire du célèbre théâtre. Les productions DO FA deviennent — et sans aucune subvention de l'État — la plus grande compagnie française de tournées lyriques. En fait, leur activité est double. D'une part, la programmation « à la carte » d'opérettes à Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Béthune, Le Mans, et partout où il n'y a pas de troupe sédentaire. DO FA fournit les spectacles montés avec vedettes, seconds et petits rôles, choristes et matériel. D'autre part, les prestations de services aux théâtres : location du matériel et des costumes selon les demandes. Il y a aussi, parfois, des créations : Gipsy et Pêcheur d'étoiles, rodées à Lille avant d'arriver au Châtelet ; Folles parisiennes d'Offenbach et My fair lady, à Rouen.

Pour les fêtes de Noël, cette année, les productions DO FA (affaire de famille, puisque les enfants Varian, la fille et le fils, y travaillent avec leurs parents) ont dix-sept opérettes à grand spectacle dans les théâtres, dont onze en location. Rose de Noël, qu'on donne actuellement au Châtelet, est une production Varian, comme Viva Napoli, programmé sur TF1 le 24 décembre. L'entrepôt de Brétigny-sur-Orge, est en afferme. On décroche les costumes, on prépare les décors, les camions font la navette. Parce que l'opérette, quand on l'aime, on ne s'en déprend jamais.

JACQUES SICLIER.

صكزامن الأصل

صحنه من الأصل

GRANDE PARADE

Pages réalisées par HERVÉ GUIBERT

Le grand spectacle — revue de musico-hall, opérète — est un type de spectacle qui marche sur la stupefaction, l'excès, la démonstration d'un luxe aussiôt ravi et toujours renouvelé, jusqu'à l'épuisement. Un spectacle des Folies-Bergère ou du Lido est conçu sur le rythme, sur le nombre de changements de décors et de costumes, comme une succession d'euphories et d'extases. Chaque tableau repose sur la stilette des corps qui défilent et s'entassent, sans d'autre issue que la saturation, jamais atteinte que dans le final, toujours coupée par le noir ou le rideau qui tombe. C'est, comme la montée du plaisir, une accumulation de fantasmes — là les corps, les tissus et les couleurs qui les découvrent, — mais le plaisir est sans cesse remis, chaque nouveau tableau reproduit une nouvelle proposition de fantasmes, corps, décors, costumes. Le grand spectacle est un spectacle de longue durée, de deux à trois heures, qui doit griser et fatiguer le spectateur.

Le grand spectacle est aussi un spectacle qui marche, devantage que les autres, sur le voyeurisme. Le corps de la git, choit très grand, et rebasé par des talons et des chapeaux qui lui font parfois atteindre 3 mètres, est un corps géant, gonflé (on ne parle plus de silicone), poudré, exhibé dans des écrans de plumes. Une revue de musico-hall pourrait se regarder comme une présentation de bordé, mais les corps sont inaccessibles, ils terrassent le spectateur, s'évanouissent sitôt apparus. Ce sont des corps-mirages pour de fugitives fixations. Ils se reproduisent en séries, en lignes, le spectateur peut à son gré découper dans la bande un corps de préférence, qu'il cherchera d'un tableau à l'autre.

Le corps de la danseuse de cancan s'écartèle sous l'œil du spectateur enfoncé dans son club : ce tissu troutroutant comme un agrandissement de plissée féminine. Le grand spectacle a conservé les idées de princesses, de performances, d'un corps dont on exige toutes les souplesses. Le grand écart de la pétiteuse sur la piste de glace du Lido fait mal.

Simpliste, le grand spectacle s'approche du défilé, mode ou corps de ballet. Les premiers spectacles présentés au Châtelet étaient des défilés militaires, avec des animaux. Le grand spectacle est par excellence le lieu de l'illusion : les décors sont des toiles peintes en trompe-l'œil ; le chef d'orchestre, avec un casque sur les oreilles, dirige un orchestre à moitié imaginaire dont seuls les cuivres et les percussions sont présents, les violons et les flûtes défilent sur bande magnétique. Il était intéressant de raconter les grands spectacles de leur coulisses, d'être à la frontière de la réalité et de la féerie, car là plus qu'ailleurs le passage de l'envers à l'endroit du décor est vertigineux. — H. G.

J'AI rendez-vous aux Folies-Bergère à 20 heures, peu avant le début du spectacle. Je laisse la façade dorée ou étincelle le nom de la meneuse de revue, Eva Miller, et je passe par l'entrée des artistes, dans une ruelle sombre. Des machinistes boivent une bière avec des filles en peignoir dans un bar minuscule. Je dois rencontrer le directeur artistique, Michel Gyarmathy. Il me fait un peu attendre. Quand je me lève pour me présenter, il me fait aussitôt rasseoir, il m'a pris pour un danseur qui sollicite une audition. Il me reçoit dans son bureau encombré de dessins de costumes et de cartes de visite. Il m'en montre une, justement, afin que je ne me trompe pas dans l'orthographe de son nom. C'est un vieux juif hongrois qui porte une chaîne de médailles en argent énormes autour du cou et des bracelets similaires aux poignets. Il veut bien me laisser aller dans les coulisses, à condition que je n'adresse pas la parole aux danseuses : « Si vous voulez en voir une, j'en ferai venir dans mon bureau pendant l'entracte, elle parlera en ma présence. » Il veut savoir si je n'ai pas d'appareil photo dans mes poches.

foite, elle est payée un peu plus cher. » Le téléphone sonne : « Quel nom, dites-vous, mademoiselle ? Je n'ai pas eu l'honneur d'entendre beaucoup parler de vous ! Vous êtes meneuse de revue ? Tentez votre chance, venez vendredi à 4 heures, au rendez, mademoiselle ! » Il raccroche et m'accompagne dans les coulisses.

Le plateau des Folies-Bergère est très étroit, il fait seulement 6 mètres de profondeur. Des toiles peintes descendent des cintres, mais il n'y a pas de place pour entreposer au fond de la scène des éléments de décors ou des accessoires : les machinistes les apportent au fur et à mesure des tableaux. Je dois me garer dans un couloir étroit où les girls et les boys finissent de mettre leurs costumes. Une habilleuse, une vieille petite dame en blouse perchée sur des bottines et portant sur l'épaule un amas de plumes, me demande de ne pas rester dans la loge commune, car ces dames, dit-elle, n'aiment pas qu'on les regarde.

Les danseuses n'ont que quelques secondes durant le changement entre deux tableaux, et elles dévalent les une derrière les autres sur des escaliers de bois chancelants. Elles ont des chapeaux démesurés, des robes à cerceaux gigantesques, et elles courent de biais, comme des crabes, pour passer dans le couloir. Elles montent les escaliers du décor, réajustent toutes leur perrière au même moment, le rideau s'ouvre, elles sourient en ouvrant les bras à 45 degrés, le rideau retombe, elles dégrin-

gent l'escalier, se plaquent face au mur en attendant qu'un machiniste, mécaniquement, désabrité mais avec une grande gentillesse, descende dans leur dos la fermeture à glissière, la robe tombe, elles sont nues et se précipitent dans leurs loges, les habilleuses ramassent les robes en paquets, qu'elles portent sur leur dos et à bout de bras. Je remarque dans cette cavalcade des dominantes de couleur, le rose, le lilas, l'argente.

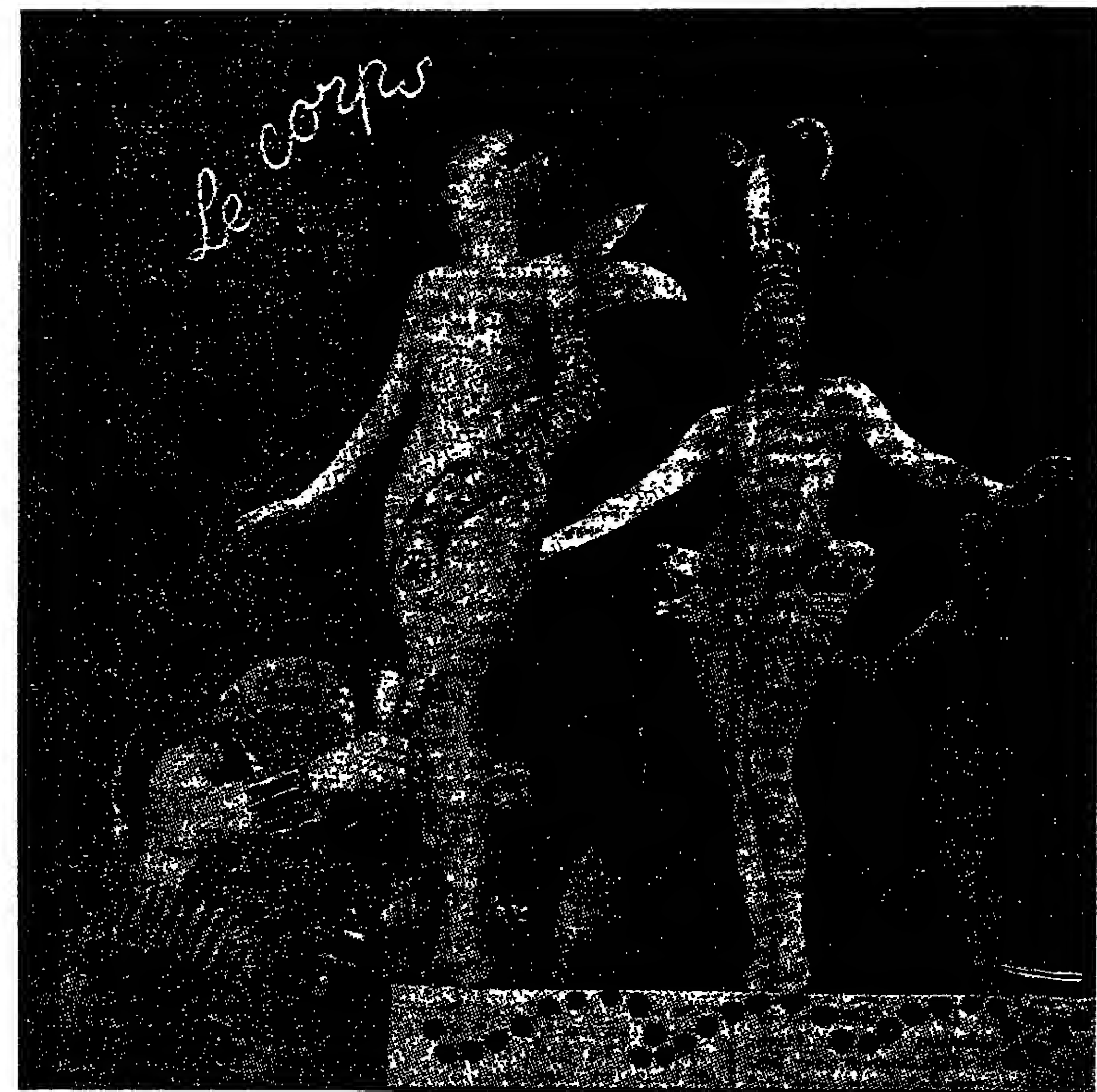
Un machiniste marche sur les mains ; un autre dit qu'il a l'âge de Tino Rossi, et qu'il chante aussi bien que lui. On apporte sur un chariot la grande lune lumineuse. Le danseur nu, un moustachu fier qui croise les bras sur sa poitrine velue et a entre chaque cheveu la marque du peigne, vient prendre place. Il parle au machiniste qui va hisser la lune, et l'un a beau être nu et l'autre habillé, le parlent d'« homme à homme », d'« égal à égal », de voitures et de réparation de chauffage. Arrive la danseuse nue, qui doit aussi monter sur la lune. Ils se voient pour la première fois de la soirée, ils vont faire ensemble leur numéro d'acrobatie, et ils ne se parlent pas, ne se regardent même pas. « C'est là que les Athéniens s'attaquent », dit le machiniste en regardant monter la lune.

Pour s'échauffer, les danseuses de cancan projettent leurs jambes sur les épaules des machinistes et font des flexions. « Ne me décoiffe pas ; j'ai du mal à me coiffer. » La maîtresse de ballet dit au danseur-vedette de rentrer son ventre. Les machinistes arrêtent de lire l'Équipe pour apporter les bagnoires en plexi munies de téléphones roses. Le fond de la scène est tapissé de quatre grands miroirs ; pendant l'entracte, on essaie les jets d'eau. Un danseur promène ses deux cockers. Les machinistes sont assis sur les chevaux empanachés qui attendent le final. Il y a sur les murs des notes de service, où l'on menace les danseuses de blâmes si elles ont des absences non justifiées, ou si elles manquent trop souvent leurs entrées. La direction annonce qu'elle prend en charge la décoration des artistes jusqu'à une somme de 80 F. T.V.A. comprise : il suffit d'aller retirer son bon de décoloration chez l'administrateur.

Une danseuse égarée, costumée Moyen Age avec une coiffe triangulaire sur la tête, relève d'une main sa traîne de tulle et, l'autre main posée sur la poitrine, le teint très pâle, elle tousse longuement d'un souffle convulsif, appuyée contre un montant du décor. Une habilleuse secoue un costume et crie : « Oh ! un café ! » Les danseuses viennent prendre place sur les escaliers du décor pour la scène des naldes. Elles gardent leurs poignets jusqu'à ce que le rideau se lève, puis elles jettent par terre. L'une d'elles trébuchante : « C'est toi qui remplace Roméo ? ... Alors qu'est-ce que tu fais là ? ... Tu es journaliste, qu'est-ce que tu vas écrire ? Ici, on travaille à la chaîne, ça ne peut se dire... On n'est pas considéré en tant qu'artiste, surtout les femmes... Sinon, c'est beau, tu as vu les décors ? ... Heureusement qu'on se tient les coudes entre nous et qu'on est soutenues »

par les syndicats... La concierge nous prépare des petits plats pour pas cher... On arrive à 8 heures et on se maquille tout le corps. Dans les loges on discute ; on se remonte le moral. L'après-midi, on est au Conservatoire ; je prends des cours de danse trois fois par semaine... Il y a beaucoup de filles qui sont mariées... Il faut une vie équilibrée pour faire ce métier. »

La scène du Châtelet est immense : on se perd un peu entre les pans de toiles peintes et les anciens décors remis dans l'ombre. Il y a des escaliers dont les portes à battants semblent s'ouvrir sur rien, mais il en sort un valet de chambre, un hussard et un



jeune premier grippé, qui ne retirera son écharpe qu'au moment d'entrer en scène. Le régisseur est sur le côté de la scène, face à un poste de télévision qui montre la fosse d'orchestre. Il descend le rideau de fer, puis il fait démarrer la publicité. Dans un coin un chanteur fait ses vocalises. Le régisseur parle dans un micro : « Messieurs-dames, rapidement en scène. Ce soir, Monsieur X... jouera le rôle de Joseph. Monsieur Y... a repris son service. » Les machinistes sont assis dans le décor, sur les chaises d'une boutique de chapeaux : c'est le premier décor de Rose de Noël. Les autres décors sont déjà prêts derrière, et les toiles se lèveront les unes après les autres pour laisser paraître une gare, une taverne ou un jardin public. Le régisseur frappe les trois coups : « C'est parti, mon kiki ! »

d'absence : « J'ai le trac parce que j'ai encore de la fièvre, il faut que je me remette dans le bain... J'avais une « doubleure », c'était un type de quarante-cinq ans qui jouait un rôle de dix-huit ans. »

Le régisseur fait une annonce au micro : « Les artistes du corps de ballet et du chœur désireux de toucher un acompte sont priés de se rendre au bureau de M. Untel. » Le hussard est affaî sur un ancien décor : « Mais qu'est-ce que tu fais là ? — Je suis fatigué, la fièvre me fout par terre. » L'habilleuse, qui ne manque pas un tableau, suit le spectacle par un rideau du côté et bat la mesure en même temps que le chef d'or-

jeune première entre dans sa loge et, par l'entrebâillement de la porte, l'aperçoit Mireille Mathieu qui « passe » à la télévision. Les machinistes se préparent pour la scène du ballet volant : ils ont apporté des tables contre les rideaux et ont installé des sortes de poulies, ils sanglent les danseuses qui réajustent leurs tutus, puis ils les accrochent aux cordes. Ils montent sur les tables et, au signal donné, ils sautent les uns après les autres pour pousser les danseuses vers les cintres. Celles-ci m'interpellent :

« Hé ! c'est nous les danseuses volantes ! Notre moment préféré, c'est celui où on descend. On ne touche même pas une prime de risque, même pas 5 F, ça,

vous pouvez l'écrire, et ça fait mal, c'est l'enfer, heureusement que ça ne dure pas huit heures ! »

Le régisseur m'emmène dans un bureau pour me montrer, derrière une porte, la liste de toutes les opérètes qu'on a jouées au Châtelet depuis 1933, et le nombre de représentations : La Poudre de perlimpinpin ; Les Pirates de la savane ; Le Secret de Miss Aurure ; Maléfique roi nègre. « Dans le Tour du monde en quatre-vingt jours, trois mille quatre cents représentations, nous avions un avion grandeur nature qui descendait du ciel. Dans Annie du Far-West, nous avions un petit éléphant et dans Monsieur Carnaval une voiture en marche. Et puis nous avons

U.G.C. BIARRITZ (v.o.) - U.G.C. DANTON (v.o.)
CAMÉO - BIENVENUE-MONT-PARNASSE

VITTORIO GASSMAN
un film de
ETTORE SCOLA
d'après
une nouvelle de
MACHIAVEL

Belfagor
LE MAGNIFIQUE

CLAUDINE AUGER • MICKY ROONEY

avec ETTORRE MANNI • ANIBELLA INCONTRERA • SHERILL MCCAN • LIANA ORFÈ • LUIGI VAN NULCI • GEORGIA HOLL
et GABRIELE FERZETTI

Le chef d'orchestre apparaît sur le poste de télévision et attaque l'ouverture. L'habilleuse, une ancienne danseuse du Théâtre Mogador, passe avec sa blouse de nylon blanc entièrement recouverte par les signatures des artistes qui ont joué la précédente opérète. L'encre est indélébile, et elle a quatre blouses de rechange, une par spectacle. Le régisseur va sonner une cloche à l'avant-scène, une danseuse arrive, et elle s'écrie : « Oh ! je n'ai pas signé », et disparaît dans un bureau. Le pompier suit le spectacle d'un air las, la main sous le front et le coude sur le genou, en regardant la télévision.

Mlle Toti va bientôt entrer en scène, et aussi Mlle Ludovica. Elles se parlent tandis que le contreur repasse à leurs pieds un volant violet, et le moment où il casse le fil entre ses dents confonde exactement avec opinion où elles entrent en scène : « La mienne n'est pas volée du tout, du moment que ce n'est pas dans son assiette, elle ne mange pas. » Le jeune premier se bouche les oreilles aux notes trop aiguës de la jeune première. Il revient après huit jours

Ascenseurs

Le grand spectacle est un spectacle à effets, à apparitions et disparitions qui nécessitent une machinerie complexe, de grands plateaux et un personnel technique considérable. La machinerie elle-même est utilisée comme effet de spectacle, puisque beaucoup de changements de décors sont faits « à vue » : au Châtelet, les spectateurs voient s'ouvrir le plancher de scène et s'élever un ascenseur dans lequel le décor entier est construit : au Lido, les girls et les boys prennent place sur des décors chargés dans les dessous ou dans les cintres, qui montent ou descendent avec eux jusqu'au niveau de la scène.

On compare souvent un théâtre de grand spectacle à un navire : certains machinistes sont d'anciens marins, de nombreux termes techniques (flins, cabotans...) sont empruntés à la marine. Autrefois le Châtelet avait son menuisier, son tapissier, et même un forgeron. Dans Volga, la dernière opérète à grand spectacle qui a coûté plus de 6 millions de francs, on a eu recours à un ingénieur des mines pour installer des tapis roulants sur lesquels pouvaient galoper des chevaux. Le couple-vedette s'envolait en trois, poursuivi par deux cosaques, un paysage giré défilait derrière eux pour recréer le mouvement. La fabrication, quasiment artisanale, du fait et sa reproduction chaque soir mobilisent toute l'équipe technique.

Les dimensions et les nombres du grand spectacle sont impressionnants : la scène du Châtelet fait 35 mètres de profondeur, celle de l'Opéra peut atteindre 58 mètres quand on ouvre, pour les défilés du corps de ballet, le mur qui sépare le fond de la scène du foyer de la danse. Cent techniciens travaillent sur le plateau, sans compter le service d'habillage. Ils démontent le décor dès le fin de la représentation, une autre équipe vient parler les relayer à 6 heures du matin, et l'après-midi ils préparent le décor

LES SPECTACLES

Jusqu'à l'épuisement

Le luxe,

Ascenseurs

Sur l'illusion

GRANDE PARADE

jusqu'à l'épuisement

en toutes les vedettes : Luis Mariano, Georges Guétary, André Dassary...

A l'Opéra, tout est plus administratif : un attaché de presse diligent ne me quittera pas une seconde pendant trois heures et demie...

Il est 19 h. 20, peu avant le lever de rideau. Des jets d'eau sont pulvérisés depuis les cintres pour faire tomber la poussière.

Péripétie fascinant dans la partie secrète de l'Opéra : les coulisses sont encombrées de pupitres, un chanteur en haillons téléphone dans une cabine. Dans les sous-sols, un ruissellement silencieusement s'élève...

bien s'étonner au dernier acte. Tandis que la salle continue à applaudir, l'administrateur se précipite sur la scène pour acclamer la chanteuse.

Le plateau est divisé en « rues » et en « fausses rues » qui peuvent être démontées et se répètent identiques sur sept étages de sous-sol. Nous nous rendons dans le premier sous-sol car deux accessoiristes soutenus par un pompier et un chef de chant, vont devoir recueillir le sang de Samson dans une cuvette...

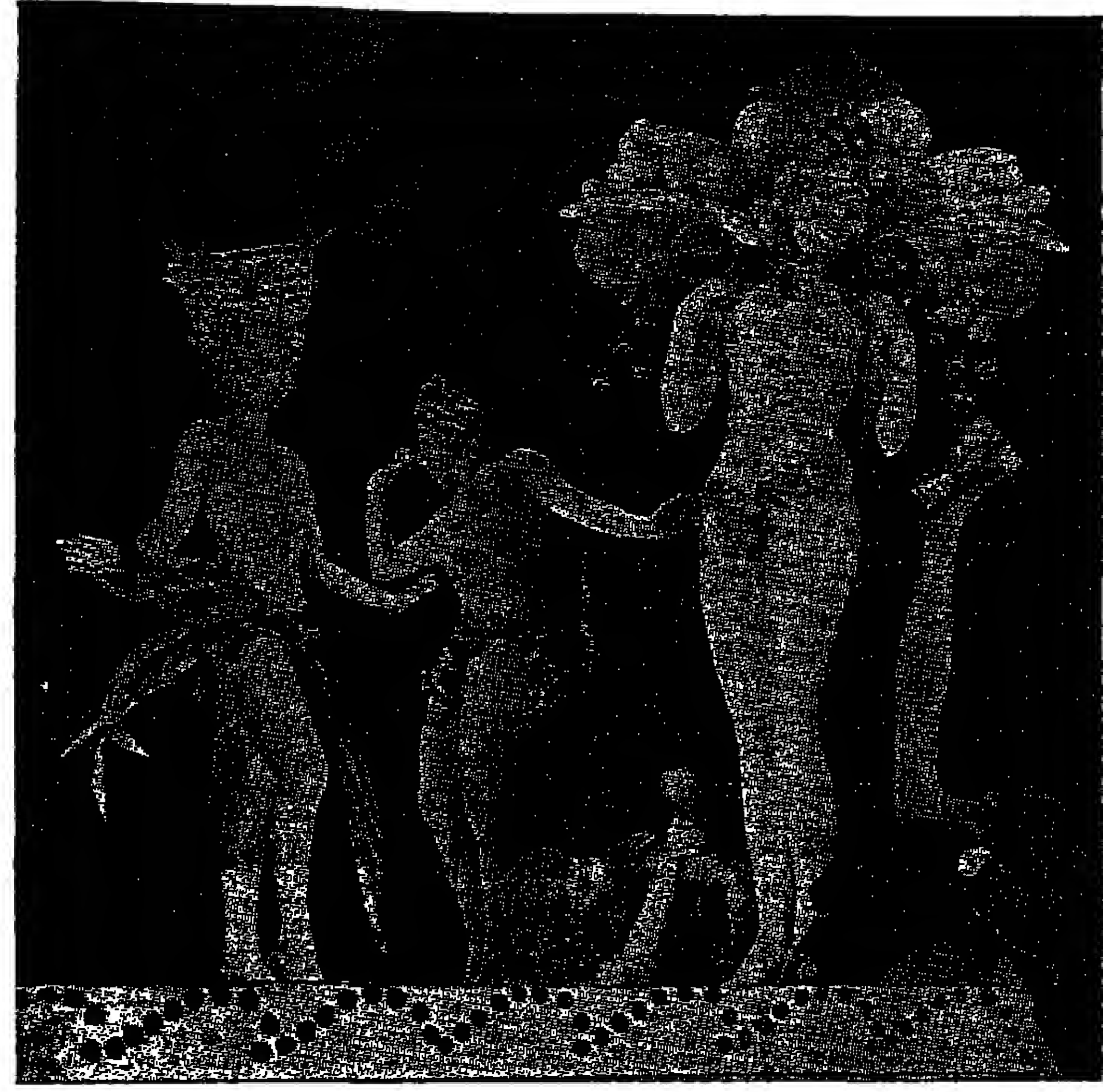
d'idées, puis je calcule le minutage pour le donner au compositeur. Je fais la chorégraphie une fois que fait la musique. Le travail de répétitions avec les filles dure environ deux mois.

Roland Léonar, le directeur du Moulin-Rouge, me fait visiter sa petite maison. « Il faut de la plume, de belles filles, une bonne chorégraphie et une bonne musique. Le public aime découvrir ce qu'il connaît déjà, disait Cocteau ».

Dans un tiroir de son bureau, j'arrive à lui arracher un vieux programme du Bal Tabarin. « J'y tiens sentimentalement, c'est l'époque où ma femme était danseuse au Tabarin ».

Je visite l'installation du Lido : on se croirait dans une usine, avec ses pompes hydrauliques et ses postes de commande lumineux. Dans les coulisses, c'est toujours la même agitation, la même cavalcade des girls, qui retirent en gémissant leurs tours de cou au sortir de la scène.

Cette fois, j'ai envie de suivre le spectacle depuis la salle. On vient de voler la Joconde au Louvre, les voleurs montent un escalier dérobé avec la toile sous le bras, ils arrivent sur les toits de Paris.



Programme de Tabarin 1933.

inspecte le décor, on vérifie les éclairages. Il y a une centaine de techniciens sur le plateau, qui vont bientôt se mêler aux cent choristes et aux quarante figurants. Quarante-cinq musiciens, dans la fosse d'orchestre, attendent leur chef.

Dans leur loge, les figurants font des parties de poker et bâillent. Bribes de phrase échappées de la bouche d'une danseuse avant qu'elle entre en scène : « Même pas un démanant ! » Le rideau vient de tomber, et un accessoiriste court sur la scène en agitant dans tous les sens une casserole d'encens.

avec du bifteck haché ! » Le sang vient d'être déversé, et le second accessoiriste s'apprête à souffler dans un tube enflammé de la poudre de lycopode : « Un, deux, trois, attention, vas-y, go ! C'est tout ce que tu as dans le mou ! Après, je te file un coup d'extincteur ! Tant pis pour toi ! »

pour l'illusion

du soir. Les fonds de loge, où autrefois les abonnés faisaient salon et dînaient, ont été transformés en cabines de régie son et lumière : l'Opéra, comme le Lido, possède un jeu d'orgue électronique qui débite tous les effets de lumière préalablement enregistrés.

matiquement. Le pas de deux se fait sur un plateau tournant et sous la scène se superposent une piscine, une piste de glace et une cascade de 80 tonnes d'eau déblatées par huit pompes de 20 chevaux. Mais, pour le tableau grec, on continue à faire des effets de vagues avec une toile bleue et un ventilateur.

Plumes paradis

MICHEL GYARMATHY est metteur en scène, décorateur et costumier des revues des Folies-Bergère depuis trente-cinq ans. Assis dans l'obscurité de son bureau, il raconte son histoire avec le débit régulier d'un disque.

« J'ai quitté la Hongrie en 1935 pour venir à Paris, où j'ai mangé de la vache enragée pendant deux ans. Je n'avais pas de logement, je dormais souvent au Bois de Boulogne. Un jour j'ai été recueilli par quelqu'un qui m'a amené aux Folies-Bergère. Avec des crâles de couleur, j'ai dessiné sur le trottoir tout un décor de revue. Je pensais quand le directeur va sortir de son bureau, et qu'il va voir mon dessin, il va crier au génie. J'avais vingt-trois ans. Je me suis caché sous une porte cochère, j'ai attendu, un orage a éclaté et la pluie a emporté mon dessin. Le lendemain j'ai recommencé. Le directeur est sorti de son bureau, il a vu le dessin et il a demandé aux machinistes : « Qui a fait ça ? »

« C'est le petit étranger qui a des chaussures trouées et un carton à dessin sous le bras. — Il lui me le retrouver. » Je suis sorti de ma porte cochère, et, comme un héros, j'ai dit en bégayant : « C'est moi Monsieur qui ai fait ça ! — Ah c'est vous ! Le trottoir n'est pas fait pour dessiner, prenez un chiffon et essuyez-moi ça. Pendant que mes larmes laissent disparaître le dessin, je croyais que le monde s'écroulait. Le directeur n'était pas si méchant que ça, il m'a fait venir

dans son bureau, et il m'a engagé pour des essais. Ça fait quarante-trois ans que je suis là. Quand la guerre s'est déclarée, j'ai fui en zone libre, et à la libération j'ai pris la direction artistique des Folies-Bergère.

« La revue actuelle s'appelle Folle Je t'adore. Par superstition, depuis le premier spectacle, en 1938, il y a toujours trois lettres dans le titre et le mot folle. Une revue coûte 10 millions de francs, il faut cinq ans pour l'amortir. La première année, on joue uniquement pour rembourser les frais, la seconde année on paye les impôts, les recettes de la troisième année servent à préparer le nouveau spectacle et celles de la quatrième année sont distribuées parmi tous les employés de la maison, car chaque personne engagée touche une participation sur les bénéfices. Nous avons deux cent quatre-vingt employés, dont une centaine d'artistes.

« Si je devais donner un souvenir à la revue, je l'appellerais « carte de féss pour grandes personnes ». Une revue des Folies-Bergère est un voyage de plaisir autour du monde. On retrouve une nation différente dans chaque tableau. Je fais souvent des fresques historiques qui me permettent d'utiliser des costumes très luxueux. Je travaille avec des kilomètres de plumes d'autruche, de renard blanc, de strass, de velours, de plumes de paradis et d'afgratte. C'est l'Australie du Sud qui nous fournit les plumes d'autruche. »

Voyageurs de Noël

« NOTRE public est composé à 70 % d'étrangers et à 30 % de provinciaux qui viennent à Paris pour des achats ou des congrès. Les Parisiens ne viennent pas », dit le directeur du Moulin-Rouge. La revue de music-hall fait partie de l'itinéraire du touriste ; pour les Parisiens, c'est un spectacle un peu toc, un peu trop cher. Au Lido, on se croirait à Las Vegas : huit cents danseurs, une majorité de Japonais et d'Américains. Au cabaret music-hall, on dîne et on danse avant le spectacle, on boit du champagne. Au bar, une vieille femme qui a retiré ses chaussures n'a droit qu'à du vin blanc : c'est la grand-tante australienne d'une des girls.

places les plus chères, on s'habille, on sort, on achète le programme en entrant et le disque dédicacé en partant, on s'en va repus. « Nous ne cherchons pas à faire penser les gens, dit le directeur du Châtelet, mais à leur donner un peu de rêve. La réalité, ils l'ont tous les jours. »

Le public de l'Opéra, drat-on, est un public plus ou moins huppé : il ne faut pas confondre la musique légère, la « musiquette », et la grande musique. Nous avons affaire à des « connaisseurs ». Au fur et à mesure qu'on s'éloigne dans les galeries de l'Opéra, et qu'on passe de l'orchestre et du premier balcon à l'ampitheatre, par paliers la mosaïque perd de sa richesse, les murs s'appauvrissent en velours et en lustres. Plus que le théâtre, le grand spectacle est un lieu de « sortie », de représentation sociale et d'apparat : les classes restent distinctes et dans l'architecture, des promenoirs aux loges, un espace considérable est réservé, et compartimenté pour toutes sortes de pavanes.

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (vo, son Dolby) - IMPÉRIAL PATHÉ (vfr) STUDIO RASPAIL (vo) - LA PAGODE-1 (vo) - PUBLICIS ST-GERMAIN (vo) LE "PRIX SPÉCIAL DU JURY CANNES 1978" CRI un film de Jerzy Skolimowski DU SORCIER (The Shout)

صكزامن الأصل

GRANDE PARADE

Le théâtre populaire en édition de luxe

EST-CE qui fait courir le public ? Les accours d'un bossu et d'une gipsy sur le parvis d'une cathédrale reconstruite à grands traits : Notre-Dame de Paris, Imagerie d'un Moyen Âge d'Épinal, super-spectacle de cape et d'épée, de passion et de mort, sous le signe du double H : Hossain-Hugo. Par milliers, on court depuis le mois de septembre au Palais des sports, on y courra jusqu'au 7 janvier, on y courra plus longtemps encore si les représentations ne devaient impérativement s'arrêter.

touche même, on peint sur toute la surface du mur au long d'une fresque qui enchâtre tableaux héroïques et bucoliques, entre deux estrades de bois. La première a un cadre chargé d'ornements rose fané. Ils seront eux aussi recouverts d'or. Tout brillera, y compris les projecteurs, dans ce théâtre-symbole de l'art officiel, figé dans sa majesté rigide. En contraste, le cadre ouvert de l'autre scène, décoré d'allégories naïves et de couleurs joyeuses devra laisser tourner l'imagination comme sur un manège de foire. Le public se trouvera sollicité d'un côté par le lourd cliquant des honneurs, de l'autre par la magnifi-

cence baroque du bonheur. Ces représentations volontairement manichéennes seront les points de repère d'un récit complexe, qui pose des questions sur le pouvoir des intellectuels, sur leur attitude à l'égard du pouvoir, sur leur responsabilité individuelle. Les objectifs de Méphisto résumés assez bien les préoccupations des hommes de théâtre qui sont, pourquoi le nier, des intellectuels en rapport avec le pouvoir. Après l'austérité à la Villar, ils reviennent au spectaculaire, donnent à l'image belle une nouvelle importance. Ils s'en servent pour exprimer et communiquer des interrogations graves. Le temps des certitudes n'est plus.

qui représente à la fois l'intérieur extériorisé, le paysage de l'âme et les coulisses du théâtre de Tchekhov. Les coulisses, pour les comédiens : salle d'attente du drame. Dans le déroulement du spectacle, ce décor se place entre le jardin de l'actrice Arkadina avec la petite scène rudimentaire et la reproduction, une boîte fermée, de celle où Stanislavski a créé le Mouffet. Bruno Bayen donne le spectacle du théâtre et de son histoire, fait travailler ensemble la réalité et ses images. De ce frottement, comme d'un silex sur un autre, doit naître l'« imagination d'autre chose ».

« Dans la rue, dans nos têtes, elles n'ont de sens que l'une par rapport à l'autre, dit Bruno Bayen. Sur scène, c'est l'une par rapport à l'autre qu'elles prennent leur sens. Quelques choses d'unique, d'isolé, ne parle pas. » « Vous me demandez pourquoi, tandis que je peignais votre portrait, je regardais des photos de bêtes sauvages », écrit Francis Bacon. « Pour moi, l'image théâtrale tourne autour de cette phrase... »

« L'art politique jusqu'à Brecht a travaillé la fiction pour attaquer une réalité sociale insoutenable. Aujourd'hui, c'est la fiction elle-même que l'on s'attaque en tant qu'elle se croit capable de maîtriser le réel », dit Jean-Pierre Vincent. Sa mise en scène est adaptée à un décor lisse et dur, glissant, aux lignes fuyantes, qui impose dès le premier regard la conscience d'une menace invisible : l'omniprésence du pouvoir royal.

L'imagination d'autre chose

Ils produisent, ces metteurs en scène, les éditions de luxe du théâtre dit populaire, dans le sens où il est subventionné pour remplir une mission : ouvrir des portes sur un monde en plein bouleversement, pour définir sa position et se connaître. L'image est là et ce qui la permet : les trappes, les cintres, les poulies, les tournettes, la vieille machinerie du merveilleux. Les lumières, les transparences, le son stéréophonique, les techniques nouvelles de perception.

devant un ciel scintillant, quand il recouvre la scène entière d'un tissu diapré, agité pour représenter les vagues de la mer, il rejette tout effet de vraisemblance. Il s'adresse au sens du magique, cette part de l'enfance, univers sensible de l'apesanteur et de l'a-chronologie où voyage le prince de Tyr. Quand Roger Planchon utilise les mêmes rails pour faire entrer et sortir les décors d'Antoine et Cléopâtre, les raisons sont pratiques, puisque les deux pièces sont jouées en alternance. Bien qu'il s'agisse encore de triturer le temps et la géographie, la grande machine baroque ne dessine plus

« Le spectacle repose essentiellement sur un contrôle du spectaculaire. L'essentiel est ce qui n'est pas dit. Mais le non-dit n'est pas illustré par des signes parallèles au texte. L'invention majeure n'est pas de fournir une plus-value de jouissance, mais la naissance de l'intelligence. L'intelligence des réalisateurs n'a de sens que si elle laisse à celle du spectateur le plaisir de s'exercer. »

Un dialogue libre, à armes égales. Mais cette grille de lecture qui emplit et programme le regard laisse-t-elle la liberté de pensée ? Elle oblige en tout cas, tant elle est insistante, à se situer, à rectifier sa position sans un instant de repos. Le metteur en scène contrôle le spectaculaire qu'il produit, mais ne contrôle pas ses effets. D'ailleurs, ce type de spectacle est toujours violemment controversé, rejeté parfois. Les motifs « contre » sont aussi variés que les arguments « pour ». L'image, on se l'approprie, et si elle ne vous sert pas, on la déclare inutile et elle est belle : esthétisante. Si elle vous sert, elle se mêle à votre vécu, se modifie, enrichit, devient référence, point d'appui, point de départ de l'« imagination d'autre chose ».

« Le bonheur du beau L'image, si elle est belle et forte, si brusquement ou insidieusement elle se loge dans la tête, dans les nerfs, dans ce qui fait battre le cœur, l'image dépossède la mémoire, déconcentre les sensations, des notes par bribes, d'autres images. Elle fabrique un théâtre, son propre théâtre à soi, ni bon ni mauvais : unique. Un monde sans image est l'image de la mort.

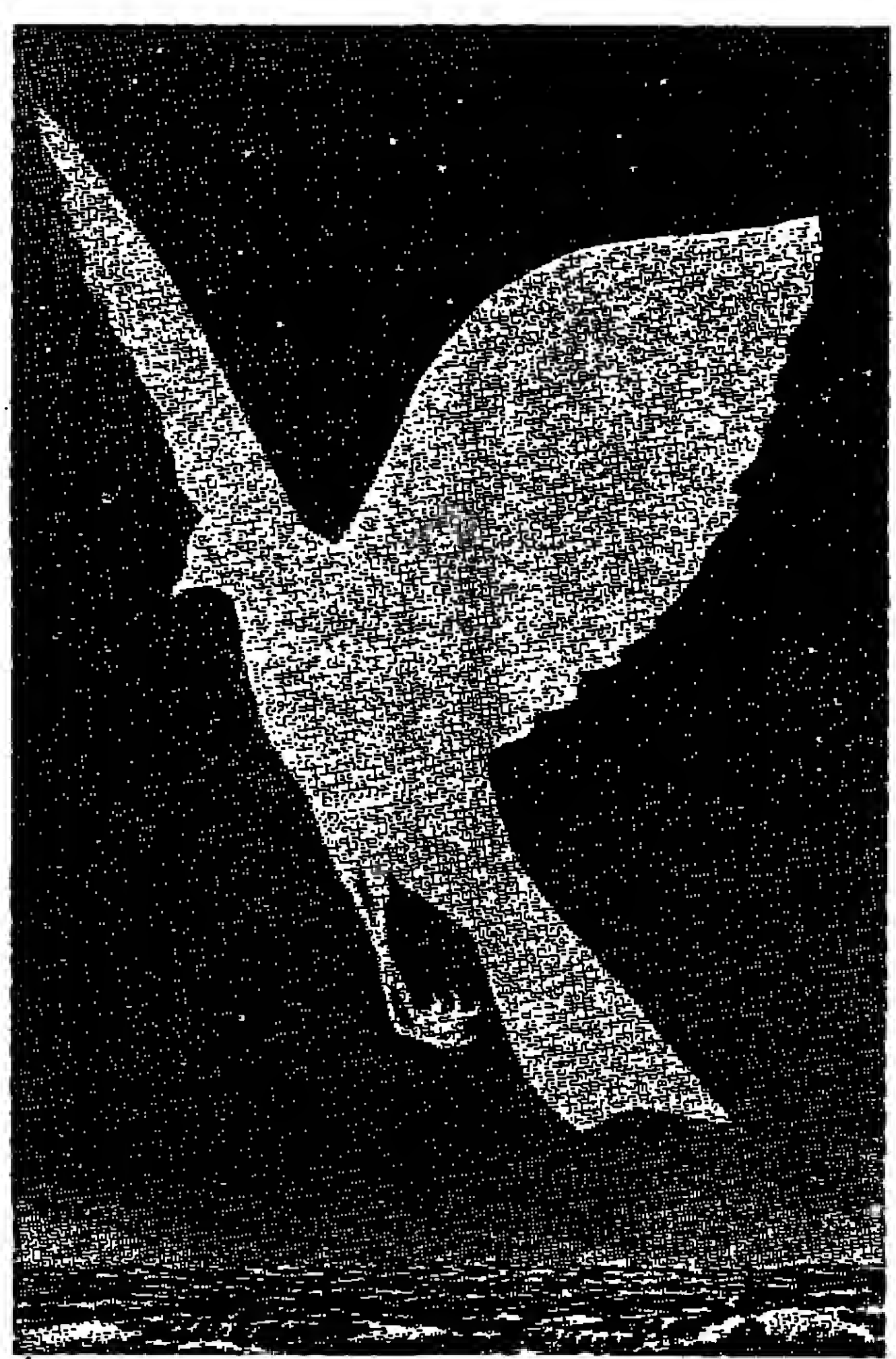
Magie future

Le Holoclub est de nouveau ouvert au public, quatre mois après l'accident (le Monde du 27 août 2048) qui avait provoqué d'importantes dégâts matériels et blessé dix-sept personnes. Les SACS (Service des Affaires Criminelles du Spectacle) ont définitivement rejeté le thème de l'attentat politique, mais les origines de la catastrophe demeurent mystérieuses.

Hallucination collective suivie de panique ? Les victimes persisteraient à affirmer qu'elles ont été attaquées par les figures du hologramme reproduisant l'acteur qui jouait au même moment sur le podium. Attraction très courue et désormais interdite du club. Rappelons que les musiciens semblent se dédoubler, que les doubles se déplacent, se posent sur la piste de danse. Selon les témoins, c'est au moment de l'« attirage » que les images auraient pris une autonomie de mouvements et se seraient jetées au milieu de la foule « avec des intentions manifestement agressives ».

Le désordre et l'affolement sont probablement la cause principale des dégâts et des blessures, mais l'affaire met une fois de plus à l'ordre du jour les problèmes posés par le développement de la science et son utilisation à des fins sensationnelles. Après la grande phobie nucléaire des années 80, verra-t-on une peur superstitieuse s'attacher à la lumière ? Ses débuts dans le monde du spectacle, à quelques incendies près, ont été pourtant bien tranquilles. Les cinéphilles en connaissent le charme et les fastes, qui ont admiré la lente descente du lustre immense dans la salle vide de l'Opéra de Dresde, et ses chandelles éteintes une à une méthodiquement, croisant des trous d'ombre entre les colonnettes dorées où apparaît le visage trop maquillé d'une vieille femme. Scène d'anthologie, tirée du film bidimensionnel Fellini-Cassanova, réalisé en un temps où l'électronique commençait à peine à faciliter l'usage d'un matériel encombrant.

Les premières utilisations du laser dans le domaine du spectacle datent de la fin des années 70. Dans les sphères scientifiques, militaires, industrielles, médicales, il avait déjà fait du chemin depuis l'énonciation de son principe théorique par Einstein en 1917 et l'invention du pompage optique par Kastler en 1960. Pour les allérgiques aux chiffres, on rappellera seulement ses caractères : un rayonnement (atome, ion, molécule) excité par une source d'énergie se trouve dans un état inhabituel, et essaie de retrouver sa raison. Outre l'énergie reçue, il en jette un surplus, et l'ensemble forme l'effet laser (light amplification by stimulated emission of radiation). Les particules immatérielles composent un faisceau intense, directionnel, monochromatique, cohérent, qui va droit au but sans déviation, alors que dans la lumière classique les photons se dispersent en tous sens, empruntent toutes sortes de longueurs d'onde, d'où la blancheur de leur lumière.



« L'Entrée en scène », de Magizza.

Le laser a connu l'engouement réservé aux gadgets nouveaux. Ses couleurs crues, unies, sans nuances ni ombres traversent en flèches la nuit des discothèques, dessinent des figures géométriques semblables à des fils de néon enroulés, déroulés, et des tourbillons de fumée blanche viennent ajouter du vague et du mystère. Il enflamme les danseurs dans des cônes, des sphères, entre des panneaux lumineux parallèles à du verre teinté — qui rappellent les cloisons de nos appartements. Il se mêle aux ampoules bleues, rouges, vertes, qui clignotent au rythme de la musique. Les laser-shows, programmés en même temps que des projections de couleurs mouvantes sur des écrans plats font des tournées internationales, entraînent le rêve dans l'imagerie candide des voyages galactiques. Aux grandes fêtes populaires de plein air, ils accompagnent les pluies d'étoiles, les fontaines étincelantes, les tombées languides des fleurs incandescentes, la bonne vieille magie, inégalée, des bons vieux feux d'artifice.

« Ce phénomène se serait sans doute poursuivi sans le développement du hologramme, et sans les crimes de la secte qui, lors du 14 juillet 1913, a substitué aux lasers d'apparat le rayon vert, le rayon de la mort aux bandes dessinées : le laser offensif. Le hologramme — enregistrement d'un front d'ondes sur les contours d'un objet qui permet sa restitution

en relief — a été découvert par Gabor en 1948. Sa technique est restée en latence jusqu'au début du vingt et unième siècle, jusqu'à l'invention de l'hologivision — ou télé-vision en relief — si l'on excepte ses applications scientifiques et scénographiques. Dès 1970, l'opéra de Munich l'expérimentait pour les décors de la Fête enchanterée.

Vingt ans plus tard, il reste la bête noire des chercheurs. Son utilisation présente deux obstacles : le mouvement finalement mis au point et la prise de relief en extérieur. Mais depuis l'invention du procédé D.R. (densification et résistance), qui donne aux hologrammes la force des corps réels, pouvait-on éviter la catastrophe du Holoclub ? S'il ne s'agit pas d'une hallucination collective — au-delà du problème des techniques nouvelles et de leur exploitation commerciale — se poserait alors une question juridique : le hologramme humain doit-il être inclus dans les droits de l'homme, est-il ou non responsable de ses actes ?

COLETTE GODARD.

ALFRED BRENDEL, piano avec l'Orchestre de Paris, direction DANIEL BARENBOIM Weber, Liszt PALAIS DES CONGRÈS 4 et 5 janvier à 20 h 30 et 19 h 30 THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES 6 janvier à 10 h

Advertisement for 'LES SPÉCIFIQUES' featuring 'ULYSSE' and 'JULIETTE GRECO' with various logos and text.

une sélection

Expositions

La plupart des musées nationaux seront fermés le 1er janvier. CENTRE POMPIDOU... ANNA MARK... JOAN MIRO... ANGES EN PROVINCE...

JUSQU'AU 1ER JANVIER JULIETTE GRECO tous les soirs à 21 h

CENTRES CULTURELS ET RANGERS... ANNA PRUCNAL

DISQUES... LE CIRQUE IMAGINAIRE

FORUM DES HALLES... ANNA PRUCNAL... LE CIRQUE IMAGINAIRE

MERCREDI 3 JANVIER Simone de Beauvoir... GALERIE NATIONALE DU GRAND PALAIS POLÉO... BOURSE D'ART MONUMENTAL DE LA VILLE D'IVRY

سكنة الأصل

Cinéma

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A. V.O.) : Luxembourg, 9 (833-97-77), 10 h, 12 h, 24 h.
CITIZEN KANE (A. V.O.) : Olympia, 14 (342-67-42), 18 h (sauf sam, dim).

Les festivals

FEMMES A L'ECRAN (v.o.). Epée de Bois, 5 (237-37-47) mer, jeudi le Sol de la terre; vend. : Véronique ou l'été de mes 13 ans; sam. : la Vraie Nature de Bernadette; dim, lundi : la Placette de la prière; mar. : Misa Petros Marguerites.

Dans la région parisienne

STUDIO 28 (v.o.), 18 (208-36-07), mer. : Flammes de cheval; jeudi : le Privé de ces dames; vend. sam. : Mort sur le Nil; dim, lundi : Sonate d'automne; mar. : Orange mécanique.

Concerts

MERCREDI 27 DECEMBRE CAFE D'EDGAR, 18 h. 30 : Trio à cordes H. Derrin, P.-E. Xuereb, O. Chazot, M. Scherzer.
LUCERNAIRE, 21 h. : Ephraïm et Regia, chants d'Amérique latine.

SEUL A PARIS STUDIO JEAN-COCTEAU 5, rue des Ecoles (67), 033-47-62 le chef-d'œuvre de STANLEY KUBRICK 2001 L'ODYSSÉE DE L'ESPACE Version originale

Danse

PALAIS DES CONGRES (750-24-11) : Ballet Tchaïkovski de Leningrad, les 27, 28, 31, 20 h. 30; le 1er, 16 h. 30; Giselle; les 28, 30, 2 (dép.); 20 h. 30; les Sylphides; Paquita; 2e acte du Lac des cygnes.
THEATRE OBLIQUE, le 27, 20 h. 30 : Miss Wollaston.

THEATRE DE LA PORTE ST MARTIN Un événement exceptionnel MARCEL MARCEAU Salué par une critique unanime Avant son départ pour les Etats-Unis irrévocablement dernières le 31 Décembre inclus LOCATION OUVERTE POUR LES REVEILLONS Théâtre, Agences et par Téléphone 607 37 53

PUBLICIS MATIGNON v.o. - PUBLICIS ELYSÉES v.o. - STUDIO ALPHA v.o. PARAMOUNT ODEON v.o. - PARAMOUNT MONTPARNASSE v.o. PARAMOUNT OPERA v.o. - PARAMOUNT MAILLOT v.o.

Chaque image de ce film (magnifiquement joué) résonne longtemps comme les cordes d'une harpe. Jacques Siclier - LE MONDE C'est un coup de maître. Michel Pérez - LE MATIN DE PARIS Tout ici est beau... Woody Allen, ce rigolo, est devenu un maître. Robert Benayoun - LE POINT Les cris et chuchotements de Woody Allen... Un chef-d'œuvre. Jean-Luc Douin - TELERAMA Impossible de ne pas se référer à Bergman... C'est beau comme "Sonate d'automne". Jean-Louis Bory - LE NOUVEL OBSERVATEUR

PARAMOUNT CITY TRIOMPHE (v.o.) - PARAMOUNT OPERA CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT MONTPARNASSE PARAMOUNT ORLEANS - PARAMOUNT GALAXIE PARAMOUNT MONTMARTRE - 3 SECRETAN - CARREFOUR PAN-STUDIO RUEIL - ARTEL CRETEL - PARAMOUNT ORLY - PARAMOUNT ELYSÉE 2 LA CELLE-SAINT-CLOUD - C 2 L VERSAILLES

L'AVALANCHE DU SIECLE! DEUX MILLIONS DE TONNES DE TERREUR BLANCHE! ROCK HUDSON MIA FARROW

MARIGNAN PATHÉ - BERLITZ - GAUMONT RICHELIEU - GAUMONT SUD - CLICHY PATHÉ - MONTPARNASSE PATHÉ - ATHÉNA - Rivoli, Roissy, Louis-Jouvet, Chatou

... On ne cesse pratiquement pas de rire J. de BARONCELLI LE MONDE PIERRE RICHARD VICTOR LANOUX LA CARAPATE GERARD OURY

سكزامن الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Pour l'amour des Beatles

« Les Sex Pistols n'ont rien à voir avec la musique... C'est la dernière phrase qui a été prononcée par le président du Fan Club français... »

ALAIN WAIS.

MERCREDI 27 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF1
20 h. 35. Opéra : Carmen, de Bizet, enregistré à l'Opéra du Rhin, mise en scène de J. Lavelli, avec : M. Baygulya, G. Liccioni, A. Francoisi.

JEUDI 28 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF1
16 h. 45. FILM : DIEU A CHOISI PARIS, de C. Frouteau et P. Artusys (1969), avec J.-P. Belmondo.

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... a. ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE
VALLÉE AUX HALLES 238-74-24
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

DINERS
LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

RIVE DROITE
J. 23 h. Le Patron Noël SIKKIE dirige la cuisine : ses 7 Poissons et 14 Viandes, ses Plats du jour MENU 30 F

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

LA GALIOTE 261-43-93
62, rue Coquillière, 1^{er}. T.1.jrs

MULTI CINE
Cinéma avec plusieurs salles et programmes.

LA MAISON D'ALSACE
Restaurant avec terrasse et cuisine traditionnelle.

Handwritten note in Arabic script: « من الامم »

Le retour de l'alcoolisme aux États-Unis

De notre correspondant

Washington. — Mme Betty Ford, épouse de l'ancien président des États-Unis, avait fait sensation, il y a quelques mois, en avouant publiquement avoir eu des « problèmes d'alcoolisme » qui l'avaient conduite à subir un traitement de désintoxication. En fait, Mme Ford avait eu tout simplement le courage de dire tout haut ce que des millions d'autres Américains taisent. Selon un récent rapport sur « l'alcool et la santé », publié par le ministère de la santé, de l'éducation et des affaires sociales, on compte aux États-Unis entre 10 millions et 15 millions de « buveurs à problèmes » — alcooliques tout court et ceux pour qui l'alcool est cause de troubles de santé — auxquels s'ajoutent 3,3 millions de jeunes de quatorze à dix-sept ans dans le même cas. La consommation d'alcool dans le pays a retrouvé la ligne de crête atteinte pendant la période héroïque de la ruée vers l'or et la conquête de l'Ouest, vers 1880, avant la chute vertigineuse de la prohibition et la lente remontée de l'entre-deux-guerres.

Le seul signe encourageant est le tassement intervenu depuis 1970 : les décès dus à la cirrhose du foie, qui avaient augmenté de 36,8 % de 1960 à 1970 ont même baissé de 6,3 % entre 1974 et 1975. Mais cette maladie reste la sixième cause de mortalité, et l'alcool est responsable de la moitié des accidents mortels survenus sur les routes. C'est encore à lui qu'il doit ses dépenses de 1,7 milliards de dollars, soit 12 % des dépenses de santé.

Comme dans d'autres pays, les hommes boivent plus que les femmes : les grands buveurs sont de trois à six fois plus nombreux que les faibles de l'autre sexe, mais l'usage « modéré » de boissons a tendance à croître chez les femmes aussi. Le fœtus frappe plus durement encore les jeunes, puisqu'ils 19 % de la population entre quatorze et dix-sept ans en ont affectés, contre 7 % chez les adultes.

Les Noirs plus sobres que les Blancs

Parmi les minorités, la plus frappée est celle des Indiens. Suivis par la population de langue espagnole, enfin par les Noirs, qui sont généralement plus sobres que les Blancs : 38 % des hommes noirs adultes s'abstiennent de toute consommation d'alcool — contre 31 % des Blancs — et 19 % de grands buveurs, contre 22 % des Blancs. En revanche, les femmes noires, dans le cas où elles s'adonnent à la boisson, sont de plus grandes buveuses que les femmes blanches : 11 % contre 4 %.

Selon le même rapport, les États-Unis viennent au quinzième rang dans le monde pour la consommation totale d'alcool, loin derrière le Portugal, premier, et la France seconde. Ils devancent l'Union soviétique, classée dix-neuvième, mais celle-ci, est-il indiqué, devant rentrer à plusieurs ans à l'incluant la consommation de samogon, l'alcool illégalement distillé par les paysans.

MICHEL TATU.

RELIGION

Mgr LEBEVRE SE RENDRA A ROME LES 10 ET 11 JANVIER

Vatican (A.F.P.). — Mgr Marcel Lefebvre se rendra au Vatican les 10 et 11 janvier prochains. Le fondateur du séminaire traditionaliste d'Écône, suspendu « a divinis » par Paul VI, aura une série d'entretiens avec le cardinal Franjo Šeper, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, qui avait assisté à une partie de l'audience pontificale du 18 novembre dernier.

Selon la même source qui a annoncé la venue de Mgr Lefebvre au Vatican, la lettre d'invitation du cardinal Šeper serait passée par la nunciature de Berne « il y a une dizaine de jours », et Mgr Lefebvre aurait répondu positivement, en se prononçant pour une procédure écrite plutôt qu'orale pour les questions doctrinales.

Une réconciliation difficile

Depuis l'échange de lettres entre le cardinal Šeper et Mgr Lefebvre, est intervenu un événement qui risque de compromettre à nouveau les pourparlers à peine engagés. Le 24 décembre, le supérieur du séminaire d'Écône a ordonné six nouveaux prêtres. Les élèves de cet établissement ont été nombreux à se présenter, mais aucun d'eux n'avait été nommé avant son premier voyage à Rome et exprimer le souhait que le pape « ne tienne pas rigueur » de ce nouvel acte d'insubordination. Mgr Lefebvre ne fait donc rien pour faciliter sa réconciliation avec le Saint-Siège.

Jean Paul II semble pourtant avoir adopté une attitude modérée lors de son entretien avec l'évêque rebelle, qui aurait précisé, de son côté, qu'il acceptait les textes du concile Vatican II, « s'ils étaient interprétés dans la ligne traditionnelle de l'Église ».

Le nouveau pape est connu pour ses positions traditionnelles sur le sacerdoce — formation, célibat, discipline — et on le dit très préoccupé par la baisse de la population dans certains pays occidentaux. Mais l'on a du mal à croire que les innombrables fonctionnaires de la vertueuse administration Carter — sans parler de la colonie diplomatique — n'y sont pour rien.

MICHEL TATU.

ÉDUCATION

● Bourses nationales du second degré dans l'académie de Paris. — Les élèves français ou étrangers (dont la famille réside régulièrement à Paris) qui sollicitent l'octroi d'une bourse d'études du second degré doivent déposer leur dossier avant le 31 janvier 1979. Ceux des établissements privés publics et des établissements privés habilités à recevoir des boursiers nationaux doivent retirer et retourner leur dossier au secrétariat de leur établissement scolaire. Ceux des établissements privés non habilités s'adresseront à la direction des services académiques d'éducation, Bureau des bourses, 12-20, rue Curial, Paris (19^e).

(1) Mgr Lefebvre a récemment déclaré au quotidien *l'Aurora* : « Les gens qui nous ont condamnés sont toujours en place à la Curie, et tant qu'ils n'auront pas été démis de leur charge, je ne me sentirai pas pleinement rassuré. Or, alors, il faudrait que Jean Paul II fasse un acte d'autorité très net. » Il faut en tout cas attendre de connaître la manière dont le pape va se comporter lors de la réunion des évêques latino-américains à Puebla, à la fin de janvier ; comment il réagira aux résultats que les progressistes préparent à son intention.

ALAIN WOODROW.

JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

Les directives de la C.E.E. ne produisent pas d'effets directs en droit interne

M. Daniel Cohn-Bendit a été expulsé de France par arrêté du ministre de l'Intérieur le 24 mai 1968. Désireux de rentrer en France, il a demandé en 1975 l'abrogation de cet arrêté. S'étant heurté en février 1976 à un refus du ministre, il a attaqué cette décision négative devant le tribunal administratif de Paris en invoquant notamment la méconnaissance des dispositions d'une directive du Conseil des Communautés européennes du 25 février 1964 prise pour la coordination de mesures spéciales relatives aux étrangers.

Par jugement du 21 décembre 1977, le tribunal administratif, appliquant l'article 177 du traité de Rome, a demandé à la Cour de Justice des Communautés européennes, siégeant à Luxembourg, quelle interprétation il convenait de donner des dispositions de la directive invoquée par M. Cohn-Bendit et a suris à statuer dans l'attente de la réponse de la Cour. Le ministre de l'Intérieur a fait appel de ce jugement devant le Conseil d'État.

L'assemblée du Conseil d'État, par une décision du 22 décembre 1978 rendue sur le rapport de M. Costa sur les conclusions de M. Genevois, a annulé ce jugement et renvoyé l'affaire devant le tribunal administratif de Paris.

Une question préliminaire se posait au jugement : l'abrogation par le ministre de l'Intérieur, le

ARMÉE
TOUS
La préférence
ou petit volier

L'ARGENT DE LA VIEILLE DAME

Tout le quartier estimait Mme Yvonne. L'ombre de l'église d'Auteuil touchait ses fenêtres. La dame de quatre-vingts ans menait la vie de paroissienne, régulière, monotone. Chaque soir, elle allait à petits pas chez des voisins qu'elle connaissait depuis plus de trente ans. La messe, les vêpres, les bonnes œuvres, rythmaient son existence. Elle aimait aussi les tournures et les bijoux qu'elle avait hérités de la mère de son fiancé, tué à la guerre de 1914 : du petit-gris et des saphirs pour la dédommager d'avoir vécu vierge, presque une éternité, dans le souvenir du jeune mort. On lui pardonnait volontiers sa coquetterie, car elle avait prévu dignement de partager ses biens entre ses pauvres et ses voisins. Mme Yvonne attendait donc d'un pied, encore ferme, les jouissances du paradis.

Cet été, l'orage a déchiré l'harmonie de ce crépuscule. Ceux qui passent alors, les jours de grande chaleur, sous les perliennes croisées de la vieille dame d'Auteuil, peuvent entendre des tirés... Mme Yvonne ne met plus le nez dehors et ne trouve que le temps de se hâter avec ses vieilles amies. Elle devient bizarre, on s'inquiète beaucoup, on ne jase pas moins, pour finir, le visage crié au scandale.

Mme Yvonne s'en moque comme d'une guigne : un coup d'homosexuels est entré dans sa vie. L'un est employé dans une minoterie et l'autre, un ancien chanteur, est membre de l'œuvre des Petits Frères des pauvres de Boulogne.

Michel et Jacques habitent l'étage au-dessus ; chaque soir, ils descendent apporter un bouill-

CHRISTIAN COLOMBANI.

S.O.S.-AMITIÉ DANS UNE VILLE NOUVELLE

Être là

Ils sont et ne veulent être qu'une voix qui écoute au bout du fil. Bénévoles et anonymes, disponibles et attentifs, ils décrochent ainsi le téléphone de S.O.S. Amitié chaque fois que quelqu'un les y appelle. C'est le cas à Evry (Essonne) depuis trois mois, tous les jours de 18 heures de la nuit au matin. Une première, dans la mesure où cette association n'avait pu encore s'implanter dans les départements de la grande couronne parisienne. Une expérience qui permettra peut-être — mais pas avant un an — de considérer la nature des préoccupations exprimées par les appelants de ce nouveau « poste d'écoute ».

Cette implantation dans une ville nouvelle n'est pas l'affaire de hasard. Même si, entre Marolles et Orly, on dénombre près d'un million d'habitants, ce qui promet l'audience d'une grande ville de province. Même si ce nouveau poste a été pour mission de renforcer celui de Paris lorsqu'ils sont débordés, comme c'est souvent le cas. « Nous espérons rencontrer une demande différente, expliquer ses responsabilités. Considérer qu'il y a une réalité propre à cette banlieue avec ses problèmes spécifiques, c'est notre utopie de départ. »

Un appartement discret dans un immeuble H.L.M. banal, à la périphérie d'un quartier bâti en pyramide. Même les voisins ignorant ce qui se passe, à peine intrigués par les passages fréquents, mais rassurés par la tranquillité de locataires. Deux pièces meublées de simples banquettes, la cuisine où se prépare le café noir et deux téléphones. Ils sont irrégulièrement avec toutes une « pointe » observée à la fin des programmes de télévision.

Les animateurs, qui veulent rester anonymes, s'expliquent prudemment : « Notre image de marque, c'est d'être un poste d'écoute contre le suicide. Mais nous répondons à bien d'autres genres d'appels. Ceux des noctambules, par exemple, qui cherchent d'abord quelqu'un à qui parler. »

Une équipe

Christine insiste sur « les liens très forts qui s'établissent entre les écouteurs. On répond en tant que membre d'une équipe, poursuit-elle. Il faut qu'elle existe. Ensemble nous avons des réunions régulières avec un psychiatre, mais nous ne sommes pas des « psy ». Quand on ne sait plus être neutre devant l'importance quel appel, c'est un problème. En étant écouteur nous nous attendons quelque chose. Evidemment, on ne vit pas les difficultés des autres, mais on ne ressort pas d'un poste comme on y est entré. »

On a observé que ceux qui appellent à Evry sont plus jeunes qu'ailleurs. Les proportions « d'appels durs » lancés par des candidats au suicide sont plus importantes. Cartes, pour les écouteurs, les moyens d'intervention restent limités. « Un essai de desserrer l'angoisse pour plus tard, explique Christine. Mais être là simplement, c'est souvent très important. »

Et puis à Evry S.O.S. amitié a été contacté avec certains organismes ou associations à caractère social, qui pourraient tirer enseignement de son expérience.

« Notre impact, note Christine, peut ne pas être uniquement sur des appelants, mais sur tous ceux qui évaluent quel cas de besoin on est là. »

STÉPHANE BUGAT.

* S.O.S.-AMITIÉ, poste d'Evry : 078-16-16.

LE CAMBRIOLAGE DES LOCAUX D'UN SYNDICAT DE POLICIERS EST REVENDIQUÉ

Le cambriolage commis au cours de la nuit du 23 au 24 décembre au siège du Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.), rue de Dinkerque, à Paris (Le Monde du 26 décembre), a été revendiqué, dans un communiqué à l'Agence France-Presse, par un « mouvement armé et autonome d'interposition » qui se présente comme « les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP). Remerciant les policiers pour l'argent volé — 200 francs — qui « servira des gens qui en ont besoin et qui en feront le meilleur usage », le communiqué annonce l'intention du mouvement « d'accomplir de violentes séries d'actions ».

Interrogé au sujet de cette revendication, M. Henry Buch, secrétaire général du S.N.P.T., exprime son scepticisme. Les dirigeants du syndicat, qui ont été entendus la journée du 26 décembre au siège de la troisième brigade territoriale après la plainte déposée le 24 décembre par M. Buch, font d'autre part état de certaines pressions venues de la préfecture de police pour que l'enquête sur ce cambriolage soit d'abord menée sur un plan administratif avant d'être confiée à la justice, ce à quoi les plaignants entendent précisément s'opposer. Ils comptent interroger sur cette affaire M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, au cours d'une rencontre prévue à place Beauvau, mercredi 27 décembre, en fin d'après-midi.

FAITS ET JUGEMENTS

Un mort dans un bar-discothèque à La Celle-Saint-Cloud

Un cadavre a été découvert ce mardi matin 26 décembre, dans les décombres d'un bar-discothèque, Le Calèche, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines) qui a été détruit dans la nuit de lundi 25 au mardi 26 décembre par un incendie d'origine vraisemblablement criminelle. On ignore pour l'instant l'identité de la victime.

Un employé du musée du Louvre tué à son domicile

Un homme, âgé de quarante et un ans, M. Roland de Brye de Vertamy, tué à coups de marteau, a été découvert ce mardi 26 décembre, à son domicile 72, rue d'Auteuil, à Paris-16^e, par un ami. Le meurtre a vraisemblablement eu lieu dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 décembre. L'appartement a été complètement fouillé, mais on ignore si le vol est le mobile du crime. M. de Brye de Vertamy était employé au musée du Louvre.

Il n'était pas prêtre, contrairement à ce que certaines informations avaient pu laisser croire au début de l'enquête.

● Naufrage aux Philippines : cinquante-neuf disparus. — Aucun des cinquante-neuf passagers du ferry-boat philippin *Concept* qui a coulé la veille de Noël, près du port de Balangas (sud de Manille), n'aurait survécu au naufrage. Un communiqué officiel publié le 27 décembre dément des informations faisant état de plusieurs dizaines de survivants. Les recherches se poursuivent pour retrouver quarante-quatre personnes portées disparues tandis que les corps de quinze autres ont déjà été repêchés. — (A.F.P.)

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des volumes d'annonces irrécusables. Vous trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec explications en français ÉDITIONS DISQUES SBC&C 8, rue de Berni - 75008 Paris

LUTTER CONTRE LE cancer Lisez et faites lire FONDAMENTAL

UN MAGAZINE INDISPENSABLE DES INFORMATIONS, DES CONSEILS POUR SAUVER DES VIES

dans le premier numéro, une fiche pratique géante sur l'auto examen des seins : les gestes simples que toute femme doit faire, une fois par mois.

FONDAMENTAL Magazine mensuel de l'Association pour le Développement de la Recherche sur le Cancer (A.D.R.C.) s'écrit chaque semaine sur abonnement, uniquement

Pour vous abonner un an (4 numéros) envoyez votre adresse et 35 francs par chèque bancaire, chèque postal ou mandat lettre à l'ordre de FONDAMENTAL/ADRC boîte postale 200 - 94800 Villejuif

en vous abonnant à FONDAMENTAL VOUS AIDEREZ LA RECHERCHE ET MIEUX INFORME, VOUS SEREZ MIEUX ARMÉ CONTRE LE CANCER

BAPATRIES

Agissez

UNICEF COP

CARNET

— Lyon.
Monique Ogier, à la grande douleur de faire part du décès de son père tendrement aimé,
M. Louis OGIER,
La messe a été dite à Saint-Laud-vent-de-Vaux, le 9 décembre.

— Narbonne, Aude, Montpellier.
Le docteur Marcel Simonnet, Mme. et Mlle. Françoise Brinon, et leurs enfants.
Maître Marie-Françoise Simonnet, avocat.
ont fait part du décès de
Mme Marcel SIMONNET,
née Marie Paul.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 20 décembre 1978.

— Nous apprenons le décès de
M. Emmanuel VERGE,
officier de la Légion d'honneur, président d'honneur de la Société des anciens élèves de l'école polytechnique, Emmanuel Vergé fut inspecteur des finances de 1914 à 1922, et secrétaire général de la Chambre syndicale des constructeurs de navires, de 1927 à 1937. En 1934, il était entré comme administrateur à la société Dico-Borin. Il en sera nommé P.-D.G. en 1941, puis président d'honneur en 1969. Emmanuel Vergé fut également président de 1941 à 1972, puis président d'honneur de la Jurisprudence générale Dalloz.
Son fils, Daniel Vergé, président des « Petites Antilles », était décédé le 22 décembre, dans sa cinquante-septième année.

Remerciements
— M. et Mme Artaud et leurs enfants remercient tous ceux qui leur ont adressés leurs condoléances et leurs sincères remerciements.
S. Carlon Graciosa, Londres SW1 (G.-B.).

Messes anniversaires
— A la mémoire de
M. Stanislas GIERONIMOWICZ,
pour le dixième anniversaire de sa mort, une messe sera dite, le 3 janvier, à 10 heures, en la chapelle du couvent dominicain Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, 9213 Paris.

— A l'occasion du premier anniversaire du décès de
Mme Micheline BAKHOUFF,
une messe sera célébrée à Noisy-Dame-du-Val, le 17, rue d'Ulm, le 28 décembre, à 19 heures.
Tous ses amis, les amis et les amis du foyer franco-libanais sont invités à se joindre par leur présence au service de prière.

Soutenances de thèses
DOCTEURS D'ETAT
— Université de Paris-VI, samedi 6 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard, M. Jacques Kuster ; et L'Ordre des médecins et les implications éthiques dans la pratique des hommes d'Afrique comparée à celle des sermons de Wulfstan.

— Université de Paris-VI, samedi 6 janvier, à 14 heures, amphithéâtre B-Descartes, Mme Bernadette Liou-Gille, née Gillet ; et Cultures héroïques grecques. Recherches sur l'archaïsme dans la Rome antique.

— Université de Paris-VI, samedi 6 janvier, à 14 heures, amphithéâtre Quilès, M. Patrick Grélot ; et Les Académies de Louisa à travers leurs revues. Etude de littérature contemporaine.

— Université de Paris-III, samedi 20 janvier, à 10 heures, salle Bour-Jac, M. Daroo Zigi ; et Les études anglaises dans le système universitaire d'éducation.

— Université de Paris-III, samedi 22 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard, Mme Monique Frivot ; et Sens et symbolisme des représentations féminines majeures dans les romans de William Faulkner.

— Université de Paris-III, samedi 27 janvier, à 14 heures, salle Grand, M. Michel Jouin ; et La caricature graphique de 1780 à 1804.

— Université de Paris-III, samedi 5 février, à 14 heures, salle L.-Liard, M. Joseph Saville ; et Travestis, métamorphoses et dédoublements dans l'œuvre romanesque de T. Gautier.

Visites et conférences
JEUDI 28 DÉCEMBRE
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. 14 h. 30, entrée côté avenue de Paris, Mme Aïda ; et Le château de Vincennes.
15 h. 45, Le Musée de l'Éologie.
Mme Eulot ; et La Conception.
16 h. 30, Musée de la Police parisienne (Caisse nationale des monuments historiques).
18 h. 30, 21, rue Cassette ; et Réécouvert du verre romain (Accus).
15 h., hôtel des Monnaies, quai Conti ; et Exposition du sculpteur Louis Leguey (L'Art pour tous).
15 h., 2, rue de Sévigné ; et La place des Vosges (A travers Paris).
15 h., Grand Palais ; et Exposition Le Mail (Mme Angot).
15 h., rue de la Grande-Chaumière ; et Chez un grand restaurateur de vitraux (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
15 h., 2 bis, place Denfert-Rochereau ; et Les catacombes (Tourisme culturel).
15 h., Grand Palais ; et Exposition Le Mail (Visages de Paris).

J'ai deux amours,
« Indian Tonic »
et SCHWEPPERS Lemon
pour tous toujours mon cœur est
SCHWEPPERS.

SPORTS

VOILE

La préférence va toujours au petit voilier habitable

À deux semaines de l'ouverture du Salon nautique (13 au 21 janvier), qui réunira six cent cinquante exposants, l'Association des journalistes amis de la plaisance vient de tenir la réunion qui traditionnellement permet de faire le point sur cette activité et sur ses perspectives d'évolution. M. Raoul Civray, président de la Fédération française de voile, et M. Philippe Morault, président de la Fédération des industries nautiques, sont notamment intervenus au cours des débats.

M. Civray a rappelé qu'en dehors du développement de la plaisance, le premier championnat de France sera organisé en 1979 — on assiste à la multiplication des petits voiliers habitables qui s'effectue au détriment du dérivé léger. Plusieur bateaux inédits de 5,50 à 6 mètres de long apparaîtront ainsi au prochain salon, en même temps que de trop nombreuses nouveautés de toutes dimensions : on en comptera plus de quatre-vingts, des voiliers pour la plupart. Beaucoup de chantiers tentent à proposer une gamme assez large, cette inflation de modèles ne correspond pas à une expansion du marché.

De son côté, M. Morault a observé que l'engorgement des ports représentait l'obstacle le plus sérieux à l'essor de la plaisance. Il est évident que la hausse des prix des bateaux demeure en général mesurée. La location qui se développe permet à un nombre croissant d'amateurs de pratiquer la voile sans immobiliser des sommes importantes.

Dans la profession, on constate un regroupement et une évolution qui amènent un petit nombre d'entreprises dynamiques à jouer un rôle de plus en plus marquant. Ainsi, le chantier vendéen Jeanneau, le premier de France, qui emploie huit cent personnes, se dispose à agrandir ses installations et à engager quatre cents ouvriers au cours des trois ans à venir.

L'exportation, longtemps négligée par beaucoup, fait l'objet d'efforts récents. Si elle représente plus de 30 % du chiffre d'affaires global, cette proportion varie largement d'une entreprise à l'autre. Les deux plus importantes chantiers français, Jeanneau et Beneteau, ne vendent encore à l'étranger que 15 % de leur production ; ils comptent à l'exportation respectivement 30 % et 20 %.

En revanche, des constructeurs orientés vers l'extérieur, tels que Dufour et Vaquaire, exportent plus de 60 % des bateaux qu'ils fabriquent. Ces taux sont souvent atteints et même dépassés par les sociétés britanniques.

BOXE

ALFREDO EVANGELISTA CONSERVE SON TITRE EUROPÉEN DES POIDS LOURDS

Le poids des ans était trop écrasant, mardi soir 26 novembre à Bologne, pour le boxeur italien Dante Cane, qui, à trente-huit ans, disputait, contre l'Espagnol Alfredo Evangelista, vingt-quatre ans, son seizième sixième combat professionnel, titre européen des poids en jeu.

Peut-être les deux premiers reprises, le champion d'Europe fit preuve de larges crochets des deux mains sur Dante Cane, qui réussit à faire meilleure impression à la troisième reprise. Pourtant, au round suivant, un coup de droit à la mâchoire, suivi d'un direct du gauche, avait raison de la résistance de l'Italien, qui manquant d'avaler son protège-dents, leva la main en signe d'abandon. L'arbitre ouest-allemand, M. Rudolf Drust, qui l'avait déjà compté « out », déclara le K.-O.

Alfredo Evangelista défendait pour la troisième fois son titre européen conquis, le 9 septembre 1977, à Madrid. En 28 combats professionnels, il est maintenant à sa 24^e victoire, dont 20 avant la limite. Ses seules défaites ont été concédées, à l'Italien Lorenzo Zenon, qui vient de faire une rentrée victorieuse après plus d'une année d'interruption, ainsi qu'à Muhammad Ali et Larry Holmes pour le titre mondial.

Alfredo Evangelista devrait prochainement remettre son titre en jeu face au Français Lucien Rodriguez, qu'il a déjà battu par K.-O.

AUTOMOBILISME — Les quelque cent cinquante concurrents du rallye Paris-Dakar, épreuve originale ouverte aux motos et aux voitures, sont partis mardi 26 décembre de Gambier, conseiller municipal de Belma, membre de la commission des sports et représentant de la ville de Belma, au comité directeur du Stade de Belma, a participé à la journée sur le football professionnel organisée à Lille. G. 3.

FOOTBALL

UNE MISE AU POINT DU MAIRE DE REIMS

M. Claude Lamblin, maire de Reims (P.C.), nous précise, à la suite de l'article consacré à la création d'une Société d'économie mixte pour gérer le club de football professionnel à Lille (le Monde du 19 décembre) qu'à ses connaissances M. Jean-Claude Mauduit, maître-adjoint de Reims, chargé des sports, n'était pas présent à cette assemblée. D'autre part, après information, cette réunion ne rassemblait que les maires et élus socialistes de Reims et de six socialistes de Belma s'y sont rendus, cela ne peut être que leur nom propre.

M. Lamblin ajoute qu'en dépit des difficultés que connaît le Stade de Reims sur le plan financier, « la mise en place d'une formule de société d'économie mixte se trouve à l'état de projet ». M. Lamblin, l'avis exprimé par le président du Stade de Reims, le docteur Bassaire.

ARMÉE

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE RÉAFFIRME LE « DROIT À LA SECONDE CARRIÈRE » DES CADRES RETRAITÉS

M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a approuvé un rapport que vient de lui présenter le Conseil supérieur de la fonction militaire (C.S.F.M.) sur le problème de l'emploi des militaires retraités, c'est-à-dire le problème de la « seconde carrière ». Le C.S.F.M. suggère que soient levées « certaines entraves » d'ordre législatif et réglementaire dans l'intérêt des militaires retraités.

Dans un communiqué diffusé au terme d'une session de travail de deux jours présidée par le ministre de la défense, le C.S.F.M. estime que « le droit à la seconde carrière est partielle, contesté, ou son exercice limité, sous le prétexte que les militaires perçoivent une pension de retraite après quinze ans de services pour les non-officiers ou vingt-cinq ans pour les officiers. Mais, au rythme d'environ huit mille cinq cents départs par an, les militaires retraités ne représentent qu'une infime fraction des demandeurs d'emploi que, globalement, des travailleurs salariés ; de plus, une partie non négligeable de ces retraités ne reprend pas une activité rémunérée, les départs ouvrent plus d'emplois dans les armées qu'il n'en est recherché dans le secteur civil ».

Acquisite tôt, la pension de retraite est, dans la très grande majorité des cas, insuffisante pour permettre à des personnes encore jeunes ou très jeunes de faire face à leurs charges de famille. Constituant une sorte d'indemnité de départ à caractère pécuniaire, elle ne compense pas suffisamment le handicap économique tardif dans une nouvelle vie professionnelle.

Des solutions simplifiées et adaptées comme l'augmentation du montant des retraites ou le relèvement des limites d'âge ayant été éliminées, des suggestions articulées autour de quatre idées :

— Améliorer le cadre législatif et réglementaire afin de faire disparaître certaines entraves ; le Conseil a retenu avec satisfaction, à ce propos, l'intérêt que portent les élus de la nation aux militaires retraités ;

— Développer l'information des militaires en activité afin qu'ils songent suffisamment tôt à préparer leur seconde carrière compte tenu des nécessités du service ; une valorisation des filières de formation militaire est en outre souhaitable ;

— Intensifier les actions de reclassement en mettant en place des structures de coordination et de liaison ;

— Améliorer l'information du public, peu au fait des problèmes de la seconde carrière des militaires, et ce à partir de ces exemples caricaturaux :

RAPATRIÉS

L'INSTANCE ARBITRALE DEVIENT OPÉRATIONNELLE

Trois arrêtés ministériels viennent de fixer la composition de l'instance arbitrale dont la création était inscrite dans la loi d'indemnisation du 2 janvier 1978. Cet organisme est présidé par M. Jacques Cornet, conseiller à la cour d'appel de Paris. Les rapatriés peuvent le saisir par lettre adressée à son secrétariat, 11, bd de Sébastopol, 75001 Paris, dans les deux mois suivant la notification de la décision de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'origine (ANIFOM) que les demandes d'indemnisation aient été faites en vertu des dispositions législatives de 1970 ou de 1978.

L'ANIFOM rappelle que l'instance arbitrale a pour mission, d'une part, de fixer la valeur des biens industriels, commerciaux et artisanaux spoliés ; et lorsque les revenus professionnels ne sont pas connus ; d'autre part, de fixer la valeur des biens immobiliers bâties lorsqu'il est attesté, « dans un acte authentique ou sous seing privé », que celle-ci est « supérieure à la valeur obtenue par application des barèmes réglementaires ».

PRESSE

● Mme Michèle Raye, secrétaire générale du Syndicat national des journalistes (S.N.J.), et sa fille, âgée de huit mois, ont trouvé la mort dans un accident de la route, vendredi 23 décembre, entre Toulon-sur-Arroux et Gueugnon (Saône-et-Loire), à 10 heures, après mardi 23 décembre à Paris. Agée de trente et quatre ans, Michèle Raye avait collaboré au bulletin d'informations financières l'Agence nouvelle et occupait ses fonctions de secrétaire générale du S.N.J. depuis mai 1978.

JUSTICE

Les dernières lettres

cancer

... (text partially obscured by dark area)

Agissez

Pour qu'un enfant vive comme un enfant.

Avec 30 F vous pouvez apporter à cet enfant les doses de protéines indispensables à une croissance normale. Avec 15 F vous pouvez lui fournir de l'eau potable pour toute sa vie. Même en donnant peu, vous faites beaucoup. Si vous souhaitez participer, retournez-vous ce bon.

Reporte mon soutien à l'UNICEF et vous joins un chèque de

Nom _____ F
Adresse _____
Si vous êtes une entreprise, Montant du don : _____
Raison sociale _____
Adresse _____

UNICEF CCP 150
35 RUE FELICIEN DAVID, 75781 PARIS CEDEX 16

Naissances
— Tahani et Marc LENOZ, ainsi qu'Alexandra, ont la joie de faire part de la naissance de Gabriel, le 25 décembre 1978, 120, avenue de Suffren, 75015 Paris.

— Nicole FOUCHÉ et Jean GROBLA ont la joie d'annoncer la naissance de Judith, le 20 décembre 1978, 10, rue Ducrotic, 75014 Paris.

Mariages
Anna THEBAULT et Yves GEORGES ont fait leur mariage, célébré le 12 décembre 1978, 13, Villa Houssey, 92200 Neuilly.

— Le docteur Marc PEYRON et Mme Liliane SÉGAILL ont fait leur mariage, célébré le 24 décembre 1978 dans la plus stricte intimité.

Décès
— Mme Charles Arnould, ses enfants et petits-enfants.
— Mme Pierre Oury, ses enfants et petits-enfants.
— Mme André Arnould, leurs enfants et petits-enfants.
— Mme Guy Charrière, ses enfants et petits-enfants.
— M. et Mme Jean-Louis Guéhenne, leurs enfants et petits-enfants.
— M. et Mme Jean Charbonnier, leurs enfants et petits-enfants.
— M. et Mme Albert Muzaux, ses enfants et petits-enfants.

— M. Charles ARNOULD, ingénieur général de la Légion d'honneur, survenu le 26 décembre 1978. La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhon, à Paris, le vendredi 20 décembre, à 10 h. 30. L'inhumation aura lieu à Montreuil (Seine-et-Loire) le même jour à 17 heures.

— M. Roland ROUZEL, architecte diplômé de l'université de Paris, survenu le 18 décembre 1978, à Lezennes (France). La cérémonie religieuse a été célébrée à la basilique Santa-Cristina de Padoue. L'inhumation a eu lieu à Venise.

— Mme Maurice-Marie JANOT, née Suzanne Legendre et Florent, M. et Mme Georges Janot, M. et Mme Jean-Marie Janot, M. et Mme Jean-Guy Janot et leur fils, M. et Mme François Janot et leur fils, M. et Mme Michel Fritsch et leurs enfants, M. et Mme Bernard Krévich, M. et Mme Stanislas Janot et leurs fils, M. et Mme Stefan et leur fils, M. et Mme Philippe Anberis et leurs enfants, Les familles J. Joutaud, Gillet, Mère Paule-Emmanuelle, ses enfants, petits-fils, frères et belles-sœurs, nièces et parents, ont le plaisir de faire part du décès de leur père, M. Michel BERNARD, fondateur de l'Institut d'expression, survenu à Paris le 20 décembre 1978. Ses obsèques ont eu lieu le 22 décembre à 10 heures, au domicile, 7, rue Gomboust, 75001 Paris.

— M. Georges CALKA, directeur commercial, croix de guerre avec palme, médaillé des évadés, ancien de la 1^{re} D.P.L., président de la section des Forces françaises libres de Lille, survenu le 17 décembre 1978, 6000 Lille.

— M. Albert CHAUDIER, conservateur des archives de l'Institut Charles-Delmas, et Mme Claude Chaudier, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. Albert Chaudier, survenu à Paris le 20 décembre 1978, à l'âge de 32 ans, après une courte maladie. Ses obsèques auront lieu le jeudi 28 décembre, à 11 heures, au cimetière de Clichy, boulevard du Général-Séguin.

— M. Henri Marcel LEPAGE, professeur de mathématiques, survenu le 10 décembre 1978, 10, rue de la Vierge, 75002 Paris.

— M. Robert CLERC, professeur de mathématiques, survenu le 10 décembre 1978, à Montpellier.

— M. et Mme Jacques Delmas-Guichenné, M. et Mme Guy Delmas, M. et Mme Pierre-Henri Delmas, Xavier, Bernard, Marc, Françoise, Christiane, M. et Mme Arnaud Bourraud, M. et Mme Jean-Philippe Durac, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. Henri Marcel LEPAGE, survenu à Paris le 10 décembre 1978, à l'âge de 32 ans, après une courte maladie. Ses obsèques auront lieu le jeudi 28 décembre, à 11 heures, au cimetière de Clichy, boulevard du Général-Séguin.

LATREILLE
SPRINGSIDE 60 160 200 250 300 350 400 450 500 550 600 650 700 750 800 850 900 950 1000
H.C.M.M.P. DAMES. INNOVONS
SOLDES ANNUELS
À TOUS NOS RAYONS
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62, R. ST-ANDRÉ-des-ARTS - 6^e
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

سكوتون الحاصل

صحة من العمل

éq

2 milliards de passagers sur les réseaux de la RATP

2 milliards de passagers sur les réseaux de la RATP

ENVIRONNEMENT

immobilier

| | | | | | | |
|----------------------|-------|---------------|-------|--------------------|---------------|-------|
| OFFRES D'EMPLOI | 48,00 | La ligne T.G. | 52,62 | ANNONCES ENCADRÉES | La ligne col. | T.C. |
| DEMANDES D'EMPLOI | 11,00 | | 12,58 | OFFRES D'EMPLOIS | 27,00 | 30,88 |
| IMMOBILIER | 32,00 | | 36,61 | DEMANDES D'EMPLOIS | 6,00 | 6,86 |
| AUTOMOBILES | 32,00 | | 36,61 | IMMOBILIER | 21,00 | 24,02 |
| AGENDA | 32,00 | | 36,61 | AUTOMOBILES | 21,00 | 24,02 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 85,00 | | 97,24 | AGENDA | 21,00 | 24,02 |

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

MARKETING FINANCIER

dans le cadre de son expansion, une société de gestion de fonds de déplacements, rattachée à un important groupe financier cherche

UN RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT

Ce cadre, de formation économique supérieure, pouvant faire état d'une expérience réussie dans la promotion de produits financiers aura la responsabilité

- du développement et du suivi de la clientèle
- de l'animation d'un réseau d'inspecteurs

Envoyer photo, CV + lettre manuscrite sous N° 7032 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

LE LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Banlieue SUD-OUEST de PARIS, recherche

INGÉNIEURS-INFORMATIENS

Débutants ou 2 à 3 années d'expérience

Pour les activités suivantes :

- logiciel système, principalement compilateurs ;
- logiciel d'application temps réel, en particulier téléphonique ;
- programmes de tests de calculateurs et périphériques.

Bonnes connaissances écrites et parlées de la langue anglaise. — Nationalité française exigée.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : L.C.T. 18/20, rue Grande-Dame-Rose, 78 - VÉLIZY-VILLACOUBLAY.

Vous êtes

- ingénieur informaticien, (Réf. 10204/M)
- analyste-programmeur, (Réf. 10205/M)
- programmeur, (Réf. 10206/M)

Vous avez une expérience de 1 à 6 ans en COBOL, ASSEMBLEUR IBM, PL1, IMS/DL1, CICS, IDS/TDS,

emploi régional

NOUS RECHERCHONS POUR PITHIVIERS 80 KM DE PARIS

UN CHEF DE PRODUITS

Dépendant du Directeur de la division pharmacie pour être responsable d'une gamme de produits, des études de marchés, des campagnes de publicité et de promotion, des argumentaires et de la coordination avec les différents services de la société impliqués dans les plans de marketing élaborés pour ces produits.

Nous recherchons quelqu'un de 30 ans minimum ayant une formation commerciale supérieure, des connaissances techniques de marketing acquises de préférence dans l'industrie pharmaceutique.

Stant titulaire d'un important groupe américain la parfaite connaissance de l'anglais est nécessaire.

Nous insistons particulièrement sur les qualités de caractère de l'intéressé telles que : optimisme, dynamisme, enthousiasme, etc.

Avantages sociaux : 13e mois, prime de vacances, 5 semaines de congés, congés anticipés, participation, cantine...

Adresser C.V. détaillé et photo à LABORATOIRES REKER, Service du Personnel, avenue du 11-Novembre, 45000 PITHIVIERS

SOCIÉTÉ COMMERCIALE (150 millions de C.A.) recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

ESSEC - HEC - ESCP - DECS et C supérieurs ou similaires.

AYANT 5 ANS EXPERIENCE MINIMUM

Dépendant directement de la direction générale. Responsable des problèmes fiscaux, sociaux et comptables. Chargé des situations périodiques et de l'arrêté des comptes.

Env. C.V. avec lettre de candidature manuscrite à CONSEIL ET FORMATION REP. P.J.K. 53, rue du Château-d'Émail, 75010 Paris. Il sera répondu à toutes les candidatures.

ÉDITEUR SCOLAIRE P.M.I. recherche

ADJOINT au DIRECTEUR

pour contact haut niveau enseign. secondaire, études de marchés, promotion. Il pourra être un jeune ex-enseignant de solide formation, littéraire de préférence. Dynamisme indispensable. Relations E.N. souhaitées.

Envoyer C.V. et prétentions à : S.A.G.I., 6, rue de Beaune, 75007 Paris.

sema informatique

l'une des divisions de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, vous propose un poste dans une entreprise dynamique vous permettant :

- de vous tenir au courant des évolutions techniques,
- de construire une carrière en fonction de vos résultats,
- de changer de cadre de travail tous les 2 ans environ (Paris, Province, Étranger).

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hajage, Sema-Sélection : 82126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ

Fabricant de bijoux en métaux précieux recherche :

CADRE EXPORT

- Jeune
- Minimum cinq ans d'expérience professionnelle sur le terrain à l'étranger
- Connaisseur, si possible, trois langues
- Bonne résistance physique
- Formation : Ecole commerciale spécialisée
- Goût de l'effort personnel
- Intégrité morale et intellectuelle très grande.

Ce cadre aura à réaliser concrètement les ventes à l'étranger et à participer à la mise en œuvre d'une structure et d'une politique d'exportation.

Le poste à pourvoir se situe à MARSILLE. La rémunération sera fonction des aptitudes et des connaissances du candidat.

Pour toute réponse adresser courrier à n° 91783 Contessa Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris, codez 01 qui transmettra.

ONERA

recherche pr son établissement de (92500) CHATILLON-SOUS-BAUCOURT.

INGÉNIEUR PHYSICIEN

Formation grandes écoles. Bonnes connaissances scientifiques en optique, traitement du signal et commandes numériques. Adresser candidature avec C.V. et photo à : M. MIRA PERNEY, 197, rue La Fayette, 75010 PARIS.

ATTACHÉ DE PRESSE MI-Temps

PROFESSIONNELLE allant la collection et son esprit. Envoy. C.V. et photo à : M. MIRA PERNEY, 197, rue La Fayette, 75010 PARIS.

Groupes International recherche SPECIALISTES en réparation juridique de préjudice corporel ayant une expérience en tant que mandataire officiel ou compagnies d'assurances. Candidats except. Ecr. à B.761, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e. Cliquez C. Heuyer rect.

COMPTABLE

niveau B.T. Hve ou Fme. Se présenter avec C.V. au chef du service, 4, r. Corventin-Chippes (13^e) Poste à pourvoir rétroactivement.

SERIE INFORMATIQUE

de Services recherche RESPONSABLE SERVICE INFORMATIQUE Sér. réf. exigées. Expér. sur 370 IBM et G.A.P. Tél. pr R.V. M. Régisier : 292-10-13.

VILLE DE MEAUX (45.000 habitants) recrute UN ANIMATEUR

responsable du sect. « Jeunes » auprès d'une Associat. de quart. 21 ans minimum, BAC et 12 UV Capssé, avec formation de niveau III exigées. Expér. milieu urbain défavorisé. Possibilité évolution de poste. Env. lettre manuscrite + photo et C.V. détaillé à : M. MIRA PERNEY, Hôtel de Ville, 77107 MEAUX, 18, r. de la République.

UNE PUERICULTRICE

importante Société de service social, dans le cadre d'une action de rééducation. UNE PUERICULTRICE sur poste fixe s'intégrant dans une équipe déjà existante. Adresser candidature à M. le Maire.

MILLE-CLUSE

recherche son ANIMATEUR-DIRECTEUR permanent. Minimum B.A.S.E. Expér. prof. souhaitée. Env. lettre + C.V. + photo, à O.M.J.S. Mairie d'Aubergenville 78410

RECHERCHE POUR PARIS

2 INGENIEURS D'AFFAIRES

Leur mission consiste à assurer le développement et la commercialisation des Services de SLIGOS auprès des Grandes Entreprises (étude et réalisation sur mini-système et gros ordinateur, assistance informatique, télégestion spécifique).

Leur formation supérieure (Grande Ecole ou Université) et leur expérience acquise (plusieurs années dans une Société de Conseil et de Services Informatiques ou chez un Constructeur) leur permettront d'être rapidement opérationnels sur notre marché.

Un niveau de rémunération élevé et de réelles possibilités d'évolution de carrière dans un Groupe en pleine expansion offre à des candidats dynamiques et ambitieux des opportunités intéressantes.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous pli confidentiel à Alain GOLDRYN - SLIGOS Direction Commerciale 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

POSTE A POURVOIR - REGION OUEST

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(Réf. France 1075).

(pos. I - en informatique)

Éventuellement de formation générale avec notions d'informatique, pour leur courir des responsabilités dans le cadre de projets de création de logiciels téléphoniques.

Postes à satisfaction en Logiciel (software)

INGÉNIEURS ÉLECTRONIENS

Grandes Ecoles (R.É.S.E. -)

pour responsabilité :

- de produits de commutation téléphonique électronique temporelle et de calculateurs associés ;
- de matériel et logiciel d'essai et d'intégration.

Débutants acceptés.

Adr. C.V. dét. avec n° de téléph. (si possible) à : SERNENC ANPE, Cedex - Tél. : (40) 47-01-06.

secrétaires

secrétaires-dactylos

HOMMES BILINGUES ANGLAIS

Une expérience professionnelle de ces postes acquis sur des chantiers de construction est indispensable.

Les candidats retenus devront avoir :

- très bonne vitesse de frappe
- une connaissance de la sténo française et ou anglaise.

Le détachement s'effectue en statut célibataire.

Les candidats bénéficieront de tous les avantages liés à l'expatriation.

Envoyer C.V. détaillé, expérience et prétentions à : BECHTEL 53 rue Pierre Charron 75008 PARIS sous réf. YMM 1978

demandes d'emploi

propositions diverses

autos-vente

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Expérience quatre à cinq ans pour direction de chantiers bâtiment

Agence Régionale SUD d'une importante Société nationale.

Situation d'avant.

Ecrire HAVAS MONTPELLIER, n° 16.65, qui transmettra.

INTERNAT.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer étranger, par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Mutations, 47, rue Richer, Paris 9^e

POUR GRANDE ENTREPRISE NATIONALE DE BATIMENT

CHEF COMPTABLE ARABIE SAOUDITE

100.000 à 200.000 F. par an

Une bonne expérience en entreprise employant une importante main-d'œuvre est indispensable.

Sérieux-avertir. Ecrire sous cv à n° 49, à lettre + C.V. + photo, à O.M.J.S. Mairie d'Aubergenville 78410

capitaux ou proposition com.

capitaux ou proposition com.

de 16 C.V.

FISCALISTE

travail à domicile

divers

information divers

travail à domicile

divers

trouver un emploi

travail à domicile

divers

trouver un emploi

travail à domicile

divers

trouver un emploi

travail à domicile

divers

trouver un emploi

travail à domicile

divers

trouver un emploi

travail à domicile

divers

2 milliards de passagers sur les réseaux de la RATP

ENVIRONNEMENT

immobilier

Appartements vendus

5 à 7 C.V.

8 à 11 C.V.

de 16 C.V.

MERCEDES 280 S.E. 79

divers

VOLVO OCCASIONS GARAGE DES ARDENNES

GRATUIT

104 - 504 - 604

BMW 200 - 525 - 728

ANNONCES CLASSEES TELEPHONES 296-15-01

TRANSPORTS Faits et projets

LES RESPONSABLES DES AÉROPORTS RÉUNIS A LA GUADELOUPE

La politique américaine de libéralisation des tarifs va perturber le marché mondial du fret aérien

Pointe-à-Pitre. — Le dix-huitième congrès de l'Association internationale des aéroports civils (IATA) qui s'est récemment réuni à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) pour discuter du fret...

devoir améliorer sans cesse leur productivité et avoir un comportement commercial. — En ce qui concerne les autorités aéroportuaires...

De notre envoyé spécial

« Il n'y a malheureusement pas que le temps de vol qui compte, mais aussi les formalités d'embarquement au départ et de débarquement à l'arrivée... »

« agressives » et n'ont pas l'intention de laisser leurs positions... »

ENVIRONNEMENT

Centrale du Pellerin : deux communes administrées par une délégation spéciale. — Les deux communes de Loire-Atlantique...

P.T.T.

Un deuxième câble entre la France et la Grèce. — M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T. a signé le 14 décembre 1978...

TRANSPORTS

Etats-Unis : abandon du système des trois classes dans le transport aérien. — Après T.W.A., une autre compagnie aérienne américaine...

LIATA et la politique américaine. — Dans un communiqué publié le 19 décembre à Montréal, l'Association du transport international (IATA)...

EN 1978 2 milliards de passagers sur les réseaux de la R.A.T.P.

Plus de 2 milliards de passagers sur les réseaux de la R.A.T.P. en 1978. Ce sera le chiffre-choc de la conférence de presse que doit réunir M. Jacques Deschamps...

En moins de dix ans, le métropolitain, selon les lignes, a vu sa capacité s'accroître de 20 à 30 %.

À partir de la Porte de Cléchy, Anières et Gennevilliers. En 1980, l'ouverture de la nouvelle gare S.N.C.F. banlieue de Paris-Lyon...

ENVIRONNEMENT

CORRESPONDANCE

Les fonctionnaires sont juge et partie dans les études d'impact

Après les articles sur les études d'impact Le Monde du 12 et du 26 décembre 1978, nous avons reçu de M. Daniel Aversano, ingénieur-consultant à Chartres...

Vous êtes-vous soucié de savoir qui effectuait en France les études d'impact ? Etant membre de la chambre des ingénieurs-consultants...

L'AÉROPORT DE BALE-MULHOUSE AU RANG DES GRANDS

L'aéroport de Bale-Mulhouse, géré conjointement par la Suisse et la France (neuf cent mille passagers, 28 000 tonnes de fret en 1978)...

TOURISME

CLIGNOTANTS POUR SKIERS

On pourra voir bientôt sur les pistes de nouveaux bâtons de ski munis de clignotants...

L'immobilier

Real estate listings including: 5e arrdt., 15e arrdt., 92 Hauts-de-Seine, 94 Val-de-Marne, 16e arrdt., 17e arrdt., 44. AV. GRANDE-ARMÉE, 5 PIÈCES, 14e arrdt., 13e arrdt., 12e arrdt., 7e arrdt., 12e arrdt., 13e arrdt., 14e arrdt., 15e arrdt., 16e arrdt., 17e arrdt., 18e arrdt., 19e arrdt., 20e arrdt., 21e arrdt., 22e arrdt., 23e arrdt., 24e arrdt., 25e arrdt., 26e arrdt., 27e arrdt., 28e arrdt., 29e arrdt., 30e arrdt., 31e arrdt., 32e arrdt., 33e arrdt., 34e arrdt., 35e arrdt., 36e arrdt., 37e arrdt., 38e arrdt., 39e arrdt., 40e arrdt., 41e arrdt., 42e arrdt., 43e arrdt., 44e arrdt., 45e arrdt., 46e arrdt., 47e arrdt., 48e arrdt., 49e arrdt., 50e arrdt., 51e arrdt., 52e arrdt., 53e arrdt., 54e arrdt., 55e arrdt., 56e arrdt., 57e arrdt., 58e arrdt., 59e arrdt., 60e arrdt., 61e arrdt., 62e arrdt., 63e arrdt., 64e arrdt., 65e arrdt., 66e arrdt., 67e arrdt., 68e arrdt., 69e arrdt., 70e arrdt., 71e arrdt., 72e arrdt., 73e arrdt., 74e arrdt., 75e arrdt., 76e arrdt., 77e arrdt., 78e arrdt., 79e arrdt., 80e arrdt., 81e arrdt., 82e arrdt., 83e arrdt., 84e arrdt., 85e arrdt., 86e arrdt., 87e arrdt., 88e arrdt., 89e arrdt., 90e arrdt., 91e arrdt., 92e arrdt., 93e arrdt., 94e arrdt., 95e arrdt., 96e arrdt., 97e arrdt., 98e arrdt., 99e arrdt., 100e arrdt.

Real estate listings including: pavillons, 7 000 AFFAIRES A VENDRE A PARIS ET 120 KM AUTOUR, bureaux, locations non meublées, villas, hôtels-partic., région parisienne.

Agenda du Monde: Bijoux, Cadeaux, Rencontres, Modes, Moquette, Relations, Soldes, Instruments de musique, Fourrures, Vacances, tourisme, loisirs.

Handwritten text in Arabic script: سكران الأصل

ENVIRONNEMENT

POINT DE VUE

L'urbanisme peut-il être libéral ?

par ROBERT LION (*)

URBANISME et libéralisme ne riment que sur le papier. Plier la croissance et l'aménagement des villes aux lois « libérales » de la concurrence et du marché, telles qu'on les applique en ce moment à la production et au commerce, aggraverait le désordre urbain et les inégalités sociales. Le libéralisme signifierait ici, pour le plus grand nombre, un recul des libertés.

Dès à présent, les libertés des citadins en France sont loin d'être entières. Certes, par des aspects importants, la ville est libérale. L'histoire nous dit que l'affranchissement des hommes passa d'abord par les villes. Et celles-ci demeurent le foyer de libertés permanentes : les évolutions et les révolutions culturelles, sociales, économiques, se développent au cœur de nos cités, où dans les usines et les universités qui les bordent. De même, la société urbaine offre une précieuse liberté individuelle : anonyme dans la foule, le citadin se trouve émancipé du contrôle social qui pèse sur les petits mondes des villages.

Mais les agglomérations contemporaines contraignent excessivement les hommes, leur refusant des libertés majeures. Elles aggravent même continuellement ces contraintes et ces frustrations, à l'image du travail moderne, dont le caractère mécanique et appauvrissant n'a cessé de s'étendre.

Ainsi de la liberté de choisir. Comment parler d'urbanisme et de liberté sans que vienne à la bouche la vieille notion de l'élection de domicile ? Or on peut bien aujourd'hui proclamer le « droit à la ville », le droit de choisir son logement, le droit de bâtir sa maison, ces mots demeurent vides de sens pour des millions de familles. La majorité des citadins, en France, en 1978, n'est pas domiciliée. Elle est assignée à résidence.

Sans doute n'est-ce pas d'aujourd'hui que les beaux quartiers se sont fermés à de larges couches de populations urbaines, ou que la « rénovation-déportation » a bouleversé les villes. Mais ces phénomènes demeurent actuels : depuis un quart de siècle, alors que les conditions de logement s'amélioreraient beaucoup, la ségrégation s'est accrue.

Le savoir ne trouble plus le repos du financier ; il a été rejeté hors les murs : en banlieue, c'est-à-dire là où, suivant l'étymologie, on parquait les gens au ban de la société. Aujourd'hui, c'est se trouver paradoxalement tenu à l'écart du bonheur de la ville que d'être relégué dans le « cadre de vie » géométrique des ZUP que de subir le semi-désert culturel et le pauvre « environnement » de certaines périphéries urbaines ; et les sociologues n'ont pas

tort de parler de citoyens captifs pour désigner ceux qui sont asservis aux longs trajets urbains. Ces banlieusards-là, qui forment plus du tiers des habitants de ce pays, sont-ils libres de choisir une autre vie ?

Tout cela est entré dans notre vocabulaire, nos horaires et nos paysages ; on oublie souvent de s'en donner. Et puis, dira-t-on, il existe, ailleurs, bien d'autres urbanisations qui oppriment plus qu'elles ne libèrent ; pouvait-il chez nous en aller différemment ? Au surplus, cela n'est-il grand-chose à voir avec le libéralisme ? L'Etat, pour être beaucoup trop intervenu dans l'urbanisme, pour avoir tout codifié, quantifié, normalisé, n'est-il pas le premier responsable ?

La loi du marché

L'Etat n'est pas le premier responsable. S'il s'essouffie à réglementer, c'est qu'il n'intervient qu'à la marge. Au cœur du dispositif, au poste de commandement de la ville, règne la loi du marché.

Pendant les trente dernières années, alors que le nombre des citadins doublait, la France s'est moins préoccupée de concilier urbanisme et liberté qu'urbanisme et propriété. Nos lois les plus interventionnistes, qui ont fait orir à la socialisation des sols, ont eu pour les propriétaires des égards bien plus grands que la plupart des législations occidentales ; elles leur ont toujours permis de prendre une part profitable à l'urbanisation, et de bien tirer leur épingle du jeu du marché foncier. Le moteur de l'urbanisation a été l'argent.

En fait de choix, c'en était un. Il devait conduire, mécaniquement, à la centrifugation urbaine : au loin les hommes de peu de poids ; au cœur, ceux qui peuvent payer le

prix de la ville, ceux qui ont la liberté de choisir.

Le marché fait peser d'autres contraintes sur les citadins. Au cours du VI^e Plan, 60 % des logements neufs construits à Paris par la promotion privée ne comportaient qu'une ou deux pièces, car les studios constituaient alors le meilleur placement ; à ce compte, le jeu de l'offre et de la demande exclut les familles nombreuses, et produit des villes sans enfants ; il ajoute l'écrasement démographique à la ségrégation sociale. Soucieux de vendre, le marché ignore la loi l'après-vente, donc le long terme, dans la conception de la ville comme dans le coût d'exploitation, la valeur d'usage ou le bilan thermique des logements ; le marché privilégie l'apparence, le décor, et laisse dans l'ombre les vraies qualités de l'habitat, celles qui s'apprécient à l'épreuve du temps.

Surtout, le marché s'abstient de procurer ce qui n'est pas lucratif : espaces, équipements, logements sociaux. Ces réalisations-là, qui demeurent plus que jamais nécessaires en France — ne seraient-ce que pour rattraper notre retard en équipements collectifs — ne sauraient être convenablement assurées par le marché, même si l'on tente, à grands frais, de solvabiliser la demande sociale. Le jeu de l'offre et de la demande n'a jamais, où que ce soit, produit des villes équilibrées, également accessibles à tous. Pour remédier à ces défaillances, ou à ces emballements, du moteur que nous nous étions donné, l'Etat est intervenu. Il l'a fait de longue date : si Washington n'avait pas imposé les plans de Lanfant, la capitale américaine aurait peut-être pris le visage amorphe de Los Angeles. Sans le fait de quelques princes, nous n'aurions ni la place Stanislas ni la rue de Rivoli. Sans les lumières et l'autorité d'un Paul Delouvrier, nous connaîtrions, au lieu de villes nouvelles, la marée grise des pavillons et des grands ensembles.

Mais les villes nouvelles sont l'heureuse exception qui déroge à la règle. On a fait loi, sur quelques milliers d'hectares, ce qui se pratique partout en Suède, au Danemark, aux Pays-Bas. On a pris les grands moyens : études approfondies, planification à longue échéance, acquisitions foncières considérables, équipements ambitieux, orientation autoritaire des logements aidés (qu'aurait-on fait sans ces fameuses « aides à la pierre » que certains veulent à présent supprimer ?). Si demain on vit mieux dans ces villes équilibrées, la liberté y sera née d'un aménagement volontaire. Eût-il été « libéral », l'urbanisme n'aurait pas engendré ces libertés.

Ailleurs, l'intervention publique a été seulement ponctuelle et latérale.

Ponctuelle, ces ensembles d'H.L.M. d'autant plus denses que le marché foncier les repoussait plus loin. Ponctuelle, ces réalisations sociales dans les villes, d'autant moins ambitieuses que la collectivité devait payer au propriétaire foncier un tribut plus élevé. Latérale, ces réglementations qui tentaient de corriger, par une série d'exigences, la pente naturelle du marché foncier ou immobilier.

Ce corset réglementaire, plaqué en vingt-cinq ans sur le dynamisme désordonné des forces économiques, s'efforçant de contenir l'urbanisme « sauvage » et de discipliner les intempérances des professions immobilières, était trop faible pour rétablir les équilibres urbains. Il fut pourtant assez rigide et multiforme pour établir sur l'habitat et la ville un carcan étouffant. Nul n'a fait pire, en ce sens, que les Français.

Il s'est produit chez nous un accouplement monstrueux entre le Léviathan parisien, quadrillant toute réalisation de ses normes, grilles et ratios, et une génération d'architectes qui avaient cru lire dans la charte d'Athènes un fonctionnalisme froid, la mort de la rue, le saucissonnage de la vie des hommes en tranches spatiales. Tout cela a produit cet urbanisme contraignant dont souffrent, dans leur chair et leurs libertés, une grande partie de nos concitadins.

Pour que les villes deviennent en France plus équilibrées et plus « libérales », il ne suffit donc pas de dire que l'Etat garantit les libertés, de décréter que le droit de construire sera plus égalitaire, ou de favoriser le financement de la maison indivi-

duelle. Il faut prendre le problème à la racine, et s'attaquer à ces trois éléments : le fonctionnalisme, le jeu du marché, la centralisation.

Le fonctionnalisme a, heureusement, du plomb dans l'aile. Le pouvoir politique, embolant le pas à l'opinion, ou proclamant tout haut ce que les Français ressentent communément, a « interdit » les grands ensembles, les tours, les barres, les voies rapides urbaines... c'est tout juste s'il n'a pas interdit de couler du béton ! Mais il n'a guère désigné, ni attaqué, les causes qui ont produit ces effets-là : est-ce un hasard si on a construit trop dense ? N'y aurait-il pas quelque lien avec la spéculation et le jeu du marché ?

Il faut donc modifier le jeu des forces qui déterminent le développement et le remodelage des villes. On ne répondra à aucune de ces revendications : qualité de la ville, protection des patrimoines biologiques et culturels, même « droit de cité pour tous », libertés urbaines, sans maîtrise publique de l'urbanisation. Cela ne signifie pas du tout la fin des initiatives privées, mais la primauté d'une volonté collective et les moyens nécessaires à sa réalisation : un ferme encadrement du marché foncier ; une réforme foncière, touchant l'imposition, l'évaluation et l'appropriation des sols urbains ; le maintien et le renforcement de maîtres d'ouvrages publics, dépourvus de but lucratif, pour les équipements et le logement, que l'on pourra bien sûr, si on les a défaits de leurs handicaps, soumettre à une compétition loyale. Il serait peu réaliste de proposer un urbanisme de liberté si l'on évacuait ces sujets ;

Etablir un équilibre différent entre les pouvoirs

Enfin, on doit réduire le centralisme technocratique. Bal objet de consensus : nul n'a sur ce sujet de mots assez durs ! Le gouvernement paraît décidé à agir ; il amorce le pas vers une France moins jacobine. Mais faut-il encore qu'il s'agisse d'une vraie décentralisation : qu'elle donne aux collectivités plus de moyens nouveaux que de charges et de pouvoirs supplémentaires ; qu'elle incite, sous le sceau de l'empirisme, aux expériences et aux innovations ; qu'elle permette en particulier aux pouvoirs locaux de partager les responsabilités urbaines avec les quartiers et les associations ; qu'elle acclimate ainsi cette gestion de la cité proche des citadins, sans laquelle la liberté urbaine demeurera objet de discours. Il faut encore que la décentralisation se fasse, pour les villes, au profit d'une entité couvrant l'agglomération entière : un pouvoir urbain limité dans l'espace évacuerait chez le voisin les injustices, les problèmes sociaux et les réalisations non rentables : une autorité portant sur un grand territoire mènera une politique urbaine d'ensemble. Il faut enfin que les nouvelles autorités décentralisées soient conduites, de leur propre mouvement ou sous l'action de l'opinion, à présenter un projet de politique urbaine qui prenne en compte le passé, c'est-à-dire l'avenir. Ainsi, la décentralisation porterait le meilleur de ses fruits : un foisonnement de politiques urbaines résultant de volontés locales et prenant — enfin ! — des libertés incongrues avec les normes ou les concepts nationaux.

Quelle que soit la philosophie qui prévaut par ailleurs, un urbanisme plus humain ne procédera pas d'un désengagement au profit des initiatives privées ; pareil libéralisme provoquerait ici, au contraire, un grand recul pour les libertés. Mais un nouvel urbanisme ne devra pas davantage se décréter : il n'appartient pas à l'Etat de définir des modes ou des doctrines ; il lui revient de susciter de nouvelles institutions et d'établir un équilibre différent entre les pouvoirs. Maintenir une maîtrise publique ; la corifier progressivement à des échelons politiques locaux du bon niveau : ces deux lignes devraient primer toute autre, si l'on souhaite vraiment, aujourd'hui, que germent dans nos villes plus de justice et de liberté.

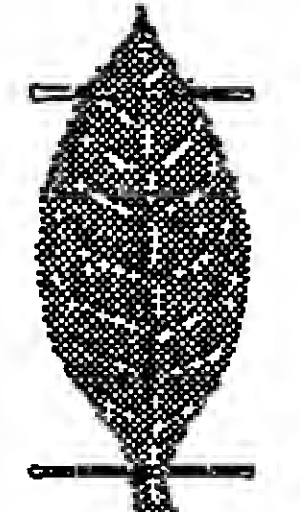
(*) Membre du Conseil économique et social.

LEGERE EN NICOTINE ET GOUDRONS. CORSEE EN GOUT ET EN AROME.

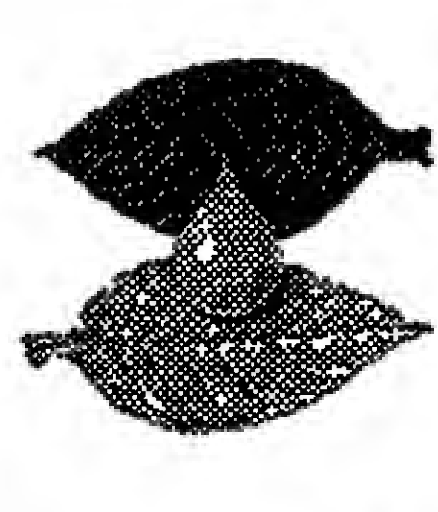
R6 est composée d'une sélection de tabacs blonds choisis pour leur très faible taux en nicotine et goudrons. Ces tabacs ont été enrichis de l'arôme de tabacs plus corsés. C'est le transfert d'arôme qui donne à la R6 tout son goût.



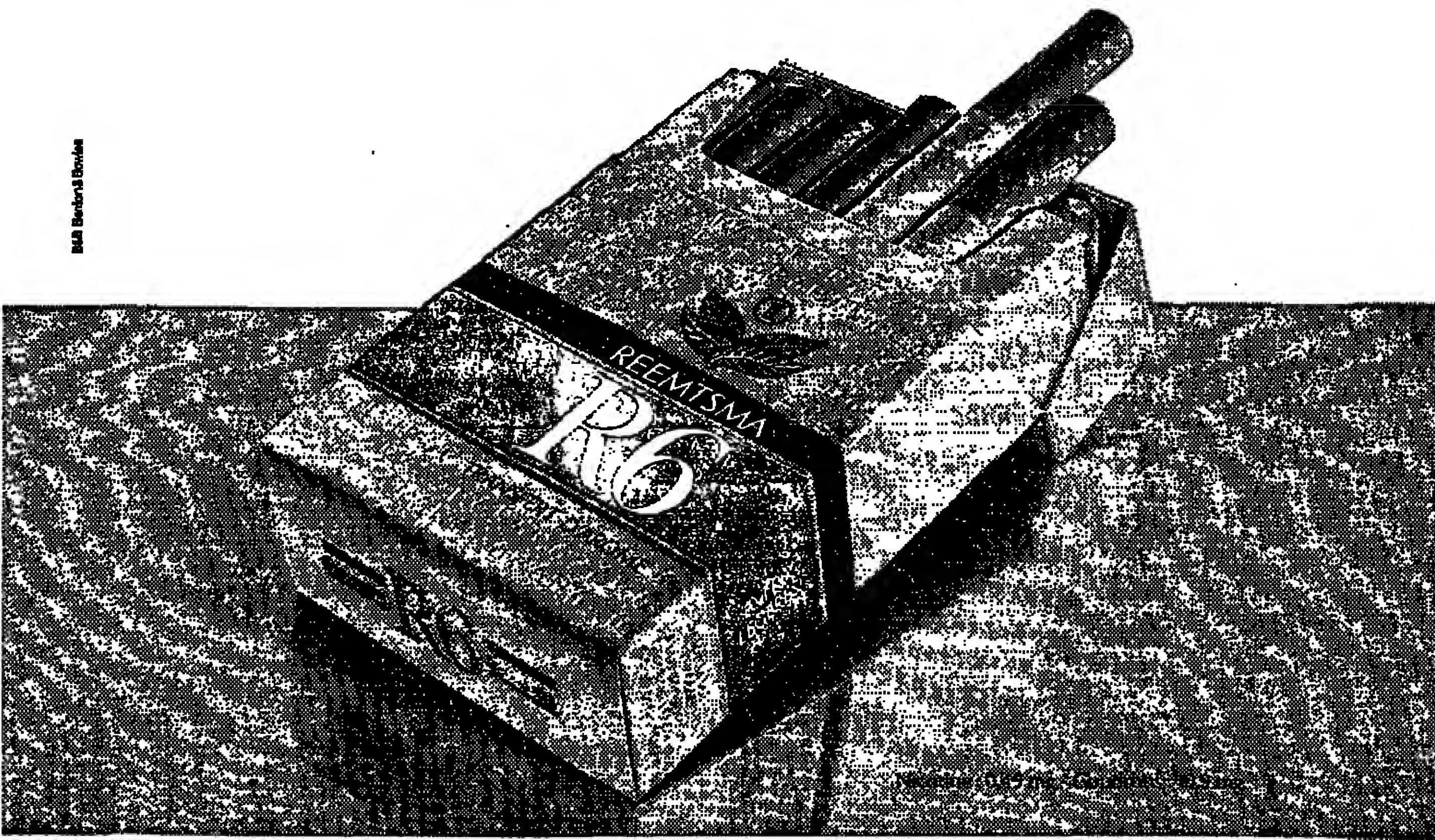
1/ Sur un plant de tabac, seules les feuilles basses sont utilisées, celles qui contiennent le moins de nicotine.



2/ Sur la feuille de tabac, seul le centre qui contient moins de nicotine est utilisé.



3/ Transfert d'arôme : procédé exclusif à R6 pour transférer l'arôme de tabacs corsés aux tabacs légers.



ROBERT & RENÉ
 13, rue du Faubourg-du-Temple
 PARIS 10^e - M^o REPUBLIQUE

Une boucherie
 « Grande Surface »
 au service des consommateurs

**PRIX DISCOUNT
 TOUTE L'ANNÉE**
 nos clients le savent!..

SIGOT 31,80 F le kg - FOIE GRAS D'OIE TRUFFE 3 % 188 F le kg
 CARBE AGNEAU ENTIER 30,80 F le kg - BOUDIN BLANC 14,80 F le kg
 COTE DE BŒUF 29,80 F le kg - DINDE FRAICHE P.A.C. 14,80 F le kg
 PORCELET (8 à 10 kg) 19,80 F le kg - SAUMON FUME 74,80 F le kg

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU

SARGO

EXPOSITION ET DEMONSTRATION
CAPELOU Distributeur
 Seule adresse de vente :
 37, Av. de la République
 PARIS 10^e - Métro FARMENTIERS
 Tél. 387.46.35 +



Le Monde
 ENERGIE

Ce jour d'echec est aussi un jour de lutte victorieuse

AGRICULTURE



ut-il être libéral)

APRÈS LA PANNE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ DU 19 DÉCEMBRE

« Ce jour d'échec est aussi un jour de lutte victorieuse » écrit M. Delouvrier à M. Boiteux

R.D.F. a rendu publique le 26 décembre une lettre adressée par son président, M. Paul Delouvrier, à son directeur général, M. Marcel Boiteux, à la suite de la panne générale d'électricité du 19 décembre.

Après avoir noté que l'E.D.F. « responsable de la permanence de l'électricité, doit exprimer ses regrets à ses clients, c'est-à-dire à tous les Français », M. Delouvrier évoque les causes lointaines et immédiates de la panne. « On confond trop souvent le tout électrique isolé avec l'isolé, qui économise pétrole et dépenses, avec le chauffage électrique d'appoint par appoint qui n'est qu'un complément à la centrale thermique... »

Le président de l'E.D.F. rappelle ensuite le retard du nucléaire et les difficultés du transport qui avaient amené le conseil de l'établissement à préconiser dès 1976 un programme complémentaire comportant plusieurs tranches à gaz dont la mise en œuvre demande que deux ans et qui seraient, lors des points, soulagés le transport. Cette situation avait amené l'E.D.F. à déclarer « nous ne passerions pas sans difficultés plusieurs hivers pour peu que se conjuguât plusieurs éléments... »

Pour ce qui est des causes immédiates, elles ne sont, relève M. Delouvrier, « pas évidentes ». Le président poursuit : « Défaillance de l'homme ? Défaillance du matériel ? Combinaison des deux ? Rien n'est à écarter. C'est pourquoi nos investigations se poursuivent avec rigueur. C'est

pourquoi il était nécessaire que le ministre de l'Industrie confie à deux hommes extérieurs à notre établissement — deux ingénieurs généraux de ce ministère — le soin d'enquêter pour renseigner impartialement, outre nous-mêmes et des syndicats, les pouvoirs publics et l'opinion et en tirer les conséquences et les enseignements. « La panne absolue ne peut être ressentie que comme une humiliation », mais poursuit M. Delouvrier, « ce jour d'échec est aussi un jour de lutte victorieuse. Remettre en marche un complexe machinerie entièrement arrêté, rétablir l'électricité à presque tout le pays qui en était complètement privé, est un exploit, dont les deux exemples américains témoignent à contrario... »

Le président rend enfin témoignage à tout le personnel de l'établissement pour « la maîtrise de son savoir professionnel » et ajoute à cet égard les félicitations du conseil d'administration à l'adresse de M. Marcel Boiteux pour la manière dont il s'est lui-même dévoué durant cette journée, expliquant l'événement « sans passion, avec calme, clarté et grande pondération de jugement... »

AGRICULTURE

DU CHATEAUNEUF-DU-PAPE PRODUIT EN LIBYE

(De notre correspondant.)

Avignon. — Mettant à profit les ressources que lui procurent ses riches gisements de pétrole, la République arabe de Libye a décidé de transformer des zones désertiques du pays en « montagne verte », consacrée à l'agriculture. Ainsi le projet d'El Akhdar, réalisable en trois ans, consiste-t-il à mettre en culture une bande de littoral de 2500 kilomètres, s'étendant sur 500 kilomètres dans l'intérieur du pays. Un gigantesque projet d'irrigation est en voie de réalisation.

De passage dans le Vaucluse, une délégation du ministère de l'Agriculture libyen et M. Beshir, secrétaire d'Etat, directeur du projet, ont révisé le contenu de ce programme aux chefs d'entreprises provençales.

Déjà, depuis le début de 1976, P.P.B.-France, grosse firme spécialisée dans la conception de modules en béton précontraint, fournit au gouvernement libyen des millions de blocs en béton armé, destinés à servir de tuteurs à de jeunes vignobles et vergers. Les commandes portent sur des fournitures assurées l'équipement de 700 hectares par an, pendant cinq ans. A partir de l'expérience faite par P.P.B., les pépiniéristes du célèbre cru de Châteauneuf-du-Pape fourniront 25 millions de plants de vigne à la Libye. Autres conséquences de la parade de P.P.B. au Proche-Orient : un constructeur vauchinois fournit plusieurs milliers de décodeurs, tandis que des pourpailleurs sont en cours entre la chambre de commerce de Vaucluse et les responsables libyens pour la livraison d'une conserve agro-alimentaire « clés en main », dont la réalisation pourrait être confiée à un groupement de constructeurs vauchinois. — J. F.

ERRATUM. — Dans le bilan économique et social de l'année 1978 (le Monde du 26 décembre 1978), quelques mots ont sauté dans le paragraphe consacré aux céréales. Il fallait lire : « La récolte céréalière progresse de 4 % et atteint 140 millions de tonnes. Les moissons munitives de blé sévè de 422,5 millions de tonnes (381,5 pour la campagne 1977-1978). »

ÉNERGIE

LES MANIFESTATIONS DES SIDÉRURGISTES

Les routes devaient rester bloquées autour de Longwy jusqu'à jeudi matin

De notre correspondant

Metz. — Depuis mardi 26 décembre à 10 heures, les principales voies d'accès conduisant vers Longwy, au nord de la Lorraine, sont bloquées par des barrages de voitures mis en place par l'intersyndicat C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et FEN. Ce dispositif, qui sera maintenu en place jusqu'au jeudi matin à 10 heures, fait partie des initiatives prises par les syndicats pour attirer l'attention sur la gravité de la situation créée dans le bassin sidérurgique lorrain par l'annonce de nouveaux licenciements et de fermetures d'installations.

La R.N. 18, venant de Verdun, la R.N. 52, venant de Metz, ainsi que les routes frontalières reliant la Lorraine à la Belgique et au Luxembourg, sont plus particulièrement touchées par ce plan. Seuls y échappent un certain nombre de

Dialogue avec M. Bergeron « Rien de changé à la C.G.T. »

A la tribune d'un congrès, M. Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière, élève parfois la voix pour parler du parti communiste. C'est un ton fort bonhomme qu'il a pris dans le dialogue à bâtons rompus que voici :

— Vous faites état de nombreux nouveaux adhérents à F.O. Comment sont-ils orientés politiquement ?

— Sans doute autant vers la majorité que vers l'opposition.

— Et leurs idées ?

— C'est la même chose, mais ils sont plus réservés. Dans l'ensemble, beaucoup d'adhérents proches du P.S. s'en sont écartés à cause du programme commun.

— Vos rapports avec François Mitterrand ?

— Pas de problème ! Certains éléments du P.S. avaient demandé mon exclusion du parti socialiste : voyez ce qu'il en reste !

— Et le congrès de la C.G.T. ?

— Rien n'est changé. A F.O. nous sommes des anciens combattants, nous ne sommes pas sectaires et nous n'avons pas de sentiments malveillants à l'encontre de Georges Séguy ou d'autres.

— Les militants socialistes ne se sont-ils pas librement exprimés au congrès de Grenoble de la C.G.T. ?

— La C.G.T. demeure dans l'orbite du P.C. Deux ou trois socialistes de

véhicules considérés comme prioritaires, c'est-à-dire notamment les ambulances, les pompiers, les camions de livraison de denrées périssables, etc. A chaque barrage, la circulation est bloquée pendant une demi-heure puis, après une brève ouverture de cinq minutes, les barrages se rétablissent. But de cette tactique : immobiliser un maximum de véhicules afin de pouvoir distribuer aux conducteurs des documents expliquant les raisons de cette manifestation.

De leur côté, les services de gendarmerie, manifestant jusqu'à présent une certaine discrétion, s'emploient surtout à éviter soigneusement les véhicules susceptibles de tomber dans le piège des barrages de Longwy. Dans l'ensemble, les usagers de la route réagissent avec patience.

plus à la commission exécutive ne changent rien, quand soixante de ses membres sont au P.C. Il est normal que la C.G.T. ait essayé de donner d'elle une image attrayante. L'unité syndicale a été refaite un certain nombre de fois. En 1966, le cumul des responsabilités politique et syndicale avait été interdit. Mon propos n'est pas péjoratif : le P.C. reste maître de la machine.

— Alors, pas de changements, à la C.G.T., selon vous ?

— Si des changements fondamentaux intervenaient, se trouverait posé le problème de la réunification syndicale et politique. Il n'en est rien.

— M. Bergeron ajoute : « Nous ne voulons pas recommencer les erreurs de nos prédécesseurs. D'où notre prudence. Il n'y a pas de changement dans le monde communiste... »

« Quelle est la moyenne d'âge du militant F.O. ? »

— Trente ans.

« Il venait donc juste de naître, lors de la scission d'avec la C.G.T. La rupture est-elle pas pour lui de l'histoire ancienne ? »

— Pas du tout, ce n'est pas une vieille lune ! Les jeunes ne veulent pas de la réunification syndicale. Ceux qui pourraient y penser, ce seraient plutôt les anciens qui vivent dans la nostalgie de 1936... — J. R.

CORRESPONDANCE

L'« effet Xénon »

A la suite de l'article paru dans le Monde daté 21-22 décembre sur l'effet Xénon, responsable du déficit néoconservateur à la remise en route, après arrêt prolongé, des centrales nucléaires du type graphite-gaz, M. Paul Reys, ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique, nous précise :

« L'impossibilité de rédemarrer la centrale n'est pas liée à un problème de « sécurité », comme il est dit, mais de « réactivité » : tant que le xénon est en concentration trop importante, la réaction en chaîne n'est pas possible à cause de l'absorption supplémentaire de neutrons que cela entraîne. On doit attendre quelques heures que ce xénon ait suffisamment disparu par décroissance radio-active. »

Formation permanente et relations publiques

La législation sur la formation permanente a du bon, c'est bien connu. Elle permet à des entreprises coïssantes d'envoyer des cadres en « recyclage » dans des lieux plus ou moins attrayants et à l'hôtelier de rentabiliser peu ou prou ses équipements parfois sous-employés. Les relations publiques ont du bon, elles aussi. En « créant l'événement », elles assurent le lancement commercial d'activités qui s'éparquent la recours à des méthodes plus traditionnelles, comme la publicité ou le démarchage, ou en amplifiant les effets.

La conjonction habile de ces deux possibilités a présidé au lancement de la filiale française d'une société helvétique, Séminaire service international. Spécialisée dans l'organisation de « conférences de haut niveau sur les pratiques du droit international » (en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas), cette société a tenu récemment à Paris son premier « stage de formation pour dirigeants, juristes, conseils et experts internationaux », consacré aux « obligations et responsabilités des entreprises au regard des législations sur la protection des consommateurs dans la Communauté européenne ».

Cent dix cadres français et étrangers (une trentaine venus de onze pays) ont, pendant trois jours, écouté assidûment, en prenant des notes, les exposés d'une dizaine d'experts internationaux experts et juristes. Les sujets abordés étaient vastes, étant donné la complexité des législations nationales et l'état d'avancement divers des directives communautaires : la réglementation du produit, la répression des fraudes, le marquage et l'étiquetage ; la publicité trompeuse, managère et comparative ; les emballages trompeurs ; les clauses abusives de vente ; les actions de promotion... Il en coûtait 2000 francs à chaque participant, T.V.A. comprise, auxquels il fallait ajouter, pour les étrangers et les provinciaux, les frais d'hébergement.

La question qui se pose est de savoir ce qu'apporte à des entreprises la participation de leurs cadres à de tels séminaires. Quelle que soit la qualité des intervenants — et elle fut grande à ce séminaire parisien, — ils n'ont guère, en vingt minutes, le temps de faire la lecture des subtilités juridiques des législations et réglementations nationales, diverses et complexes d'un produit à l'autre, et qui sont sujet de chausse-trappes pour un exportateur éventuel.

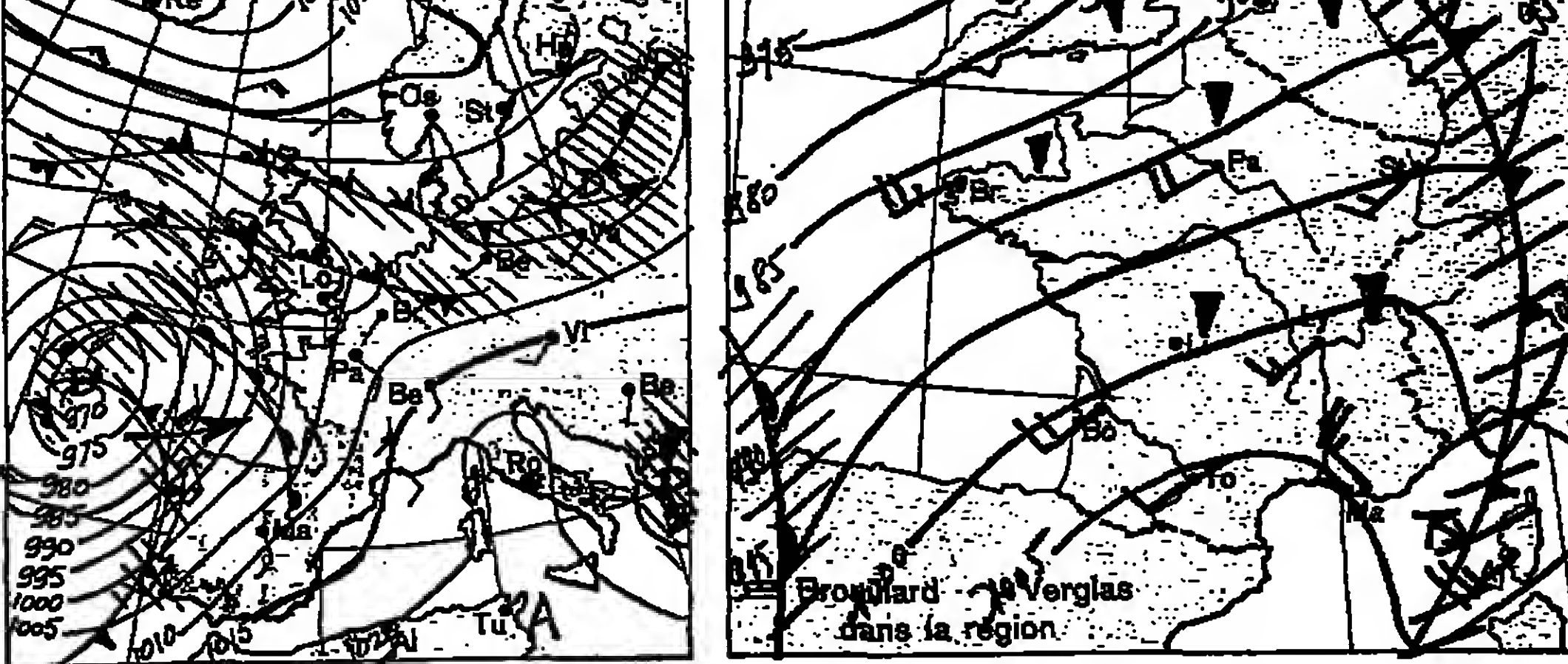
Les mots « protection du consommateur » recouvrent des réalités totalement différentes, selon qu'il s'agit de produits laitiers frais, de cosmétiques, d'automobiles ou d'articles textiles. De plus, le cours magistral — il ne peut s'agir de cela — ne permet guère de combler des lacunes individuelles par définition disparates... Tout au plus peut-on avoir une vision un peu générale de la diversité des législations et de leur évolution récente.

Est-ce suffisant pour appeler cette formation permanente ? J. D.

ERRATA. — Deux erreurs typographiques ont déformé le sens de notre article relatif à la rénovation des méthodes pédagogiques de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (le Monde du 27 décembre). D'une part, la tendance est « autoritaire » à l'individualisation et non à l'individualisation de la formation. D'autre part, les syndicats de l'AFPA ont déploré que les « travailleurs » et non les « travailleurs » ne représentent que 15 % des stagiaires.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27.12.78 A 0 h G.M.T. PRÉVISIONS POUR LE 28.12.78 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm) Zone de pluie ou neige Averses Orages Brouillard Verglas

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 27 décembre à 0 heure et le jeudi 28 décembre à 24 heures. Une profonde dépression centrée sur le proche océan se décalera vers les îles Britanniques en se combinant partiellement. Elle entraînera sur notre pays un flux de secteur sud-ouest doux, humide et instable.

Jeudi 28 décembre, une perturbation achevant de traverser la France donnera des pluies matinales sur nos régions de l'Est et du Sud-Est. Un surcroît variable se généralisera ensuite avec alternance d'éclairs et de nuages. Des averses ou des pluies associées se produiront dans un flux de secteur sud-ouest, modéré ou assez fort et irrégulier dans l'intérieur temporairement fort avec rafales sur les régions côtières. Les averses seront parfois accompagnées d'orages.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2268 Solution du problème n° 2265

Grid for crossword puzzle with numbers 1-9 and letters H, I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI.

Horizontalement I. Opticiens (cf. « Conserves »). II. Restitue. III. Aristocrate. IV. Rues. V. Nu. Réal. VI. Carcan. VII. Abel. Ah. VIII. Négociera. IX. Cloner. An. X. Elu. Défilé. XI. Set ; II.

Verticalement 1. Ordonnances. 2. Pè. Belle. 3. Tsar. Egout. 4. Fou. Clou. 5. Cirer. Cade. 6. Rindarier. 7. Eustache. II. — 8. Net ; La ; Rail. — 9. Sésé ; Néant.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 25, 26 et 27 décembre 1978 :

UN DECRET modifiant certaines dispositions du chapitre IX du titre 1er du livre 1er du code du travail (deuxième partie : Décrets en conseil d'Etat) relatives au contrat d'apprentissage dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

DES ARRÊTES

des 15 et 20 décembre 1978 fixant le tarif des cotisations d'accident du travail ; départements d'outre-mer, exploitations minières et assimilées, sièges sociaux et bureaux, dépôts ou centres livreurs, catégories de travailleurs visés à l'article 12 de l'arrêté du 1er octobre 1976 ; portant délimitation de zones de production de différents vins de pays.

PRIX DISCOUNT TOUTE L'ANNE

سكزامن الأصل

صك من الأصل

LES MARCHÉS FI

ÉTRANGER

En Pologne

Les tensions économiques persistent malgré les mesures de déflation

Vienne. — La Pologne poursuit l'an prochain la politique déflationniste engagée en 1977 sous le nom de « manœuvre économique ». Cette nouvelle orientation, qui consiste à modifier la stratégie fondamentale du plan quinquennal (1976-1980), vise à rétablir les équilibres du marché intérieur de la consommation et de la balance du commerce extérieur.

De notre correspondant en Europe centrale

Un autre quart ira à l'agriculture et à l'industrie alimentaire, dont le développement doit aider à rétablir enfin un équilibre du marché.

Les reproches du général Moczar. Pour atteindre l'an prochain les objectifs fixés, un appel plus appuyé que par le passé est lancé par le parti et le gouvernement à l'esprit de responsabilité des dirigeants d'entreprises, à la discipline du travail et à un contrôle plus sévère des tâches à accomplir. Ce thème a été abordé à

plusieurs reprises par M. Giersek, le premier secrétaire du POUF depuis la reprise d'activité au début du mois après une cure de trois semaines en écholons-quié. Il a été aussi publiquement traité par un homme qui s'était fait oublier depuis un certain temps, le général Moczar.

Cet avertissement sonne comme un reproche adressé à l'équipe actuelle pour ne pas avoir montré jusqu'à présent en ce domaine suffisamment de fermeté. En s'en prenant non seulement aux cadres de l'économie, mais aussi à ceux du secteur politique, le général Moczar a interprété dans un sens large les attributions qui sont les siennes. Cette intervention dans les affaires publiques après des années de silence n'aura certainement pas échappé aux hommes actuellement au pouvoir. Elle se situe en tout cas dans l'esprit de la vague antibureaucratique récemment décidée afin de « dégraisser » l'appareil administratif.

AFFAIRES CONJONCTURE

CREUSOT-LOIRE DEMANDE UNE AIDE DE L'ÉTAT POUR LA SIDÉRURGIE FINE

« Si la puissance publique n'apporte pas son aide à l'industrie française des aciers spéciaux comme on le fait très discrètement dans les pays voisins, il y aura des conséquences », a averti M. Philippe Boulin, directeur général de Creusot-Loire, en présentant à la presse les perspectives de son groupe. Ce dernier a enregistré une perte de 800 millions de francs en 1978, dont 600 sont imputables à la division « aciers spéciaux » (45 % d'un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs). Les remèdes ? Selon M. Boulin, il s'agit de négocier avec l'État une aide à la sidérurgie lourde, et qu'elle prolonge 1979. Ensuite, des concentrations : il y a trop d'entreprises (7 contre 3 en Allemagne fédérale), trop d'usines. Des négociations sont en cours avec l'usine de Châteaufort, et annoncé une politique d'« austérité », notamment pour les hauts salaires, afin de rétablir une rentabilité compromise. Passant en revue le secteur d'activité de son groupe, M. Boulin a évoqué la raréfaction des commandes sur le marché mondial pour Creusot-Loire, entreprises (ingénierie), la baisse relative de la mécanique, notamment au Brésil, où Mecanica Passada font des étincelles. Quelques « accidents », comme la lourde perte sur la construction d'une aciérie en Irak compensée par des gains ailleurs. Quant au nucléaire, il évoque le ralentissement d'exécution du programme nucléaire français et s'exprime sur les perspectives s'ouvrant sur le plan mondial, avec un chiffre d'affaires prévisible de 5 milliards de francs en 1985.

SELON L'INSEE

Les industriels s'attendent à une croissance modérée de la production et des prix

« Après plusieurs mois de stabilité, la production industrielle française croit à un rythme modéré depuis la rentrée », indique l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) dans son enquête mensuelle de décembre. Les carnets de commandes, qui ont progressé régulièrement depuis le début de l'année, peuvent désormais être considérés comme normaux. « L'indicateur d'opinion est proche du meilleur niveau observé depuis quatre ans ».

Le nombre de déficiences d'entreprises légèrement diminué en novembre par rapport à l'an passé. Mille trois cent trente-deux entreprises ont été mises en règlement judiciaire ou en liquidation au cours de ce mois soit 2 % de moins qu'en novembre 1977. Après correction des variations saisonnières, le nombre des déficiences (1 314) reste très proche du point atteint en octobre (1 300). « Après une progression régulière de près de 1200 entreprises, une diminution du nombre de jugements est observée au premier au niveau global », note l'INSEE.

Pas de modification des taux d'intérêt versés par les caisses d'épargne. — Le Conseil national du crédit, qui se réunit en fin de semaine, devrait annoncer que les taux d'intérêt versés par les caisses d'épargne ne seront pas modifiés en 1979. Le taux du livret A, exonéré d'impôts, qui a vu son plafond relevé de 38 000 F fait fixé à 6,50 % ainsi que celui du livret B qui supporte le prélevement libératoire de 40 %. Les taux des livrets et plans d'épargne-logement (exonérés d'impôts) resteront respectivement de 3,25 % plus la prime et 4,50 % plus la prime.

Le nombre de déficiences d'entreprises légèrement diminué en novembre par rapport à l'an passé. Mille trois cent trente-deux entreprises ont été mises en règlement judiciaire ou en liquidation au cours de ce mois soit 2 % de moins qu'en novembre 1977. Après correction des variations saisonnières, le nombre des déficiences (1 314) reste très proche du point atteint en octobre (1 300). « Après une progression régulière de près de 1200 entreprises, une diminution du nombre de jugements est observée au premier au niveau global », note l'INSEE.

AÉRONAUTIQUE

Le dernier Concorde assemblé en France a fait son premier vol

Le quinzième exemplaire de Concorde, dernier-né de la série des huit superconcordes assemblés en France, a fait son premier vol, mardi 26 décembre, à Toulouse. Le dernier des huit appareils de la série assemblée en Grande-Bretagne devrait sortir des usines de Bristol en février 1979. Ce double événement marquera la fin du programme de construction des seize Concorde dont neuf ont été vendus à Air France et à British Airways; deux sont des appareils d'essai non commercialisés et cinq n'ont pas encore trouvé acquéreur. Depuis 1962, date du lancement en commun par la Grande-Bretagne et la France du programme d'un avion superconcorde civil, les crédits ouverts, toutes taxes comprises, par l'État français ont atteint 2 833 millions de francs, en augmentation de 0,7 % seulement par rapport à la période correspondante de 1977. Pour la première fois, il n'est inscrit aucun crédit au budget de 1979.

Le programme et pour les deux partenaires, l'équivalent de 24 milliards de francs environ. Les gouvernements français et britannique, qui sont à la recherche d'un accord pour permettre de commercialiser les cinq exemplaires restants, ont demandé aux industriels de maintenir la capacité de production en stockant et préservant les outillages. Pour l'avenir, une étude a été entreprise par la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) et la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) sur le transport aérien superconcorde dans le monde. C'est au vu de ce rapport que le gouvernement doit prochainement décider de développer ou non un appareil de transport superconcorde de deuxième génération. Les constructeurs français suivent les études menées sur le même sujet aux États-Unis en vue de pouvoir coopérer, s'il y a lieu, avec des sociétés américaines. Mais il semble, pour l'instant, que ni le gouvernement fédéral ni le Congrès ne soient favorables à un tel projet.

MONNAIE

LE SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

M. Couve de Murville : nous ne pouvons que souhaiter que le pari soit gagné

Dans un article intitulé « Le système monétaire européen » dans le numéro de décembre publié par la revue gaulliste l'Appel, M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, constate que, malgré une « orientation fantaisiste », le système monétaire européen « n'est pas le succès tant attendu ». Il souligne que l'Europe monétaire est une « formule » dont il faut se méfier. « L'Europe se met à toutes les sauces de la terminologie », écrit-il. Il ajoute : « On a décliné une nouvelle unité de compte pour calculer les varia-

tions des cours. C'est l'ECU, que l'on a baptisé monnaie européenne, ce qui ne correspond d'ailleurs à rien, puisqu'il ne s'agit pas d'une monnaie, mais d'une méthode de calcul ». L'ancien premier ministre conclut : « Quant à la politique européenne, elle ne fait que marquer un nouveau désaccord entre les neuf. Constatons donc simplement le fait que les engagements sont pris, que le pari est accepté avec tous ses risques. Nous ne pouvons que souhaiter qu'il soit gagné, puisque c'est la France qui est en cause ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-U., Yen, DM, Florin, F. B. (1960), F. S. (1960), L. (1960), S. (1960).

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: DM, \$ E.-U., Florin, F. B. (1960), F. S. (1960), L. (1960), S. (1960). Rows show interest rates for various currencies.

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tel qu'il est indiqué en fin de matinée par une grande banque de la place.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

Direction de l'industrie de la Wilaya d'Alger. Complexe des matériaux de construction de la Wilaya d'Alger.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Complexe des Matériaux de Construction de la Wilaya d'Alger lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture: Lot n° 1: Une chaîne de fabrication de briques capacité 120 T/jour. Lot n° 2: Un séchoir pour séchage des produits rouges capacité 130 T/jour. Lot n° 3: Trois fours pour la cuisson des produits rouges capacité 130-200 T/jour.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Cibit obtient un nouveau contrat au Japon. — La société française Cibit vient de remporter un nouveau contrat sur le marché japonais. Aux termes d'un second contrat, conclu avec le constructeur automobile Toyota (Kogyo), Cibit livrera 12 000 phares anti-brouillard par mois, destinés à équiper les modèles « 260 » et « 280 Z » que la firme vend sur le marché nippon. En novembre 1977, Cibit avait signé un premier contrat avec Toyota Kogyo, portant sur la fourniture en première monte de projecteurs à lode pour l'équipement des véhicules Mazda exclusivement vendus en Europe (le Monde du 3 novembre 1977).

Par la suite, Cibit avait conclu des accords similaires avec Honda et Toyota. Cette nouvelle commande, maintenant près de 200 000 le nombre de phares vendus par la firme française au pays du Soleil-Levant.

Etranger

ESPAGNE

Planification des hausses salariales en 1979. La masse salariale ne devait pas augmenter de plus de 13 % en 1979, a déclaré le 18 décembre M. Abril Martorell, vice-président du gouvernement espagnol et ministre de l'économie. Les hausses de salaires seront donc plafonnées entre 11 et 14 %, limites auxquelles devront se conformer les entreprises contrôlées par l'État et celles recevant une aide de la puissance publique. Au cours des conversations engagées avec le gouvernement, les syndicats ont manifesté leur opposition d'un plafonnement des hausses salariales.

ETATS UNIS

La production industrielle des Etats-Unis a augmenté de 0,7 % en novembre, ce qui représente la plus forte hausse depuis le mois d'août (0,5 % en octobre, 0,4 % en septembre). Un accroissement de la production automobile a contribué pour 0,5 % à l'augmentation de la production des biens de consommation en novembre.

GRANDE-BRETAGNE

Les prix de gros britanniques ont enregistré en novembre l'augmentation la plus faible depuis le mois d'août (0,3 % contre 0,6 % (chiffre révisé) en octobre. En un an, par rapport à novembre 1977, la hausse a été de 7,8 %, l'indice s'inscrivant à 157,1 (base 100 en 1970). — (Agefi)

JAPON

Le gouvernement fixe à 6,3 % l'objectif de croissance pour 1979. — Cet objectif, bien qu'inférieur aux engagements pris par

Affaires

le Japon lors du sommet de Bonn (72), est accueilli avec scepticisme par les milieux d'affaires, qui estiment généralement que la croissance de l'économie japonaise ne devrait pas dépasser 3,5 %.

Social

Reprise du travail le 3 janvier chez Alsthom-Atlantique. — Le travail reprendra le 3 janvier, comme prévu, aux chantiers Alsthom-Atlantique de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), indique la direction de la société. Les chantiers avaient fermé le jeudi soir 21 décembre en application d'une décision de la direction, annoncée à la fin de l'été, de mettre l'ensemble des sept mille travailleurs en chômage technique du fait de la crise de la construction navale. Mercredi 20 décembre, deux mille sept cents salariés avaient manifesté pour obtenir le paiement des heures non travaillées en raison de la panne de l'É.D.F., et avaient retenu tous les directeurs de l'entreprise à l'hôtel de ville de Saint-Nazaire. Jeudi 21, une nouvelle manifestation avait eu lieu pour protester contre l'intervention des forces de l'ordre et la mairie (le Monde du 23 décembre).



VISITEZ L'EXPOSITION des antiques mosaïques de Ravenna

DU 14 DÉCEMBRE 1978 AU 27 JANVIER 1979 A LA SOCIÉTÉ DES ARCHITECTES DIPLOMÉS PAR LE GOUVERNEMENT (100, RUE DU CHERCHE-MIDI) Horaire : 13 h. à 19 h., du lundi au samedi (férié exclu) Entrée libre Pour toute information sur Ravenna, ville d'art, et ses plages: Casalborsetti, Marina di Ravenna, Punta Marina, Lido Adriano, Lido di Dante, Lido di Classe e Lido di Savio, s'adresser à: — Azienda Antoniana Soggiorno Turismo: Via San Vitale, 2 - 48100 Ravenna (Italie) - Tél. 054/35404 - Tél. 059/11 84700 - E.N.I.T.: 75002 Paris, 23, rue de la Paix - Tél. 262-60-63 - 7511 - 9000 - E.N.I.T.: 06948 Nice Cedex, 14, av. de Verdun - Tél. 87-75-81 et 87-81-83 - Tél. 970463.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CENTENAIRE BLANZY

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 20 décembre 1978 sous la présidence de M. Frédéric Courbak. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1977-1978, clos le 30 septembre 1978, qui se soldent par un bénéfice net de 11 731 000 F, y compris les plus-values nettes à long terme, contre 11 408 761 F au titre de l'exercice précédent. Après affectation d'une somme de 4 530 035 F à la réserve pour plus-values à long terme et de 12 373 F provenant des profits cumulés sur les autres réserves, il reste un solde de 7 188 632 F qui représente le bénéfice courant distribuable, en augmentation de 6,37 %. Elle a décidé de distribuer ce bénéfice hauteur d'un montant de 7 159 801 F, correspondant à un dividende net de 28 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 11,50 F, soit au total 39,50 F contre 33 F pour l'exercice 1976-1977. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 27 décembre 1978 contre remise du coupon n° 21. L'assemblée a renouvelé les mandats d'administrateur de MM. Jean Aries et Thierry d'Hauteville.

Chefs comptables

Le Plan Comptable est un message ce qui explique le développement des familles et du chômage. Vous devez apprendre à pratiquer la Comptabilité Indexée qui est la vérité avec mon ouvrage que j'envoie gratis. Emile Krieg, 7, rue d'Anjou, PARIS 8.

COURSE DE PARIS - 26 DÉCEMBRE

Table with columns: COURSE, PARI, etc. containing race results and betting information.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 26 DÉCEMBRE

Stabilité dans un marché actif

Une masse de petits ordres s'est abattue ce mardi, après trois jours de fermeture, sur le marché au comptant de la Bourse de Paris. En attendant, pour l'essentiel, d'investisseurs particuliers soucieux de réorganiser leurs portefeuilles afin d'échapper au maximum à la célèbre taxation des plus-values, le nombre de ces ordres a surpris par son caractère change, qui ont décidé de retarder d'un quart d'heure le début de la séance. Celle-ci a néanmoins pris fin à l'heure habituelle (14 h. 30) et l'indicateur instantané n'a pratiquement pas varié. Nul doute que les investisseurs institutionnels aient « servi » un marché plutôt « demandeur » avant le début de la séance.

L'intervention des gendarmes a n'aura pas, à l'inverse, été nécessaire sur le marché à terme où le plus grand calme a régné. Rappelons, en effet, que l'année 1978 a pris fin le 20 décembre sur ce marché, où les opérations à terme ont été depuis se régulariser désormais en 1979 (le 23 janvier). Est-ce à dire que les candidats actionnaires seront moins nombreux l'année prochaine ? Il est trop tôt pour le dire. Tout juste peut-on avancer qu'ils ne se précipitent guère, pour l'instant.

Hausse et baisse se sont donc à peu de chose près équilibrées ce 26 décembre, mais des titres comme Savines (+ 9,5 % après que la cotation ait été retardée) et l'Industrie de la Mandarine (+ 6,5 %) se sont fait remarquer. De même pour SIAS (- 5,5 %) ou Pollet (- 4,5 %), mais dans l'autre sens.

Sur le marché de l'or, assez calme (776 millions de francs de transactions contre 5,26 millions à la veille de ce jour, week-end), le lingot a couronné son mouvement de hausse à 29 995 F contre 29 880 F. Le napoleon, de son côté, s'est adjugé 2,70 F à 268,90 F.

LONDRES

London Stock Exchange a rouvert ses portes mercredi matin, après quatre jours de chômage, sur une note soutenue mais calme. Les indices industriels ont progressé de 0,7 point à 490. Bonne tenue des fonds d'Etat, mais recul des pétroles. Les mines d'or sont généralement fermées.

Table with columns: VALEURS, CLÔTURE, COURS. Lists various stock indices and their closing values.

NEW-YORK

Nouvelle hausse technique Pour la cinquième séance consécutive, les cours ont progressé mardi sur le New York Stock Exchange, et l'indice Dow Jones, qui s'est adjugé 20,96 points au cours de dernières séances, a ajouté 7,54 points à ces gains avant de s'établir à 216,01. Le volume des transactions, en revanche, est resté assez étroit avec 21,55 millions de titres échangés contre 23,84 millions à la veille du long week-end de trois jours.

Table with columns: VALEURS, COURS, DERNIER COURS. Lists various US stock indices and their closing values.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CREDIT FONCIER DE FRANCE. Cet établissement lancera, le 2 janvier prochain, un emprunt de 1,8 milliard de francs, dont le taux d'intérêt atteindra 9,8 % Arrivé au 30 juin 1978, les comptes laissent apparaître un bénéfice net de 12,23 millions de francs dont 1,26 million de francs disponible, contre 320 millions en un an plus tôt.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE. Base 100 = 30 déc. 1977) Valeurs françaises... 152,8 153,1 Valeurs étrangères... 86,5 86,7 Cote officielle de l'indice... (Base 100 = 30 déc. 1961) Indice général... 88,4 88,4

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: VALEURS, COURS, DERNIER COURS. Lists various international stock indices and their closing values.

Taux du marché monétaire Effets à 90 jours... 6,34 % COURS DU DOLLAR A TOKYO 1 dollar (en francs)... 193,30 195,56

AERONAUTIQUE: La direction générale de l'aviation civile a décidé de...

BOURSE DE PARIS - 26 DÉCEMBRE - COMPTANT

Large table with multiple columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, % de coupon. Lists various French stocks and their market data.

VALEURS

Large table with multiple columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various international stocks and their market data.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: VALEURS, Précéd., Dernier cours, Compt. Lists various term market data.

MARCHÉ A TERME

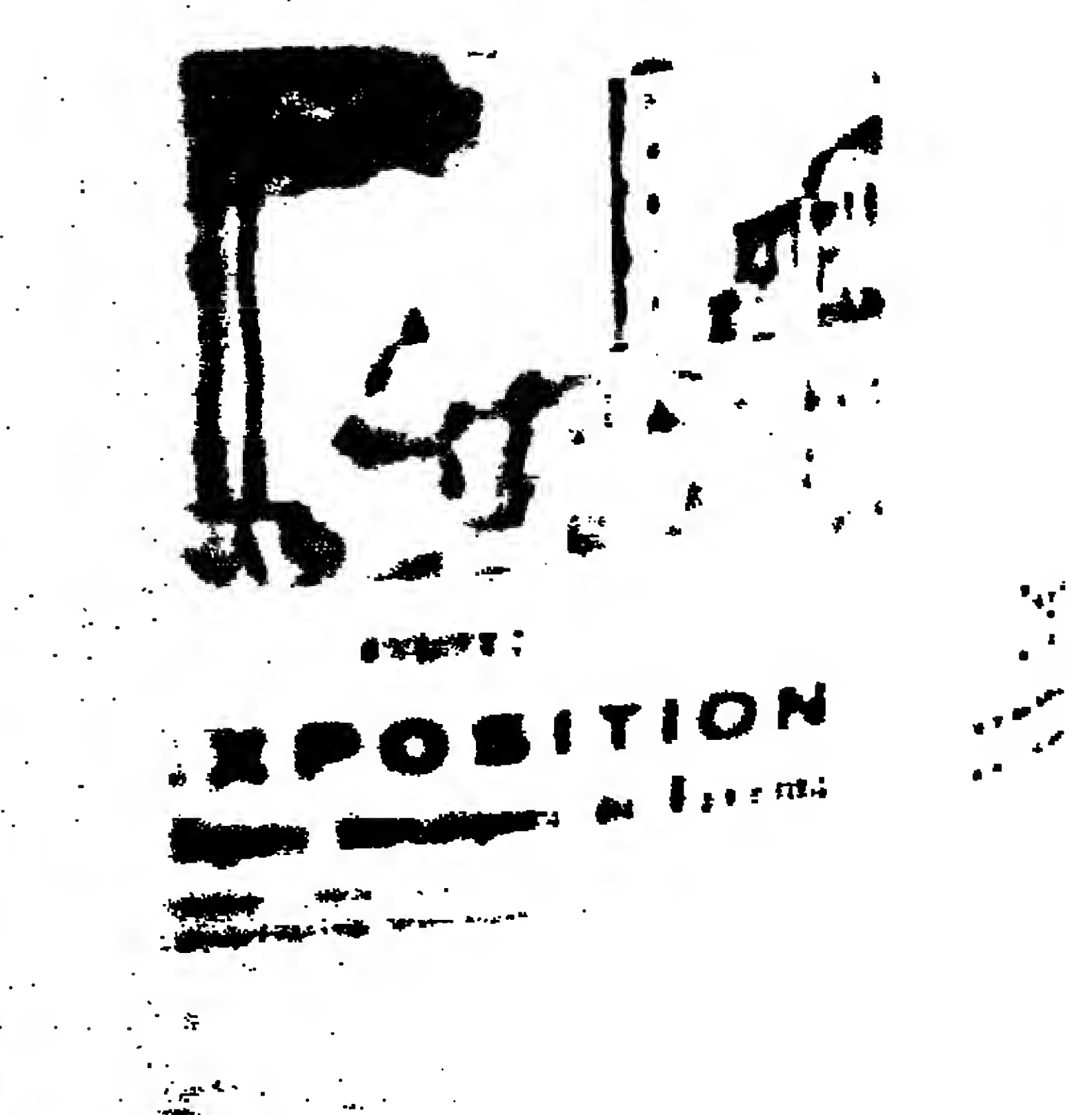
Table with multiple columns: VALEURS, Précéd., Dernier cours, Compt. Lists various term market data.

COTE DES CHANGES

Table with columns: VALEURS, Précéd., Dernier cours. Lists various exchange rates.

MARCHÉ LIBRE D'OR

Table with columns: VALEURS, Précéd., Dernier cours. Lists various gold market data.



Handwritten text in Arabic script: سوق الاموال

LA CONSTITUTION ESPAGNOLE EN VOIE DE RÉFORME



LA MORT DE HOUARI BOUMEDIÈNE

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES - COMMUNISME
3 à 6. LA MORT DE HOUARI BOUMEDIÈNE
7. PROCHE-ORIENT
8. ASIE
9. EUROPE
10. AMERIQUES
11. POLITIQUE
12. LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES
13. SOCIÉTÉ
14. RELIGION
15. JUSTICE
16. SPORTS
17. ARMÉE
18. ÉQUIPEMENT
19. POINT DE VUE
20. ÉCONOMIE

PARIS : un partenaire important mais imprévisible

C'est avec la plus grande prudence que le gouvernement français aborde la phase « après-Boumediène » de l'histoire de la République algérienne. En l'absence du président Giscard d'Estaing (au Gabon) et de M. François-Poncet (dans le golfe Persique) nul officiel ne s'est risqué à commenter « à chaud » un événement pourtant prévu.

MOSCOU : la perte d'un grand allié exigeant

Moscou. — Si l'Algérie apparaît actuellement comme l'un des principaux alliés de l'U.R.S.S. dans le tiers-monde, les relations entre Moscou et Alger n'ont pas toujours été au beau fixe depuis la prise du pouvoir par Houari Boumediène.

LA HAUSSE DES PRIX N'A ÉTÉ QUE DE 0,5 % EN NOVEMBRE

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,5 % en novembre, s'établissant à la cote 206,8 (base 100 en 1970). En un an, par rapport à novembre 1977, la hausse du coût de la vie a été de 9,5 %.

LA GRÈVE À L'OPÉRA DE PARIS

Reunis en assemblée générale mardi 26 décembre, les machinistes, les accessoiristes et le personnel des ateliers de construction de l'Opéra de Paris ont décidé de continuer la grève commencée vendredi 22 décembre.

M. GISCARD D'ESTAING : « Il voulait placer l'Algérie dans les premiers rangs »

L'annonce du décès du président Boumediène, le président de la République se trouve en visite privée au Gabon. Il a adressé le message de condoléances suivant à M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée nationale populaire algérienne.

Le gouvernement décide de développer de nouvelles implantations en Cisjordanie

Jérusalem. — Conformément à leur menace, les militants du mouvement extrémiste israélien Gush Emounim (Bloc de la foi) ont décidé de ne pas attendre les décisions du gouvernement sur la reprise de la politique d'implantation en Cisjordanie.

En Israël

2 480 Arabes détenus pour activités subversives. Quelques jours plus tôt, le général Orly a coordonné l'action gouvernementale dans les territoires occupés, avait présenté le bilan de l'année, qui ne fait guère plaisir à l'autocritique.

liquidation totale des stocks de prêt-à-porter luxe (homme) 2e démarque sur prix de liquidation Monsieur Neuville

FABRICANT - VENTE DIRECTE COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRERIE FRANOR 70 R. AMELOT PARIS

Offre spéciale Fêtes pour les cadeaux de fin d'année, les plus grandes marques à tous les prix. hamm Le piano... et toute la musique

LE GOUVERNEMENT CHILIEN EST PARTIELLEMENT REMANIÉ Santiago (A.F.P. Reuter). Le président Augusto Pinochet a procédé mardi 26 décembre à un remaniement ministériel partiel.

BAISSE DU DOLLAR HAUSSE DE L'OR Le tarissement des exportations pétrolières de l'Iran a provoqué dans la matinée du mercredi 27 décembre une chute à peu près générale de toutes les grandes places financières internationales.

Le gouvernement chilien est partiellement remanié. Santiago (A.F.P. Reuter). Le président Augusto Pinochet a procédé mardi 26 décembre à un remaniement ministériel partiel.

2 480 Arabes détenus pour activités subversives. Quelques jours plus tôt, le général Orly a coordonné l'action gouvernementale dans les territoires occupés, avait présenté le bilan de l'année, qui ne fait guère plaisir à l'autocritique.

ajournement p L'Algérie le Maghreb du système monétaire Un seul être vous manque Un GEORGE DUBY Les trois ou l'imaginaire du féodalisme GALLIMARD